

ARCHIVES
DU
FUTUR



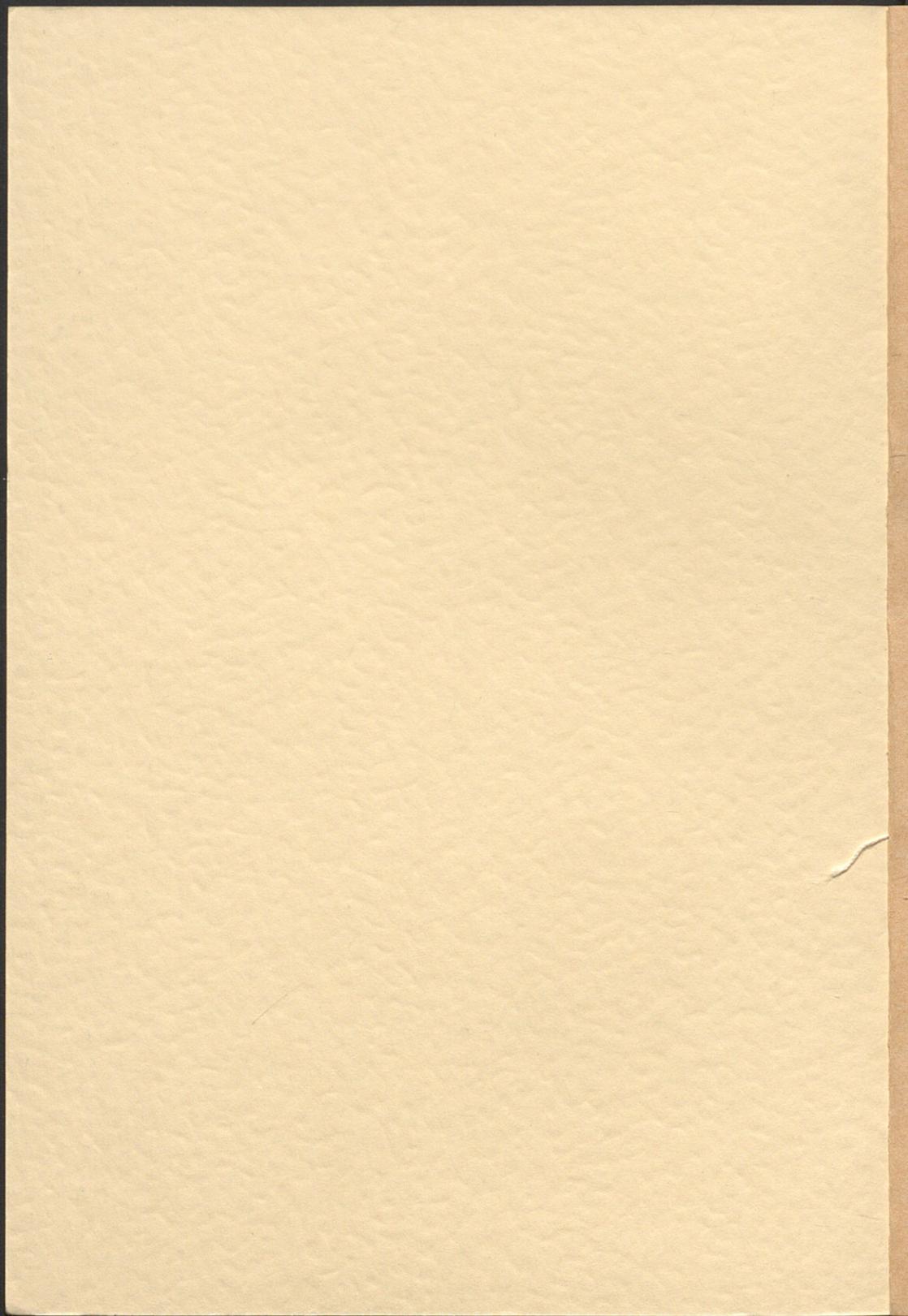
Centre Wallonie-Bruxelles, Paris

ÉCRITURE
ET DÉMOCRATIE
Les francophones s'interrogent

Colloque des 18 et 19 février 1993

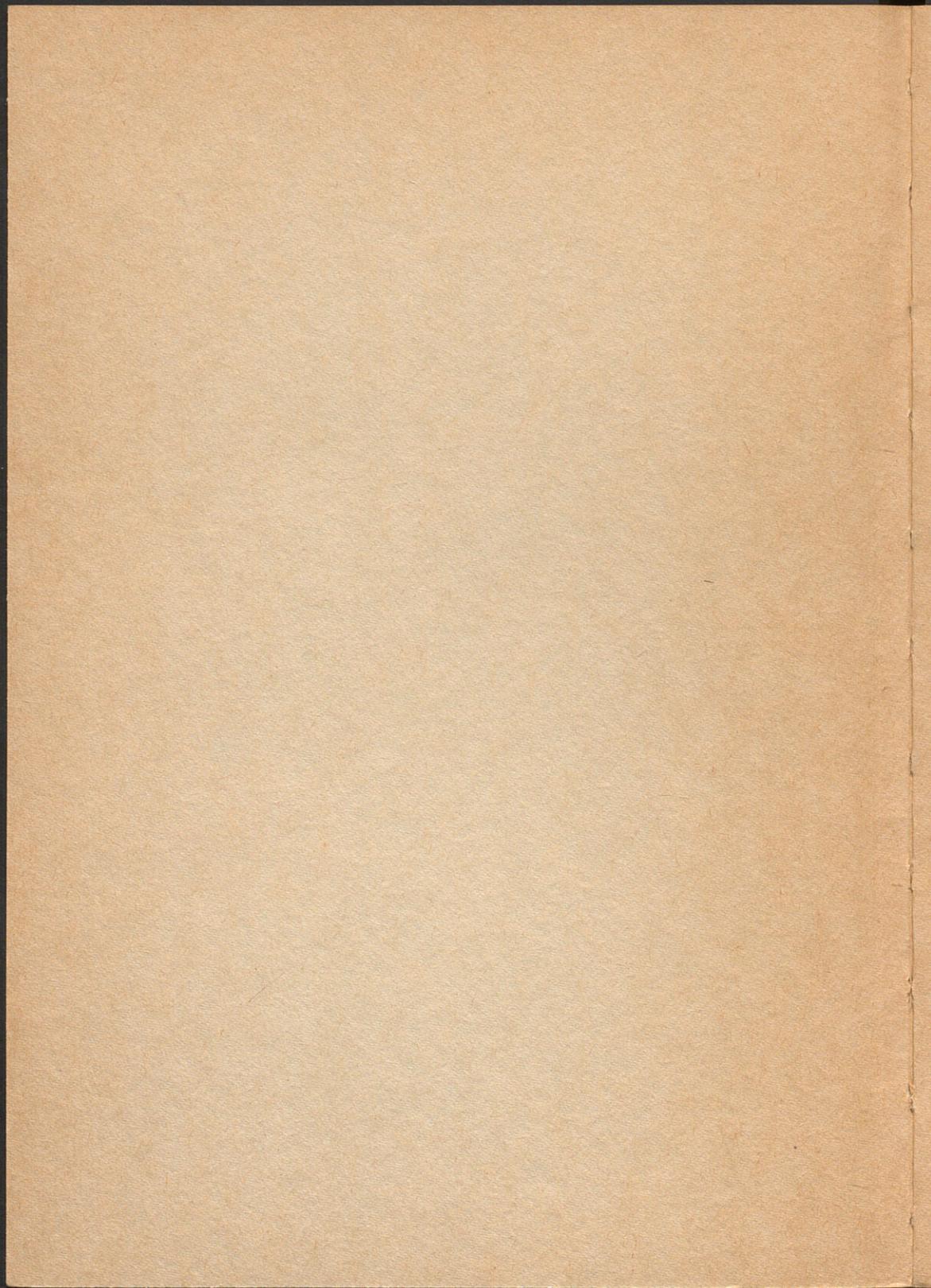


ÉDITIONS
LABOR



ACA 13102





Écriture et Démocratie

© Éditions Labor, Bruxelles, 1993.
Avec l'appui de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT)
et le Centre Wallonie-Bruxelles de Paris.

Imprimé en Belgique
ISBN 2-8040-0932-7
D/1993/258/123

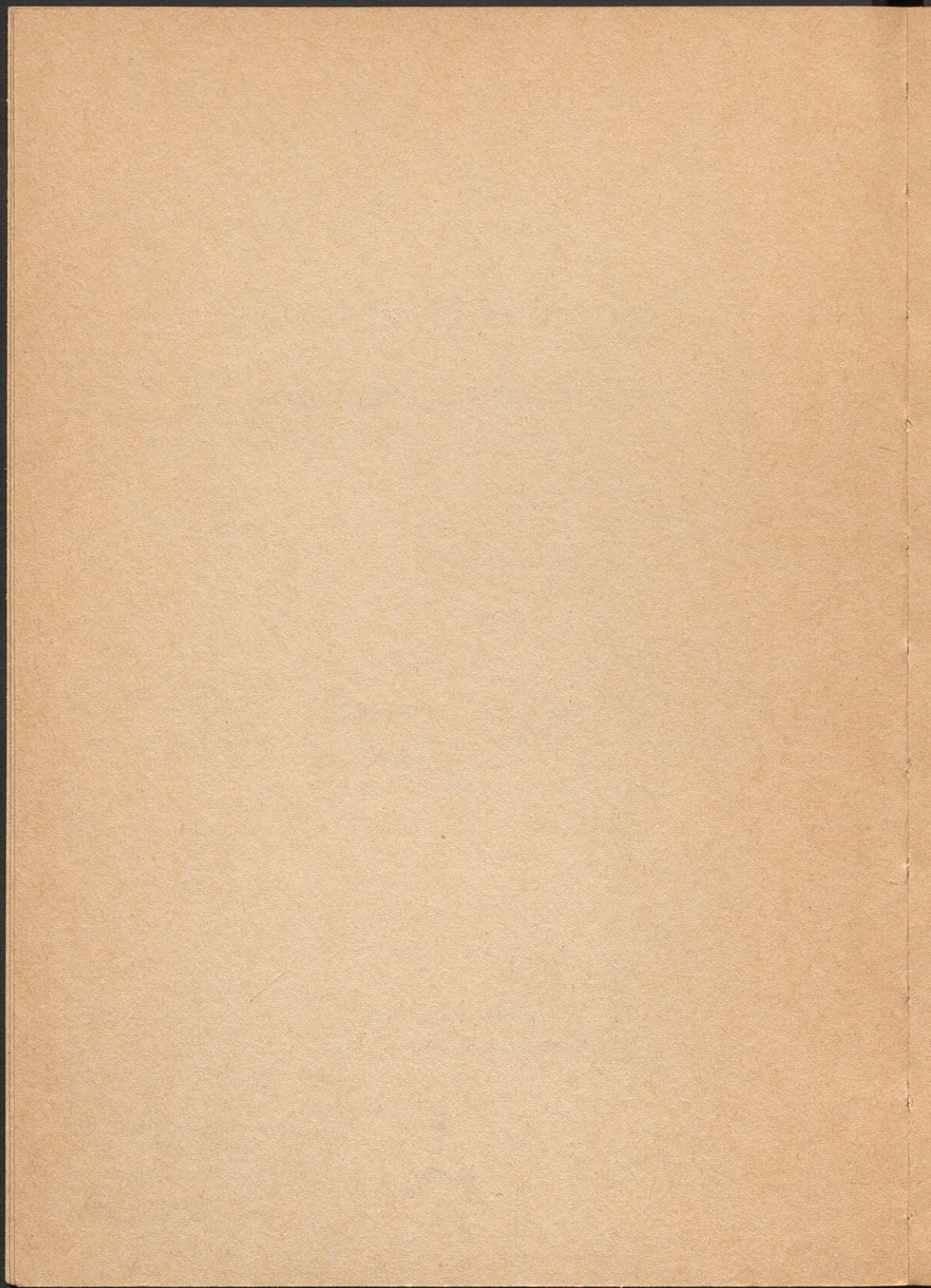
Écriture et Démocratie

Les Francophones s'interrogent

Actes du colloque organisé à Paris
les 18 et 19 février 1993
au Centre Wallonie-Bruxelles
sous la présidence de Maître Roger Lallemand

Archives du Futur





Sommaire

Avertissement	9
I- Avant-propos de Roger Dehaybe	11
II- Introduction	13
1. <i>Discours de Paul-Henry Gendebien</i>	13
2. <i>Discours de Jean-Louis Roy</i>	16
3. <i>Discours de Roger Lallemand</i>	19
III- "Dessine-moi ta démocratie"	25
1. <i>Situation du débat par Jean-Marie Borzeix</i>	25
2. <i>Tierno Monenembo (Guinée)</i>	26
3. <i>Sœur Bibiane Tshibola Kalengayi (Zaïre)</i>	27
4. <i>Phan Huy Duong (Vietnam)</i>	33
5. <i>Katia Haddad (Liban)</i>	36
6. <i>Moncef Ghachem (Tunisie)</i>	39
7. <i>Philippe Marthaler (Suisse)</i>	43
8. <i>Jacques Godbout (Québec)</i>	48
9. <i>Marc Quaghebeur (Communauté française de Belgique)</i>	50
IV- "Quelle écriture pour quelle démocratie"	59
1. <i>Situation du débat par Antonin Liehm</i>	59
2. <i>Frankétienne (Haïti)</i>	60
3. <i>Yves Laplace (Suisse)</i>	62
4. <i>Jean Louvet (Communauté française de Belgique)</i>	65
5. <i>Tahar Bekri (Tunisie)</i>	69
6. <i>Slimane Benaïssa (Algérie)</i>	71
7. <i>Pius Ngandu Nkashama (Zaïre)</i>	79
8. <i>Jean-Luc Raharimanana (Madagascar)</i>	85
9. <i>Boris Boubacar Diop (Sénégal)</i>	86
V- "Démocratie et après ?"	91
1. <i>Situation du débat par Henri Lopes</i>	91
2. <i>Eric Clémens Communauté française de Belgique)</i>	93
3. <i>Axelle Kabou (Cameroun-Sénégal)</i>	100
4. <i>Moussa Konate (Mali)</i>	104
5. <i>Yoshua Kossi Efovi (Togo)</i>	107
6. <i>Abdelhak Serhane (Maroc)</i>	109
7. <i>Christian Rullier (France)</i>	112
8. <i>Anca Visdei (Roumanie)</i>	117

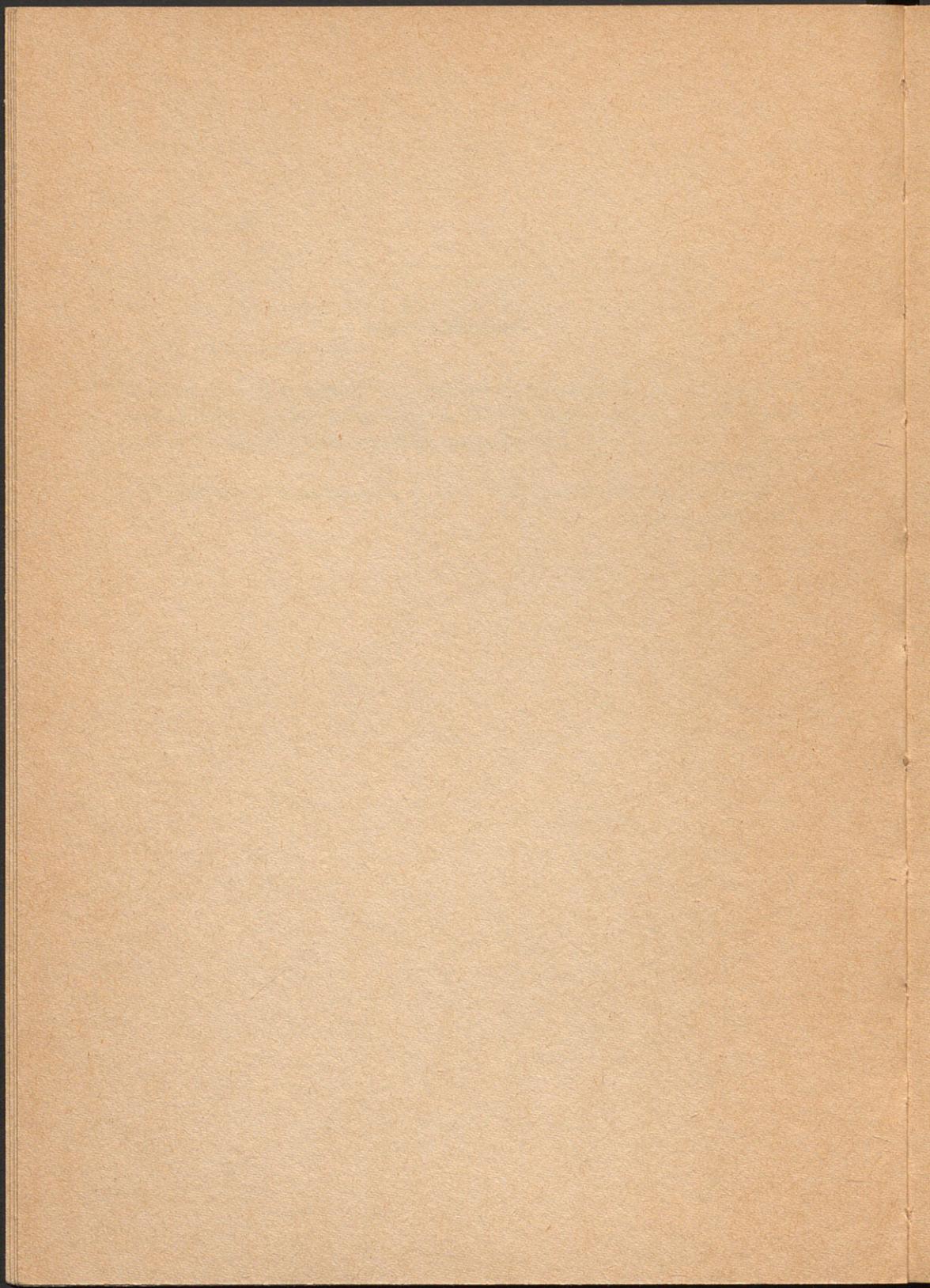
SOMMAIRE

VI- Conclusions	121
<i>Discours de clôture de Roger Lallemand</i>	
VII- Annexes	127
1. <i>Liste des participants</i>	127
2. <i>Biographies et bibliographies des participants</i>	127
3. <i>Agence de Coopération Culturelle et Technique</i>	141
VIII - Remerciements	143

Avertissement

Dans le souci de préserver l'originalité stylistique et la richesse de la langue de chacun des auteurs issus de diverses cultures d'expression française, nous n'avons fait que les corrections indispensables à la lecture de leurs interventions.

Tous les auteurs ont revu leur texte, à l'exception d'Axelle Kabou et Tierno Monenembo.



1. Avant-propos

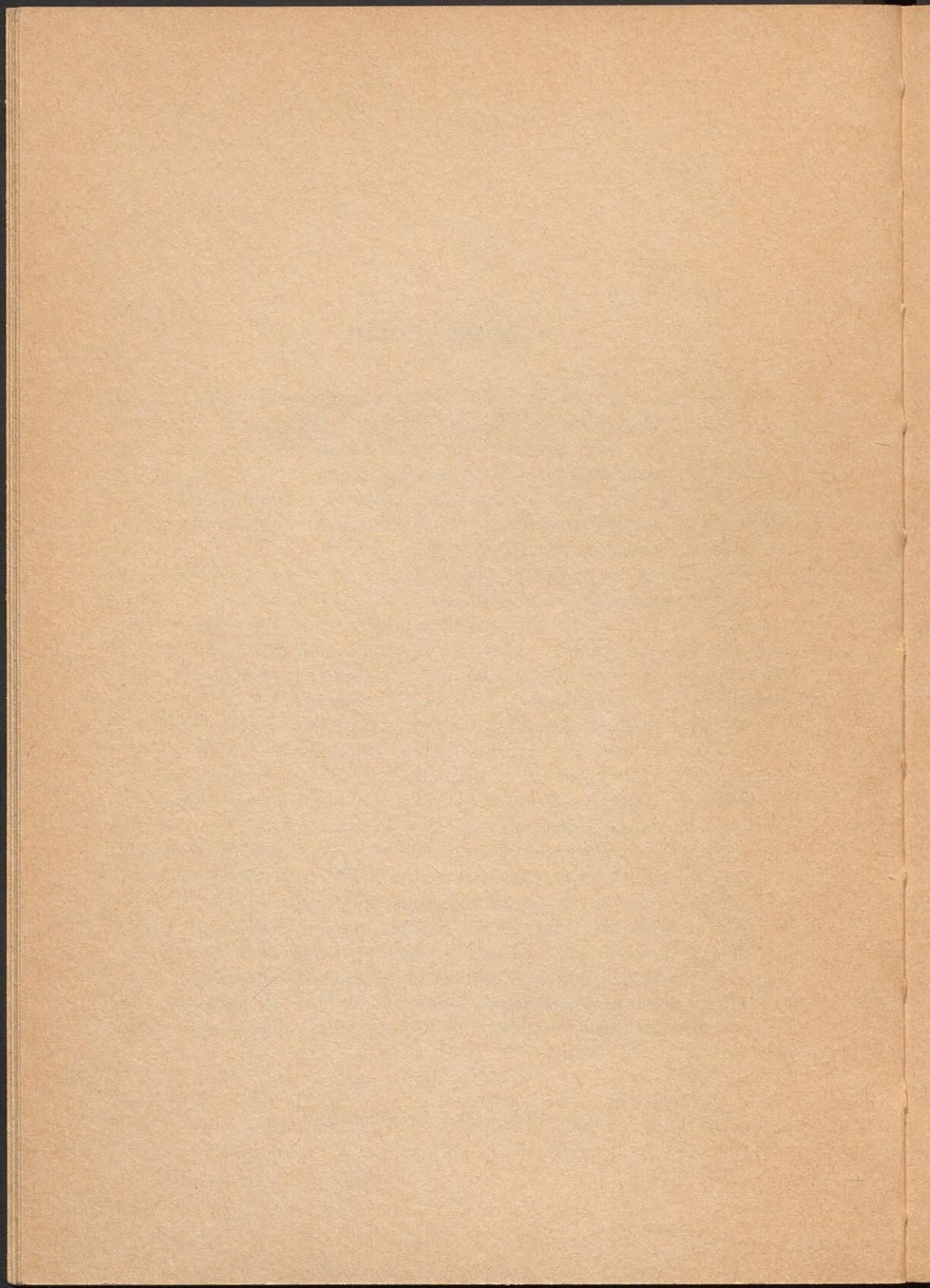
C'est au Centre Wallonie-Bruxelles de Paris que revient le mérite de l'initiative et de l'organisation du colloque "Écriture et Démocratie". Il fallait permettre la rencontre physique de ces auteurs venus des quatre coins du monde et qu'unissait déjà par delà les frontières un amour commun pour la langue française et la même passion pour la liberté. Il fallait que, de vive voix et chacun avec ses mots, ces écrivains s'interrogent mutuellement sur le sens de l'écriture et sur le rôle de la parole.

Depuis de nombreuses années, la Communauté française de Belgique est au cœur de l'engagement pour la défense de la langue et de la culture françaises ainsi que des valeurs démocratiques qu'elles véhiculent. Il était donc logique qu'elle soutienne cette volonté de réunir pour quelques jours les poètes, romanciers, essayistes, polémistes, tous liés à l'expression dans une même langue, de leurs différences et de leurs similitudes.

Le CGRI se félicite de l'excellente collaboration dont le projet a bénéficié de la part des instances de l'Agence de Coopération Culturelle et Technique. Il est significatif à cet égard que la préoccupation de l'ACCT, qui fut en premier lieu linguistique et culturelle, soit aujourd'hui également politique, en ce sens que les exigences démocratiques sont maintenant considérées comme prioritaires. Cette évolution était inéluctable car, s'il est vrai que la liberté d'expression est un droit fondamental dans une démocratie, il est vrai aussi que cette liberté est historiquement indissociable de la langue et de la culture françaises. Voilà sans doute ce qui explique que des hommes aussi éloignés les uns des autres par la géographie puissent réaliser un accord sur des questions importantes comme l'universalité des droits de l'homme, le droit au développement, la protection des minorités, le devoir de solidarité. Cet espace d'entente créé par la francophonie est un message d'espoir pour nous tous.

Roger Dehaybe

Commissaire général aux Relations Internationales.



2. Introduction

1. Discours de Paul-Henry Gendebien

Monsieur le Sénateur,
Madame la Présidente du Conseil Permanent de la Francophonie
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs et membres du Corps
Diplomatique,
Mesdames et Messieurs,

Au nom du Gouvernement de la Communauté française de Belgique, je souhaite la bienvenue à toutes et tous.

Les nombreuses personnalités dont la présence nous honore me pardonneront de ne pas les citer toutes. Je veux cependant saluer tout particulièrement M. Jean Mathyssens, qui représente Mme Tasca et qui est aussi le représentant personnel du Président Mitterand au CPF (Conseil Permanent de la Francophonie), ainsi que Mme Aumeeruddy-Cziffra, Ambassadeur de l'île Maurice et Présidente du CPF.

Que chacun se sente ici comme chez soi. Dans cette ville ouverte à tous les vents de la création et de l'esprit, notre Centre Wallonie-Bruxelles est un espace de débat, de rencontre, de liberté. Tout naturellement, il se veut aussi un lieu de la francophonie à Paris, attentif et disponible pour diverses manifestations culturelles venues de tous les horizons de la francophonie. Au cours des derniers mois s'est tenu dans cette maison un Festival de la francophonie métissée où les expressions culturelles les plus variées — notamment celles du sud de la francophonie — ont trouvé une large place. Le colloque d'aujourd'hui achève et couronne ce Festival.

Compte tenu de l'actualité internationale, vos délibérations, Mesdames et Messieurs, seront passionnantes et passionnées. "Écriture et Démocratie" : voilà bien une interrogation aussi ancienne que l'histoire politique du monde.

Aujourd'hui comme hier, et comme demain, les questions sont les mêmes :
 L'écrivain doit-il proclamer ce qui est bon pour la cité ?
 L'écriture doit-elle être une parole, c'est-à-dire un acte ?
 Est-elle un luxe ou au contraire une ardente obligation lorsque règnent la guerre, le désordre, la misère ?

Et quelle est l'antériorité de l'une par rapport à l'autre : est-ce l'écriture libre qui produit la liberté de la cité, ou bien est-ce la démocratie qui enfante la liberté d'écriture ?

À moins que, une fois libre, l'écrivain ne redevienne paradoxalement silencieux, ainsi qu'on l'observe parfois?...

À vous de tenter de dénouer l'inextricable écheveau des rapports entre culture et pouvoir, d'en résoudre toutes les quadratures du cercle...

Si j'avais à donner une réponse, qui n'engage que moi, je dirais que le pouvoir a besoin de l'artiste, c'est-à-dire de celui qui s'exprime librement. Le pouvoir est englué dans la gestion de l'urgence, sous la contrainte de la *realpolitik*.

Mais la véritable urgence en ce bas monde, n'est-elle pas celle de l'horreur et de la douleur immédiate de l'humaine condition ? Et celle-ci, dans bien des pays, mérite-t-elle encore le nom d'humaine ? Et qui dira que l'humanité fait fausse route ? Est-ce le pouvoir ? Est-ce le Conseil de Sécurité ? Est-ce la télévision ?

L'écrivain est donc réquisitionné. Non pour transformer sa plume en fusil. Non pour se substituer au pouvoir. Mais pour proclamer la permanence de l'humain. Pour chanter l'originalité de l'individu et de l'espèce, et leurs droits fondamentaux et inaliénables. Il me semble que l'écrivain doit se faire chanteur, crieur public et poète. Voilà l'équation : écriture = poème = action.

L'écriture est une action. Elle est un accouchement. Elle a fait naître l'Histoire. Sans les poètes et tragédiens, la démocratie athénienne eut-elle existé ? Sans eux, l'histoire de la Grèce eut-elle existé ? Si l'écriture a accouché de l'Histoire, c'est peut-être parce qu'elle a fait naître la mémoire, et de là une conscience collective sans laquelle il n'y a pas d'action. Ainsi se sont nouées histoire, mémoire, conscience. Ainsi, dès l'origine, l'écriture fut le poème de l'histoire, le chant de la mémoire, le cri de la conscience.

Mais aujourd'hui que s'installe un nouveau désordre international, au jour où des menaces nouvelles pèsent sur la démocratie partout dans le monde, rien ne serait plus dangereux que le silence. Ce danger n'existe-t-il pas aussi dans nos vieilles démocraties où l'omniprésence de la communication de masse cache un déficit de véritable information ?

INTRODUCTION

Dès lors, on vous demande beaucoup, on vous demande de prendre la parole : pour dire non à la fatalité, pour dire oui au combat toujours recommencé de Sisyphe pour faire vivre ou revivre la démocratie ; pour combler notre "immense besoin de consolation" — selon Stig Dagerman —, car immense est notre besoin de consolation dès lors que nous sommes condamnés tout à la fois à partager le lot de Sisyphe et à agir comme si nous étions persuadés de triompher définitivement à la fin du parcours.

Ainsi votre responsabilité conjointe d'intellectuels et de citoyens est-elle considérable. De surcroît, vous êtes des écrivains francophones. C'est pourquoi d'autres questions viennent s'ajouter :

La francophonie est-elle seulement un lieu de rencontre et de coopération parmi d'autres, ou bien est-elle un espace original et privilégié, porteur de valeurs communes au travers du métissage des cultures ?

La démocratie a-t-elle un avenir réel en francophonie ou n'est-elle qu'un thème convenu de proclamations à l'occasion des Sommets ?

La francophonie est-elle réellement porteuse d'une approche spécifique en matière de droits de l'homme et de démocratie ?

Le monde peut-il et doit-il attendre quelque chose de la famille francophone, de la même manière qu'il a reçu quelque chose de la France à la fin du XVIII^e siècle ?

Je ne puis conclure sans dire merci à ceux qui nous ont permis d'organiser ces journées de réflexion : ACCT, RFI, Services culturels de la Délégation Générale du Québec et de l'Ambassade du Canada.

Merci à Roger Lallemand, Sénateur de Bruxelles, ancien Président du Sénat, juriste, écrivain politique, membre du Haut Conseil de la Francophonie, qui accepte de présider, avec le brio qu'on lui connaît.

Merci à Madame Geneviève François et à sa dynamique équipe.

Mais notre gratitude va surtout aux écrivains présents, qui parleront ici en toute liberté et en toute indépendance.

Pour terminer, permettez-moi de citer un vers d'un grand poète français que nous lisons au collège, dans notre petite Wallonie pas très éloignée d'ici. Il est de Paul Éluard.

"Je fis un feu, l'azur m'ayant abandonné".

Mesdames et Messieurs, en ces temps incertains où l'azur n'est guère apparent, je vous invite à faire un grand feu dans vos cœurs et vos âmes pour qu'il éclaire notre temps et celui des générations à venir.

2. Discours de Jean-Louis Roy

Monsieur le Président,
Monsieur le Délégué Général,
Madame le Directeur du Centre Wallonie-Bruxelles,
Madame l'Ambassadeur de l'île Maurice, Présidente du CPF,
Messieurs les Ambassadeurs,
Monsieur le Secrétaire Général du Haut Conseil de la Francophonie,
Mesdames et Messieurs,

Voilà encore peu de temps, le thème du présent colloque aurait été abordé avec beaucoup de prudence. Tel n'est plus le cas aujourd'hui.

Les sujets de l'État de droit, de la Démocratie et des Droits de l'Homme sont librement et largement abordés aux tables de la francophonie. Ils innervent une coopération certes sensible mais réelle. Chacun s'y réfère dans les contextes complexes que vous savez. Bref, ces références sont devenues incontournables.

Le monde a changé, la communauté francophone internationale aussi. Le manichéisme idéologique dominant dans ce siècle est effondré et avec lui, une comptabilité portant des doctrines unitaires cadastrant les sociétés. L'évolution est radicale. L'ère ouverte incertaine. Il n'y a pas de nouvel ordre mondial. D'une certaine manière, et sans oublier un instant les drames vertigineux marquant la présente étape, la première étape de l'ère ouverte, on peut tirer satisfaction d'une évolution aussi radicale. Mais les effets d'ensemble de cette évolution demeurent encore largement incertains, inconnus même.

Permettez-moi d'explorer avec vous ce terrain nouveau, de sérier ce qui vraisemblablement pourrait constituer un ensemble de questions difficiles en attente de médiation nouvelle, objet de réflexion, d'analyse, d'écriture dans le monde et dans la communauté francophone internationale. Je le ferai avec précaution et humilité. J'envie ceux qui, sur le thème qui nous rassemble, ont des idées claires et définitives.

Les miennes ne le sont pas, à l'exception des quelques réflexions suivantes :

- Nul n'a le monopole de l'État de Droit.
- La dictature peut être imposée de l'extérieur mais pas la démocratie.
- La démocratie et la pénurie sont antinomiques.
- Les transferts de systèmes politiques d'une société à l'autre constituent des greffes fragiles.
- L'émergence des régimes démocratiques appelle la rénovation des rapports internationaux.

INTRODUCTION

Ces références sont pour moi des certitudes.

Vous avez placé ce colloque sous le vocable de l'interrogation des francophones. Vous ne serez pas surpris que j'explore avec vous les effets de l'ouverture démocratique en francophonie sur la francophonie elle-même.

Il apparaît probable que la notion même de francophonie soit mise en débat au Sud, qu'elle soit soumise à la question de son essence, de sa pertinence et de sa finalité. Les conférences nationales du Mali, du Zaïre et du Niger ont déjà ouvert cette voie. Cette dernière sera vraisemblablement empruntée par la nouvelle presse pluraliste, par les partis politiques, les ONG nationales, les milieux universitaires, etc.

Le rapport même à la langue française ne va pas sans interrogation. La démocratie suppose un lien constant des politiques, des institutions, des médias avec l'ensemble des citoyens. Or, une vaste majorité de l'ordre de 75 à 80 % des citoyens des pays dits francophones du Sud ne maîtrise pas la langue française. C'est dans une autre langue, dans plusieurs autres langues que doivent leur être communiqués les concepts véhiculés, les débats et enjeux qu'ils doivent ultérieurement arbitrer par leur vote.

Il apparaît également probable que la coopération multilatérale francophone, à l'instar des autres coopérations, soient mise en débat ainsi que l'ensemble des articulations militaires, financières, économiques et commerciales liant le Sud au système mondial, et que soient proposés de nouveaux champs de coopération. Je pense notamment à la coopération juridique et judiciaire, à la consolidation des systèmes judiciaires, cette pièce essentielle d'un régime démocratique, cette pièce essentielle pour la protection et l'affirmation des droits.

L'état de pénurie actuel des systèmes judiciaires chez nos partenaires du Sud est accablant. Rares sont ceux qui ont mis à jour leur instrument juridique ces vingt dernières années. Rares sont ceux qui disposent des équipements matériels de base, registres, recueils de jugements, voire même textes de loi. On se demande comment on a pu en arriver là.

Au risque de heurter le sentiment de certains de mes amis présents dans cette salle, je voudrais dire ici que l'imposition de l'ajustement structurel au Sud au moment même où la doctrine inventée par l'OCDE pour les pays industrialisés était rejetée par ces derniers, en raison des pressions appréhendées de la société civile, pourrait être remise en cause en raison du pluralisme nouveau. Nos partenaires du Sud ne disposent pas de réseaux institutionnels puissants, de grands secteurs de production et de recherche, de mécanisme de contrôle de l'épargne. Certes, il faut dire oui à la nécessité de l'ajustement. Cependant, le modèle actuel pose problème. Il y a ici un vaste domaine pour l'analyse et l'intervention.

Il apparaît aussi probable que l'analyse du sous-développement, la recherche de ses causes et des voies de sortie des dégradations actuelles s'exprimera dans des termes d'une grande franchise et d'une grande vigueur.

Écoutons cet homme modéré, le président du Mali : "Notre système éducatif a été conçu au départ pour former des agents de l'administration coloniale... Cette école ne prend en charge ni les cultures locales, ni l'environnement, elle communique dans une langue étrangère et n'a jamais pu s'enraciner profondément. Cette école est une école d'exclusion. Aujourd'hui pour réformer le système scolaire, il faut d'abord le casser".

Il apparaît enfin probable que soient contestés avec une force semblable à celle qui s'est manifestée avant les indépendances, les systèmes de représentation culturelle que véhiculent chercheurs et médias du Nord sur l'héritage ou les héritages philosophiques, historiques et culturels du Sud. On pense notamment à l'Islam si fortement et si largement présent dans l'hémisphère Sud de la francophonie.

Certains jugent ces hypothèses trop excessives. Je ne partage pas cet avis. Ou alors on ne croit pas que la mutation démocratique puisse se produire, et se produisant, qu'elle libérera la pensée, la recherche, l'expression, la négociation. On ne croit pas que d'une certaine manière, nul ne pourra parler au nom des autres, qui ne soit autorisé à le faire pour le temps d'un mandat soumis à l'appréciation et au jugement commun. On ne croit pas la mutation possible et on agit et on réagit en conséquence.

La mutation pourrait être longue. Quelle écriture peut l'accompagner, la soutenir, la conforter ? Comment, sans perdre le cap sur l'essentiel, éviter le tout ou rien qui généralement fait naufrage dans le rien ? Comment les enfants du Sud, qui ont le pouvoir d'écrire, le partageront-ils avec ceux, légion, qui ne disposent pas du savoir écrire ? Comment les enfants du Nord qui ont reçu en héritage sur les siècles la clef, le code, le système démocratique qu'ils ont massacré et restauré, hypothéqué et rétabli, comment comprendront-ils cette grâce de l'altérité, que la défaillance et le courage des autres sont aussi les leurs ?

Je ne plaide pas ici pour la subjectivité. Les intégrités et les libertés ne sont pas négociables. Je me demande simplement comment désormais, et si possible ensemble, les enfants du Sud et du Nord occuperont l'ère ouverte par l'effondrement des murs, celui de Berlin et tous les autres, et comment ceux qui écrivent feront des ponts avec ces pierres, des lampadaires avec les tours de guet ?

3. Discours de Roger Lallemand

Le colloque que j'ai l'honneur de présider a une première ambition : celle de réunir des écrivains francophones venant de pays différents ; celle aussi de contribuer à une prise de conscience du caractère pluriel des francophonies, au cœur de leur unité.

Ce n'est pas le fait du hasard si nous sommes les hôtes du Centre Wallonie-Bruxelles. Le projet des organisateurs doit conforter la prise de conscience d'une unité culturelle, d'une communauté profonde de langue et de culture. Il tend à renforcer les liens entre les créateurs de divers pays au sein desquels le statut du français n'est pas identique et est en profonde évolution.

L'initiative, je l'ai dit, est le fait d'une politique de reconnaissance des diversités francophones. Elle entend fonder le statut démocratique de cette diversité, de ses potentialités créatrices qui ont parfois été arrêtées par un dogmatisme culturel et même linguistique rigoureux. L'histoire de mon pays atteste ce dogmatisme et ses effets sur la spontanéité créative des populations. Celles-ci, tout au long du Moyen Âge, ont contribué à la constitution de la langue d'oïl avant que celle-ci ne devienne le français que nous parlons et enseignons et qui s'est affirmé avec la centralisation et l'expansion de la nation française. Cette langue, les XVII^e et XVIII^e siècles français l'ont modelée de façon décisive. Mais les problèmes prestigieux ont parfois limité les capacités d'expression des cultures périphériques et en ont dominé non seulement la forme mais aussi les contenus.

Au siècle dernier, par exemple, le modèle français est devenu tellement impérieux qu'il contraignait des écrivains des provinces du nord de Paris. Les modèles littéraires français faisaient, de beaucoup d'écrivains belges, des puristes qui adulaient les lettres françaises avec une déférence qui était devenue une sorte d'aliénation.

Il a fallu que de jeunes libertaires, au milieu du siècle, émancipent leur créativité pour faire entrer dans nos lettres des contenus nationaux. J'aimerais citer en exemple Charles De Coster : l'auteur de *La Légende d'Ulenspiegel* eut le talent d'inventer une sensibilité francophone. De Coster a fait exploser le modèle français de la narration en emmêlant des niveaux narratifs réputés contradictoires : le picaresque, le burlesque, l'historique, l'initiatique, etc. Il a pu ainsi créer une œuvre singulière absolument atypique en son siècle... Cette œuvre préfigure sans doute ce que l'on a découvert avec intérêt depuis quelques décennies dans la littérature latino-américaine. De Coster, très consciemment, a entendu redonner vie à la langue en la mâtinant d'archaïsmes, de tournures poétiques qui sortaient, en fait, du génie de la langue, de ses strates profondes. Mais ses écrits étaient jugés désuets ou naïfs. Ils ne passaient pas dans les salons d'alors.

C'est le mérite de ce grand francophone que fut Joseph Hanse d'avoir justifié, en historien et en linguiste, les mécanismes de cette œuvre extraordinaire qui se heurta, à l'époque, aussi bien en France qu'en Belgique, au mépris poli qui accompagne généralement un produit littéraire qui n'est pas conforme avec ce que l'on appelait jadis "le bon goût".

Ce "bon goût" est souvent la manifestation de la résistance au métissage, à la reconnaissance et au refus de la reconnaissance des spécificités culturelles. *La Légende d'Ulenspiegel* peut donc servir d'exergue à nos journées de réflexion. Elle le peut d'autant plus que le récit du livre de De Coster est aussi celui d'une lutte contre l'oppression, le fanatisme et le dogmatisme. Cet exemple permet de souligner, en conclusion de quatre mois de Festival sur la francophonie métissée, que la francophonie ne s'épanouira que si elle est fondamentalement plurielle, si elle accepte le métissage culturel, la multiplication des centres, un certain foisonnement de la langue, si, en d'autres mots, la France est plus attentive à ses périphéries francophones.

Mais comme le dit la note distribuée par le Centre Wallonie-Bruxelles, notre volonté n'est pas tant de faire le constat nostalgique du recul du français de l'époque napoléonienne que d'élargir la conscience de la réalité vivante, multiforme de la francophonie d'aujourd'hui et de le faire ici, à Paris, au cœur de la France qui est si souvent aveugle aux réalités culturelles non françaises.

Enfin, ce colloque sera centré sur une réflexion sur le lien qui unit et divise l'écriture et la démocratie.

Depuis quatre mois, des artistes ont pu présenter ici leurs œuvres, dans le cadre du programme du Festival de la francophonie métissée.

L'organisation de ce festival a mis en évidence une des conditions d'épanouissement de cette francophonie : l'existence d'un espace commun de liberté, de solidarité, d'un ordre démocratique.

Comment ne pas évoquer ici les contraintes physiques, matérielles ou spirituelles qui pèsent sur tant d'écrivains et qui attestent de la diversité des conditions des expériences de ces créateurs de la nouvelle francophonie. Ces expériences multiples ont suscité l'idée d'une rencontre de tous ceux qui, au Nord comme au Sud, à l'Est comme à l'Ouest, vivent et éprouvent l'exigence démocratique au travers de leurs créations culturelles. Cette exigence est au cœur de leur revendication.

C'est Stendhal qui disait que "le despotisme frappe le style de bêtise". De cela, il y a assurément des preuves terrifiantes. Stendhal affirmait aussi sa foi en une politique progressiste. Il croyait en l'évolution jusqu'à l'erreur. Il a pu dire : "Rien ne sera beau et juste comme la France morale vers 1900". Cent ans après le terme de cette prévision, nous n'avons pas perdu foi en l'évolution, mais en sa rapide ascension. Nous sommes davantage convaincus de ce que le développement culturel est lié à la réalisation d'un projet démocratique.

tique, mais nous sommes mieux avertis de ce qu'un tel projet ne garantit pas nécessairement la qualité de l'œuvre.

Stendhal affirmait sa foi dans une politique progressiste, mais il ouvrait un débat qui n'a pas fini de nous diviser sur le rapport difficile, pervers même, qui peut exister entre l'engagement politique pour la démocratie et la littérature. "Dans un ouvrage de littérature, disait-il, toute idée politique retentit comme un coup de pistolet au milieu d'un concert". On trouve d'éclatantes confirmations et de magnifiques démentis de cette phrase agressive.

Mais, peut-être, notre compréhension du rapport entre démocratie et littérature, qui a justifié tant de débats en France sur le rôle de l'écrivain, subit-il le contrecoup des échecs de quelques grandes expériences révolutionnaires. La conception que l'on se fait du rôle de l'État a changé. Les doctrines qui, hier, vantaient le réalisme socialiste ou la prégnance absolue de l'idée nationale dans le domaine des arts, se sont effondrées après des expériences terribles qu'ont vécues tant d'écrivains russes ou allemands, pour ne parler que d'eux. La question du rapport de l'écrivain à l'État a été rendue plus aiguë par la faillite — sans doute provisoire — des idéologies "révolutionnaires".

Cette crise se marque par une critique du rôle totalitaire de l'État. Elle s'exprime au travers de la conviction que les pouvoirs publics n'ont pas de vocation légitime ni d'aptitude véritable à recouvrir tout le champ culturel. Les cinéastes belges Jean-Pierre et Luc Dardenne ont pu écrire ces considérations intéressantes : "Nous pensons que le projet culturel émane de la société (et non de l'État) et que sa production est régie par une logique de la communication et de la confrontation... Cette logique déborde nécessairement de la logique moyens-fins propre à la société politique [...] Comme espace de communication essentiellement ouvert, aux pôles d'expressions multiples et contradictoires, ce projet culturel échappe à toute totalisation, toute fermeture, toute maîtrise par un point de vue (politique) qui se situerait au dehors et l'utiliserait comme instrument".

Jean-Pierre et Luc Dardenne cernent ainsi la conception dominante qui refuse au politique tout droit ou capacité à dominer le culturel. Mais cette affirmation qui clôt un thème fort en vogue au début des années 1980, s'inscrit aussi dans le contexte de la faillite du jdanovisme et dans la crise européenne de l'"État-nation" qui atteint bien d'autres pays que la Belgique. Ce qui meurt, provisoirement sans doute, c'est la capacité totalitaire des idéologies nationalistes traditionnelles et de toutes les idéologies, de totaliser langue, culture, nation et État.

"La culture, disait Julia Kristeva, est un facteur de liaison en toute société. Elle est par essence polymorphe. Elle est le lien du pluriel." Dans cet esprit, la culture démocratique moderne affirme en même temps que son apparte-

nance à une communauté régionale ou nationale, ou à une communauté idéologique ou religieuse, la communauté négative mais profonde de ceux qui sont sans communauté¹.

En un mot comme en cent, les idéologies politiques qui dominent aujourd'hui, en cassant le réflexe nationaliste ou stalinien, empêchent les gouvernements d'orienter le contenu ou la forme des créations. Ce qui est en crise, c'est donc une croyance en la toute puissance d'un État de réaliser, de remplir par lui-même tout le projet culturel.

Mais, il faut le rappeler, il y a dans la tradition jacobine, au cœur d'une grande culture littéraire et *politique* cette idée que l'État doit recouvrir la société et la culture. C'est Saint-Just qui a dit superbement : "La révolution doit s'arrêter à la perfection du bonheur". L'image est remarquable par l'exigence absolue qu'elle adresse au politique. Idéalement, le gouvernement doit exprimer et diriger l'imaginaire des citoyens.

Ne nous trompons pas : nous ne restons pas indifférents — particulièrement en tant que francophones — à cette conception française de l'État ou même à cette imagerie modernisée du "Roi intellectuel". À cet égard, la différence des traditions politiques en matière culturelle entre la France et l'Angleterre est patente. Cette filiation à une tradition unificatrice, pose des problèmes d'autant plus aigus que le rôle de la culture n'a cessé de croître et cela parce qu'elle a pris, sans doute, une dimension prométhéenne. Dans le monde religieux d'hier, la culture était dominée par le rapport à Dieu. La vérité était faite. Elle n'était plus à rechercher. La fiction dans ce cadre était mal supportée ou était interdite. Dans un univers laïcisé par contre, l'homme doit inventer la signification à donner à sa vie. Il est requis sous peine d'asphyxie d'inventer un monde nouveau. La fonction culturelle est ainsi intégrée à une société de développement et donc au politique à qui précisément est donné un rôle déterminant. Voilà qui révèle la complexité du thème que nous abordons aujourd'hui.

Notre colloque va donc susciter des questions multiples sur le lien entre la création culturelle et l'engagement politique et sur le rôle critique de l'écrivain. Il suscitera donc des interrogations quant au rôle différencié de l'État selon le développement économique et social et aura, en son cœur, cette question centrale : comment l'État moderne, qui doit être un impulsor culturel, peut-il agir sans imposer ou diriger le contenu ou la forme des œuvres ? En d'autres termes, comment peut-on concilier et garantir l'aide, la subvention et l'autonomie, la promotion nationale et la diversité culturelle ?

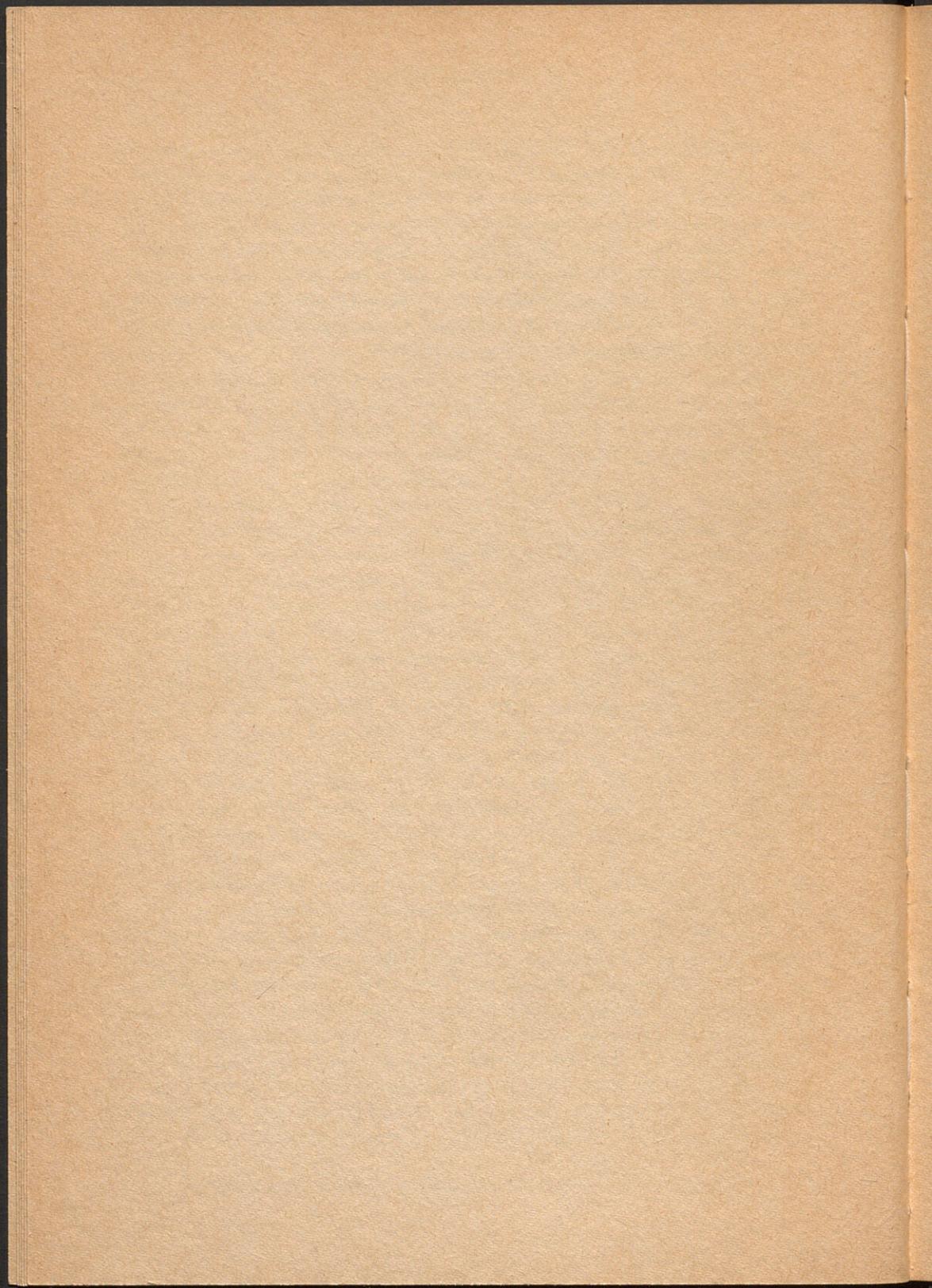
Sans doute, fera-t-on l'inventaire des diverses expériences des écrivains des multiples pays francophones. Pour mieux les comprendre, nous entendrons des voix diverses venant du Zaïre, du Maghreb, du Canada, du Viêt-

¹ L'expression est empruntée à Maurice Blanchot.

INTRODUCTION

nam, du Sénégal, de Madagascar, du Val d'Aoste à la Belgique francophone. Nous les écouterons dans notre langue commune qui est chargée de références implicites et qui porte dans ses strates culturelles les plus profondes, une contestation de la dictature et de l'oppression.

Il y a chez tout écrivain francophone, et bien sûr chez tout écrivain véritable, un dégoût du pouvoir qui bâillonne et qui étouffe. Il y a un besoin de rupture, de prise de distance à tout le moins pour retrouver une parole, non seulement pour lui-même, mais pour tous les autres, pour élargir un monde trop répressif, pour ouvrir les chemins de la liberté.



3. "Dessine-moi ta démocratie"

Animateur : Jean-Marie Borzeix

Rapporteur : Tahar Bekri

1. Situation du débat par Jean-Marie Borzeix

Rassembler une Zaïroise, un Guinéen, un Belge, un Canadien, un Vietnamien, un Tunisien et un Suisse, c'est prendre à la fois beaucoup et peu de risques. Beaucoup car ils parlent de mondes qui s'ignorent. Peu car ils parlent la même langue, partagent le même vocabulaire et la même syntaxe, se comprennent à demi-mot.

L'important en ce cas ne consiste pas à tenter d'échafauder de mirifiques et irréalistes projets communs, mais à mieux discerner la différence des autres. Il s'agit d'abord d'écouter. Chacun en effet relate ici son expérience personnelle inscrite dans une géographie et une histoire singulières. Il n'y a pas meilleure école de la relativité et de la tolérance que la francophonie dans son infinie diversité. Cette diversité qui est notre bien commun le plus précieux en une époque où chaque jour "le divers décroît", où nous subissons comme jamais l'assaut d'une standardisation et d'une information imposées par le progrès technologique, l'économie de marché et de développement des moyens de communication de masse.

À mes yeux, on l'a compris, francophonie et démocratie vont — ou devraient aller — de pair. Même si justement cela ne saute pas aux yeux !

C'est en tout cas une belle et judicieuse idée qu'a eue le Centre Wallonie-Bruxelles d'organiser un débat sur le thème "Dessine-moi la démocratie". Un seul regret à ce propos : qu'aucun intellectuel algérien n'ait participé à un tel débat. Il y a en effet aujourd'hui des pays où le fanatisme assassine ceux qui parlent français, parce qu'ils parlent français et se battent pour la liberté de conscience, la libre expression, la démocratie. Cette urgence tragique nous rappelle que la francophonie n'est pas seulement un sujet de colloque, la passion de quelques originaux, un motif à réunir des Sommets..., mais un engagement moral et politique.

2. Tierno Monenembo (Guinée)

Il n'y a pas tellement de différence dans l'évolution des libertés entre le Zaïre et la Guinée. Ce sont d'ailleurs deux nations qui ont vécu des tragédies assez parallèles. Je ne m'attarde pas sur l'historique des choses mais j'essaie de chercher la démocratie depuis vingt-quatre ans. Si je n'ai pas trouvé la démocratie, j'ai laissé des traces dans certains coins du monde en cherchant quelque chose qui pouvait lui ressembler idéalement. Et cela me reconforte un peu : René Char ne disait-il pas que le poète ne laisse pas de preuve mais qu'il laisse des traces parce que seules les traces font rêver. Donc, je rêve à la démocratie. Notamment, en ce qui concerne la Guinée, qui est mon pays viscéral, qui est mon pays d'origine comme on dit, puisqu'effectivement il y a quelques années que je me suis éloigné du giron familial, patriarcal et patriotique. Mais la démocratie c'est un peu la forme politique d'un idéal. Est-ce que cela s'atteint ? Je ne sais pas. Moi je ne l'ai pas encore atteinte, mais je tente de le faire et c'est vrai qu'on tend toujours à l'idéal. Le Graal, c'est une chose très chrétienne, qu'on essaie de trouver. On se rend compte que plus on cherche, plus cela recule.

Je vais vous raconter brièvement l'expérience de la Guinée, car il faut quand même faire des expériences objectives de la vie en société, et pas seulement se perdre dans des définitions métaphysiques des choses qui sont inscrites, soit dans des constitutions, soit dans les textes, soit dans les belles poésies des grands hommes. Après quoi, on pourra continuer effectivement à voir s'il est possible de dessiner une démocratie ou pas.

Après avoir connu la colonisation française, mon pays est devenu indépendant en 1958. Nous avons été pratiquement unanimes à accepter cette libération, bien entendu. Pourtant, de 1960 à la mort de Sékou Touré en 1984, la Guinée a été symbolisée par les pendaisons publiques, par l'exil. D'après le journal *Le Monde*, pendant les années 1974-1976, nous partageons avec l'Uruguay le taux le plus élevé du monde d'exilés par tête d'habitant, cela équivalait à peu près à 30 % de la population guinéenne qui n'était pas encore rentrée au pays, 30 % dont je suis. Sans compter le nombre de pendus, de fusillés, de gens morts dans des conditions dont on ne peut pas parler. Parce que Sékou Touré avait dit qu'on ne gaspillerait plus jamais les balles du peuple sur la perte de ce qu'il appelait "un traître" — alors qu'en fait c'était bien lui le traître —, il enfermait les gens dans des chambres où il y avait une espèce de meurtrière ou de judas, les tortionnaires regardaient la chambre et lorsque l'individu était mort, on ouvrait et on allait le jeter.

Aujourd'hui encore, après la mort de Sékou Touré, on découvre tout le temps des charniers dans les environs de Konakri, jusqu'à 150 km, et je ne parle pas de l'intérieur du pays. Tout cela, on a essayé de le dire. Mais je

n'étais pas encore écrivain. À l'époque, on était plus ou moins jeune, mal politisé, on connaissait mal le monde. On était sorti du pays en se cachant, mais on faisait le guet. Vous ne vous rendez pas compte que nous, dans les années 1970 en France, on faisait de la Résistance. On avait des mobilisations collectives. Quand je voyais un entrefilet parlant des droits de l'homme en Guinée, vraiment j'étais heureux pendant au moins une semaine. Mais que s'est-il passé finalement ? C'est le résultat qui compte dans cette situation, pas une philosophie des choses. On a parlé réellement des droits de l'homme en Guinée lorsque cinq anciens ambassadeurs américains en Guinée ont déposé devant la Commission des Droits de l'Homme aux Nations-Unies. C'est à partir de ce moment-là que les journaux et les hommes politiques français ou les écrivains ont commencé à parler de la situation guinéenne qui était extrêmement pénible.

On discute de démocratie dans le pays des droits de l'homme, parce qu'effectivement c'est ici que la Déclaration a été faite et que les philosophes, les grands penseurs ont envisagé, non pas un dessin mais un profil d'une possibilité de liberté à la fois individuelle et collective. Dans ce système, l'État, en tant que principe de souveraineté ou de gestion collective, devait se trouver le moyen de comprendre comment gérer une société, dans la mesure où l'individu, le citoyen peut être respecté dans son minimum. Voilà le grand problème de la démocratie et de son dessin.

Au Salon du Livre du Mans, il y avait un représentant du Ministère des Affaires étrangères français qui restait dans la salle avec quelques amis. On parlait de démocratie française, l'ère de la démocratie, etc. On sait bien que la France est le pays qui se prétend le défenseur des droits de l'homme dans le monde, mais dont les dirigeants depuis 1960, depuis les indépendances africaines, sont les meilleurs amis de nos dictateurs. De Gaulle est le grand prêtre de tous ces gens-là. Je ne parle pas de Giscard d'Estaing qui était le cousin de Bokassa. Je parle pas de Mitterrand dont le fils est le "papa madi" de tous ces imbéciles qui tuent le peuple en Afrique. Ce jour-là, au Mans, j'ai dit ceci : "Quand je suis arrivé à Paris (j'étais invité à une grande cérémonie donnée à l'occasion du bicentenaire de la Révolution française), et quand j'ai vu dans le défilé, au premier rang, Mobutu invité officiel et à côté de lui Hissen Habré du Tchad, j'ai pensé : "Si Saint-Just, Diderot ou Voltaire étaient vivants, que feraient-ils ? " Et moi, parce que je viens d'Afrique, vous voulez que je compose avec ça ? Je refuse."

3. Sœur Bibiane Tshibola Kalengayi (Zaïre)

Maman zairoise et démocratie

Dans la culture zairoise, l'appellation "maman" s'applique indistinctement à toute personne de sexe féminin, quel que soit son âge ou son statut social. Elle exprime le respect dû à la femme épouse, mère, éducatrice.

L'appellation "maman" traduit donc mieux ce rôle de fécondité. C'est pourquoi, fidèle à cette vision des choses, le terme de "maman" a été préféré à celui de "femme" dans cette étude.

À la faveur de la perestroïka qui est à l'origine des bouleversements socio-politiques dans le monde actuel, le mot "démocratie" se trouve, ces derniers temps, sur les lèvres d'un bon nombre de Zaïrois. Que signifie-t-il pour la maman zaïroise ? Celle-ci se voit-elle concernée pas ce processus de démocratisation en cours dans notre pays ? Subit-elle ce courant nouveau ou l'assume-t-elle avec lucidité ? Vit-elle les mutations qui s'opèrent dans son pays en spectatrice indifférente, passive ou en actrice dynamique ?

Toutes ces interrogations m'ont conduite à organiser une enquête auprès des mamans zaïroises. C'est ainsi que, du 24 juin au 24 juillet 1992, j'ai sillonné la ville de Kinshasa pour dialoguer avec des femmes de diverses catégories : des mamans maraîchères, des vendeuses de divers produits au grand marché et dans les "wenze" (petits marchés), des journalistes de la presse écrite et orale, des enseignantes, des infirmières, des médecins, des secrétaires, des chefs de service, des étudiantes, des handicapées physiques, des malades sur les lits d'hôpitaux.

Comme on peut le constater, j'ai touché divers niveaux de culture, depuis celui des femmes qui n'ont pas été à l'école jusqu'à celui des intellectuelles de haut niveau, et ce, de tout âge, de 24 ans à 65 ans.

À chacune d'elles, j'ai posé les questions suivantes :

- 1) Qu'entendez-vous par "démocratie" ?
- 2) Qui est l'initiateur de la "démocratie" au Zaïre ?
- 3) Et toi personnellement, que fais-tu pour aider la "démocratie" à prendre racines au Zaïre ?

Je suis allée à la rencontre de chaque maman sur son lieu de travail : au marché, dans les marécages des jardins potagers, dans les hôpitaux et cliniques, dans les bureaux de divers services de l'État, au Centre des handicapés physiques.

J'arrivais à l'improviste et les interrogeais séparément afin de leur permettre plus de liberté dans les réponses. Et, pour les mettre à l'aise, je ne demandais pas leurs noms, mais plutôt leur âge, les études faites et le nombre d'années de services rendus.

Pour mieux apprécier ces réponses, il convient de rappeler que l'enquête s'est déroulée en pleine crise économique et durant les assises de la Conférence Nationale Souveraine qui se tenait au Palais du Peuple. Certaines mamans n'ont pas voulu me répondre, soit par peur, soit par colère, comme en témoignent les réponses de deux d'entre elles :

- *Je ne peux pas vous répondre, ma sœur, car je suis fâchée, découragée et dégoûtée à cause de la vie de misère que mène le peuple zaïrois.*
- *Je n'ai rien à vous dire, ma sœur, car je n'aime pas la politique.*

Mais d'une manière générale, les mamans m'ont très bien accueillie et ont répondu simplement aux trois questions. Leurs réponses forment l'assise de mon propos.

1. *"Qu'entendez-vous par démocratie ?"*

À cette question les femmes intellectuelles répondent :

- *C'est le pouvoir du peuple par le peuple.*
- *C'est la liberté d'opinion...*

Toutes, lettrées ou pas, espèrent que la démocratie instituera un État de droit, un État de liberté constructive, liberté qui respecte celle des autres, liberté qu'elles ne confondent nullement avec libertinage.

La femme zaïroise, qui n'a pas beaucoup étudié ou pas du tout, donne, elle aussi, un sens au vocable "démocratie" qu'elle appréhende généralement comme un retour à une vie meilleure, un retour à une époque où le mieux-être était assuré, sinon pour tous, du moins pour la majorité de la population. Certaines d'entre elles souhaitent même le retour au "temps flamand" : celui des colonisateurs belges.

Est-ce à dire qu'elles souhaitent être recolonisées ? Non ! Elles n'ignorent pas les méfaits du régime colonial, par exemple, les travaux forcés, mais, au temps de la colonie, le minimum vital leur était assuré. Avec peu d'argent, elles subvenaient à tous leurs besoins, car la monnaie de l'époque avait un réel pouvoir d'achat. En plus de cela, le malfaiteur était recherché, arrêté, jugé sévèrement et condamné. Il ne soudoyait pas pour être libéré. Les mamans zaïroises déplorent donc le fait qu'aujourd'hui — c'est-à-dire sous la II^e République — les grands voleurs courent librement les rues ; les criminels et les tueurs ne sont nullement inquiétés, ils se retrouvent même dans la haute sphère de responsabilités publiques.

Pour elles, la démocratie, "c'est gagner sa vie à la sueur de son front et non en volant ou en exploitant les autres". Ainsi condamnent-elles le vol, la corruption, la malhonnêteté et les combines sordides, qui sont à la base de l'exploitation et des mensonges devenus monnaie courante dans les comportements journaliers des hommes paresseux qui ont ainsi trahi honteusement leur dignité au mépris de toute attitude de noblesse.

La démocratie est perçue par les mamans zaïroises non seulement comme un changement politique et économique, mais aussi et avant tout, comme

un changement de comportement et de mentalité. En témoigne cette maman de 31 ans, qui n'a même pas dépassé le niveau des études primaires :

La démocratie c'est un changement d'abord en nous-mêmes zaïrois, et alors le pays pourra changer et acquérir des pâturages verts où chaque Zaïrois pourra aller brouter en toute tranquillité, en toute liberté constructive et avec joie en se sentant à l'aise chez soi.

2. "Qui est l'initiateur de la "démocratie" au Zaïre ?"

À la question de savoir qui est le géniteur de la "démocratie au Zaïre", j'ai eu les réponses suivantes : le Président Mobutu par son discours du 24 avril 1990, les leaders de l'opposition notamment M. Tshisekedi, l'Occident, Gorbatchev avec sa perestroïka, Dieu.

Mais 80 % d'entre elles, soutiennent que c'est le peuple zaïrois lui-même. Cette réponse paraît se justifier dans la mesure où la souffrance, accumulée pendant de nombreuses années, a fait prendre conscience à tout un chacun qu'il fallait absolument qu'un changement s'opère au pays. En effet, aussi longtemps que le peuple avait le minimum pour vivre, il ne sentait pas la nécessité de changer de régime politique, mais c'est quand la souffrance l'a atteint au plus profond de lui-même qu'il a appelé, de tous ses vœux, la "démocratie", c'est-à-dire le "changement".

Il faut aussi admettre que, dans sa lente prise de conscience, le peuple zaïrois a été aidé dans son réveil par certains de ses fils courageux. Ceux-ci l'ont secoué, motivé, rééduqué, gonflé comme on fait d'un pneu troué, après en avoir bouché tous les trous. Ils lui ont ainsi expliqué le danger qu'il courait en lui montrant le gouffre dans lequel la dictature l'avait plongé.

D'autre part, les mamans zaïroises qui attribuent à Dieu la paternité de la "démocratie" au Zaïre n'ont pas du tout tort, dans la mesure où pour tout croyant chrétien, toute bonne inspiration vient de Dieu, et que c'est Lui, lumière qui luit dans les ténèbres, qui inspire et les leaders politiques et le peuple zaïrois.

3. Et toi, personnellement, que fais-tu pour aider la "démocratie" à prendre racine au Zaïre ?

Nombreuses sont celles qui implorent le secours de Dieu. Elle ont raison de prier car Lui-même a dit : "Venez à moi vous tous qui peinez, vous qui ployez sous le poids du fardeau et moi je vous soulagerai" (Mt 11, 28), et encore "Sans moi, vous ne pouvez rien faire" (Jn 15,5).

L'apôtre Pierre abonde dans le même sens en écrivant à ses chrétiens : "Déchargez-vous sur Lui (Dieu) de tous vos soucis, car Il prend soin de vous" (1 Pierre 57).

Oui, notre peuple prie beaucoup — encore plus pendant et après les récents événements qui ont ensanglanté le pays — non de cette prière "opium du peuple", mais avec une conviction profonde que le secours lui viendra de Dieu seul.

Oui, les mamans zaïroises implorent le secours de Dieu, mais elles savent d'autre part que ce même Dieu "prit l'homme et l'installa dans le jardin d'Éden pour le cultiver et le garder" (Gen 2,15). C'est pourquoi, tout en priant avec ferveur, elles sont conscientes que c'est un travail assidu de chaque Zaïrois, par les efforts continus, de chaque fils et fille de ce pays que pourra se réaliser le redressement du pays. Et chacune d'elle apporte sa contribution à ce nouvel édifice. Cette contribution, telle qu'elle apparaît, couvre plusieurs facettes qui se résument à "bien faire son travail". En effet, la femme médecin soignera avec cœur et grand dévouement tous les malades sans distinction de tribu ni de rang social. L'enseignante donnera un enseignement de qualité à ses élèves. L'agent de l'État fera huit heures de travail et non huit heures *au* travail.

Une journaliste de la télévision a dit :

Lorsqu'une nouvelle incendiaire m'arrive, je ne la livre pas telle quelle aux téléspectateurs, je choisis les mots et arrange les phrases de telle manière que le message passe sans choquer ni exciter la population.

La maman qui fait son jardin potager dit participer à la construction du pays, non seulement par la production des légumes qui nourrissent ses concitoyens, et leur donnent des forces qui leur permettent de bâtir le pays, mais aussi par son travail lui-même. L'une d'entre elle l'explicite comme suit :

La sueur de mon front qui mouille la terre du matin jusqu'au soir, est l'eau qui se mélange au ciment pour former le bloc-ciment qui sert à rebâtir ce pays.

Quelle belle image ! Elle compare ce qui s'obtient à la sueur de son front à ce qui permet à la graine de pousser et de grandir pour produire légumes et fruits. De plus, comme on élève une maison, comme on laboure un champ, cette image insinue l'idée de travailler dur, en nous conformant à des lois justes, en renonçant à la vie facile, à la recherche effrénée de l'argent, des grades, des fonctions sans accepter la peine du travail. Seul le travail doit procurer à l'homme un gain bien mérité, une joie légitime dans la réussite.

Les mamans vendeuses, quant à elles, se sentent interpellées par la hausse des prix. Elles sont conscientes que les prix exorbitants pénalisent leurs frères et sœurs moins nantis et tuent le pays. Ainsi se décident-elles à ne pas exagérer leur marge bénéficiaire. Ce souci des autres prouve à suffisance leur grandeur d'âme, malgré leur niveau intellectuel moins avancé.

La pierre que les mamans handicapées apportent à l'édifice national, c'est l'effort qu'elle fournissent pour gagner leur vie à la sueur de leur front et non pas par mendicité, aux dépens de leur famille et de la société. Elles font tout leur possible pour éduquer et faire étudier leurs enfants afin qu'ils ne deviennent pas des délinquants et par là une charge pour la société. Toutefois, elles se plaignent du fait que les dons envoyés aux handicapés physiques soient souvent détournés. De ce fait, elles ont la ferme conviction que l'État démocratique y mettra fin. Tout en reconnaissant qu'il y a des abus dans ce domaine, les handicapés physiques doivent savoir que, quand la misère est grande et que la souffrance dépasse les limites du supportable, toute aide, quelle qu'elle soit, restera une goutte d'eau dans l'océan. Et, parmi les personnes qui détournent les biens destinés aux handicapés, se retrouvent certains handicapés eux-mêmes qui se disputent pour être à la tête, afin d'être responsables de la distribution pour commencer à vendre ces biens aux commerçants, sans que le revenu soit retourné aux handicapés eux-mêmes. De tels handicapés sont des exploiters des autres handicapés et des destructeurs de la société. Ils sont appelés, eux aussi, à changer de comportement et à apporter, comme leurs collègues, leur part, à la construction du pays.

Et que dire enfin des femmes qui redressent le pays en semant la joie autour d'elles ? Pussions-nous être tous des instruments de paix au service de la nation !

Permettez-moi, avant de clore cet exposé, d'exprimer toute ma gratitude à ces mamans zaïroises qui avaient interrompu leurs activités pour être disponibles à mes sollicitations avec simplicité, spontanéité et avec joie. Par leurs réponses, elles viennent de contribuer, à leur manière, à l'avènement du futur paysage socio-politique de notre pays. Car aucune d'entre elles, dans ses réponses, n'a, à aucun moment, évoqué ni effleuré les intérêts de sa tribu, de son clan ou de sa région ! Toutes, sans distinction aucune, ne parlent que du Zaïre dans son ensemble, du peuple et du pays en général. C'est là, la preuve tangible d'une prise de conscience nationale très aiguë qui prend, peu à peu, corps au sein de notre société.

4. Phan Huy Duong (Viêt-nam)

Permettez-moi d'abord de remercier les responsables du Centre Wallonie-Bruxelles de m'avoir invité à participer à ce colloque. Je le fais avec d'autant plus de plaisir que ce matin j'ai eu l'occasion d'écouter trois discours qui m'ont surpris, agréablement je dois dire. Parce que ce sont des discours qui se font de plus en plus rares sur cette terre qu'on pourrait qualifier de terre-mère de la Francophonie. Je les trouve assez humains pour sentir qu'ils s'adressent aussi à moi qui parle français, assez clairs pour que je puisse comprendre de quoi il retourne. Parce que, vivant depuis assez longtemps en France, ces dernières années, je trouve que la langue française, au moins dans le domaine de la politique et sur les supports médiatiques, est devenue tellement obscure que même le bon peuple francophone de France a du mal à comprendre ce qu'on lui demande à propos de l'Europe, encore plus de mal à distinguer la droite de la gauche, du centre, et d'ailleurs, alors, lorsqu'on vient d'un pays aussi lointain que le Viêt-nam, peut-être, pour rester francophones, va-t-il nous falloir réapprendre le français. Je parlerai d'une manière encore générale sur le sujet du colloque "Écriture et Démocratie" et, s'il me reste une ou deux minutes, je dirai en quoi la culture vietnamienne peut prétendre être une culture dont une partie est d'influence et même d'origine culturelle française. Dans le débat, si vous voulez, je vous apporterai alors des informations concrètes sur la situation du pays tant en ce qui concerne les problèmes liés à la démocratie que les problèmes liés à la littérature ou la culture en général. Pour ce qui concerne les rapports entre l'écriture et la démocratie je voudrais dans mon intervention dire une idée : à mon sens, elles puisent leur inspiration aux mêmes sources.

Quelle écriture pour quelle démocratie ?

Il y a deux cents ans et des poussières, la Révolution française a inscrit sur les fonds baptismaux de la République : Liberté, Égalité, Fraternité. Pareille folie laisse deviner un moment d'exaltation généreuse unique dans l'histoire de l'humanité, un moment où des hommes se reconnaissent pour ce qu'ils ne sont pas encore : des humains, au même titre, partout, pour toujours. Cette générosité exaltée est à mon sens le terroir d'où peut jaillir une écriture, car aucune activité humaine plus que l'écriture ne suppose, n'exige, ne crée, avec autant de force, de désir, de séduction, la démocratie. On écrit pour être lu. Par l'Autre. Qui lit s'il veut bien. L'écriture est un appel à la liberté de l'Autre, une liberté égale à la nôtre. Cet appel n'a de chance d'être entendu que s'il est émis et reçu avec un peu de fraternité.

Plus de deux cents ans après, qu'en est-il aujourd'hui ?

La langue française s'est imposée dans divers pays de ce monde par les armes. Comble d'ironie, bien des peuples l'ont apprise sous l'oppression coloniale, bien des francophones l'ont aimée dans l'ombre des prisons. Il en fut ainsi au Viêt-nam où le français fut d'abord un instrument d'administration coloniale. Heureusement, elle s'est aussi laissé aimer, ici et là, sans le concours des armes.

Quoiqu'il en soit, il y a toujours le miracle d'une langue. Nul ne peut l'enseigner impunément, dans un but purement instrumental. Elle finit toujours par déborder les intentions initiales, par apporter à ceux qui l'apprennent la vivante mémoire des siècles qu'est une culture. L'idéal démocratique est certainement venu au Viêt-nam à travers la langue française. C'est très certainement à partir de cet idéal que les Vietnamiens ont combattu pour un autre idéal, celui de l'égalité des peuples. Et ce n'est pas un hasard si la Déclaration d'indépendance du Viêt-nam cite explicitement la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de la Révolution française.

Il semblerait, aujourd'hui, que l'ère coloniale est finie, que les systèmes totalitaires dits communistes sont condamnés, que la démocratie soit le destin commun de l'humanité. En sommes-nous si sûrs ?

La démocratie, du moins telle que l'a rêvée la Révolution française, suppose un espace public où des hommes libres et égaux agissent de concert pour bâtir un monde plus fraternel. Mais sommes-nous vraiment libres, même en France ? Bien entendu, nous le sommes. Nous sommes libres d'aimer qui nous voulons, de lire, de dire ce qui nous plaît, de faire ou de ne pas faire tout ce qui n'est pas interdit par la loi et... notre impuissance. Nous sommes libres dans la solitude des vies privées. Car nous ne sommes pas libres face au cours du dollar américain, du mark allemand, du yen japonais. Car tous les jours de doctes politiciens, de savants technocrates nous expliquent généreusement que, dans ce monde, il n'y a pas suffisamment de place pour tous, que de toute façon les lois d'airain de l'économie laisseront un homme sur dix sur le carreau de la charité sociale ou religieuse ; qu'eux-mêmes, avec toute la légitimité et la puissance que leur confèrent le vote d'un peuple et les moyens d'un pays industrialisé, ne sont que des impuissants, des marionnettes. On se croirait revenu au dix-neuvième siècle, avant deux guerres mondiales ! Et nos enfants, à treize ans, apprennent à corriger leurs fautes de français dans la hantise du chômage. Sommes-nous vraiment égaux ? Bien sûr, nous le sommes, sur le marché du travail où l'on peut évaluer à peu de choses près combien de KF "pèse" un humain. Nous le sommes face à la guillotine de la crise ; devant la roue de la fortune télévisée. Mais nous ne le sommes pas pour déterminer notre avenir commun, celui

de nos enfants. Sommes-nous vraiment fraternels ? Bien sûr, nous le sommes sur les gradins des stades, dans les concerts de rock. Nous le sommes quand nous mettons notre obole dans la cagnotte des restaurants du cœur, quand nous ramassons un sac de riz pour les enfants de Somalie. Nous le sommes, de temps en temps, par goût ou par charité, non par humanité. Nous ne le sommes pas face à l'exclusion, l'élimination quotidienne d'autres humains. Bref, nous sommes libres, égaux, parfois fraternels, dans la solitude de notre impuissance.

Oserais-je me souvenir de l'inspiration des origines, de la démocratie universelle dont rêvaient nos anciens ? Je verrais un monde où l'on tue mieux, plus vite, plus proprement, dans une ombre et un silence de bon aloi. Cinquante millions d'enfants débarrassent poliment le plancher terrestre tous les ans depuis vingt ans, voilà un exploit de notre époque qui ridiculise tous les Dachau, les Hiroshima, les goulags de l'Histoire.

Pourtant, à ma connaissance, l'économie, fut-elle de marché, n'est pas un phénomène naturel comme le ciel qui menaçait de tomber sur la tête de nos "ancêtres les Gaulois". Elle est faite par des hommes, pour et contre des humains. Simplement, paraît-il, ces hommes-là n'existent pas vraiment car ils n'ont pas de visages. On les appelle la Finance, la Spéculation, la Concurrence, la Crise, et que sais-je encore... Ils n'ont de français que le mot. Alors, on n'y peut rien, car on n'y comprend rien.

Cette démocratie où le pouvoir de décider de l'avenir des humains n'a pas de visage, pas de mandat, je l'appelle démocratie de marché. Là, librement, tout s'achète, tout se vend, tout s'échange à égalité de prix, les choses, les humains, l'art, et même la fraternité. Pour cette démocratie-là, la vie, le bonheur, la souffrance n'existent pas, car son langage n'est ni le français, ni une quelconque langue humaine, c'est celui de la pseudo-politique, de la pseudo-science, celui de l'impuissance, de la résignation, de la soumission. Ce langage est-il en passe de coloniser, d'anesthésier la langue française ? Aux écrivains d'y répondre. Qui d'autre s'en chargerait ? Si une certaine démocratie politique est propice à la liberté d'expression des humains, à l'écriture, sans un développement opiniâtre de l'écriture ressourcée aux valeurs originales de l'idéal démocratique, la démocratie politique elle-même perdrait tout contenu, et les communautés humaines sombreraient sous la dictature totale de l'anonyme, de l'anti-*homo economicus*. Le langage utilisé par nos grands hommes politiques, nos hommes d'État, nos grands reporters médiatiques pour transcrire la mort humaine dans la guerre du Golfe, par exemple, nous en donne un avant-goût.

Les pays francophones développés ont certes beaucoup de choses à vendre, à prêter, à prêter avec ou sans intérêts, voire à donner gratuitement, aux pays qui le sont moins : leurs marchandises, leurs sciences, leurs technologies, leurs stocks d'informations... encore un mot, et je dirais leur know-

how, "concept" plus porteur, même en France ! Mais il est une chose qu'on ne peut ni vendre, ni prêter, ni donner à sens unique, c'est l'amour d'une langue. Car si l'on peut parfaitement échanger toutes les marchandises, y compris la marchandise humaine, dans l'incognito, dans l'indifférence, on ne saurait se parler sans se reconnaître, et l'on ne peut se reconnaître sans aimer la liberté de l'Autre, l'égalité avec l'Autre, sans désirer bâtir avec l'Autre, une forme de fraternité. Même si le commerce aide à multiplier certains contacts entre les humains, ce sont en définitive les femmes et les hommes de lettres et de culture qui bâtiront la francophonie, un espace de rencontre où des humains peuvent se comprendre, s'estimer, s'aimer, car ils peuvent y exprimer leurs diversités à travers l'universalité d'une langue qu'ensemble, ils ont maintenue à l'existence, qu'ensemble ils continuent de créer. Car on ne peut ni lire, ni écrire dans une langue sans donner un peu de soi, sans recevoir des autres, sans faire vivre ici, maintenant, la totalité des hommes qui la parlent, ceux d'autrefois, ceux d'aujourd'hui et, peut-être, ceux de demain. Car on ne peut devenir humain qu'avec des humains. Car nous nous humanisons ou nous nous déshumanisons par le langage, et l'un des plus beaux qui soit, mais pour combien de temps encore, vu la sacrosainte crise, c'est le français.

5. Katia Haddad (Liban)

Francophonie et libanité

Je viens d'un pays presque aussi petit que la planète du Petit Prince : sa superficie est de 10.452 km² (quand on est petit, on comptabilise le moindre centimètre), mais un petit pays qui a fait beaucoup de bruit, malheureusement trop souvent pour de mauvaises raisons. Cependant, comme le Petit Prince, je continue à croire que ma planète vaut tous les édens, et il m'arrive d'imaginer que le paradis promis lui ressemble par bien des côtés.

Ce pays, dont chaque citoyen emporte avec lui, où qu'il aille, une image plus ou moins mythique, je suis censée vous en dessiner la démocratie. Je vous préviens, je ne suis pas politologue, et le dessin n'a jamais été mon fort, mais je vais faire de mon mieux.

Un peu d'histoire d'abord : en 1920, à la chute du terriblement oppressif empire ottoman, l'État du Grand Liban est né, dans la liesse générale ; il a été mis sous mandat français. En 1943 (le mandat a donc duré 23 ans), son indépendance a été proclamée, et il fut doté d'une constitution qui a toujours été respectée, même dans les soubresauts de la guerre, et d'un pacte tacite qui imposait une répartition des trois grandes présidences entre les trois grandes communautés religieuses : la présidence de la république devait

aller aux chrétiens maronites (qui sont des catholiques orientaux), celle du conseil aux musulmans sunnites, et celle du parlement aux musulmans chiïtes.

Car il faut vous dire que la population libanaise est une mosaïque d'au moins dix-sept confessions religieuses qui vivent ensemble depuis très longtemps, dans un équilibre fragile. C'est pourquoi la démocratie libanaise n'a jamais été et ne sera jamais une démocratie du nombre. De plus, le Liban a toujours été un pays pluraliste — les deux partis les plus anciens sont le parti phalangiste, considéré comme un parti de droite, et le parti communiste — dans une région où le parti unique est la règle. La liberté d'expression y a toujours été très grande dans une région où la moindre opposition est perçue comme une menace pour l'État et sévèrement muselée ; il a constitué un havre, accueillant toutes les populations persécutées, en particulier les Arméniens, puis les Palestiniens, dans une région où l'ostracisme est de rigueur ; le Liban a toujours été bilingue, même si les composantes de ce bilinguisme ont varié avec les époques, dans une région où le monolinquisme est considéré comme condition de l'unité nationale.

Ce sont toutes ces spécificités qui ont fait que le Liban a été perçu, selon les points de vue, soit comme une anomalie dangereuse qu'il fallait rectifier, soit comme une expérience, unique certes, mais à cause de cela même vouée à l'échec. Ce sont sans doute tous ces particularismes du Liban qui ont rendu possible l'abominable guerre qu'a connue mon pays pendant dix-sept ans.

Qu'en reste-t-il aujourd'hui que les canons se sont tus et que la population, harassée, tente de réapprendre à vivre ? Eh bien, paradoxalement, l'identité nationale et la conscience d'une communauté de sort sont sorties renforcées de cette interminable guerre fratricide ; maintenant que les bagarres ont cessé d'exister, maintenant que les gens peuvent se rencontrer, ils réalisent, chrétiens et musulmans, qu'ils ont vécu les mêmes atrocités, que leurs souffrances sont étrangement semblables, et qu'ils ont assisté en témoins impuissants à la même régression de l'humain. Le milicien lui-même s'aperçoit que personne ne lui ressemble autant que le milicien de l'autre bord, qu'ils ont tous les deux été utilisés de la même manière, et qu'on les a employés comme de la chair à canon dans un combat absurde. J'ai vu, l'année dernière, deux miliciens qui s'étaient auparavant insultés des deux côtés d'une barricade et copieusement mitraillés pendant des mois, je les ai vus fumer une cigarette, côte à côte, et se faire des confidences dont j'ignore la teneur.

L'émigration elle-même a conforté, chez beaucoup de Libanais qui sont partis, un sentiment d'appartenance puisque est née en eux la douleur de l'exil, douleur qu'ils tentent de surmonter comme ils peuvent, parfois en la niant avec véhémence.

Les Libanais ont aussi pris conscience que coexister ne signifie pas vivre côte à côte en tolérant la présence de l'autre ou, pire encore, dans une indifférence totale à son égard, mais que coexister c'est se nourrir de l'autre, c'est alimenter son propre imaginaire par l'altérité, c'est échanger pour partager.

Mais il reste aussi une immense désespérance, surtout chez les jeunes, un insupportable sentiment d'absurdité, la certitude que tout cela a été un énorme gâchis. Le Libanais s'abandonne facilement aux sentiments excessifs. Or précisément, notre rôle en tant qu'intellectuels libanais francophones peut consister à trouver les moyens de surmonter ce désespoir. L'orientalité en nous qui nous pousse à réagir affectivement peut bénéficier de ce que nous apporte notre francophonie, c'est-à-dire une aptitude à recourir à la raison pour analyser les événements, pour en exprimer les causes et les conséquences, pour tirer les leçons du passé, pour conserver une distance critique et pour s'inscrire dans une linéarité temporelle.

La francophonie pour nous ce n'est pas l'alignement sur tel ou tel pays, mais une culture, c'est-à-dire une manière de penser, de percevoir le monde et d'organiser les rapports entre les hommes. Contrairement à ce qu'affirment certains, elle ne provoque aucune schizophrénie chez le bilingue : je me sens profondément orientale, profondément méditerranéenne, profondément francophone, bref, profondément libanaise, et je n'ai pas sombré dans la folie. Mais il nous incombe aussi d'aider à ce qu'une guerre telle que celle que nous avons vécue ne se reproduise plus jamais : alors que nos hommes politiques font preuve d'une étrange cécité, qu'ils s'évertuent à faire comme si dix-sept ans de guerre n'avaient jamais existé, nous nous devons de mettre en évidence cette identité commune miraculeusement retrouvée sous les cendres, alors que tous les mal intentionnés avaient parié sur sa rapide déliquescence, et d'aider à exorciser la peur et la haine dans le respect des différences. Il ne s'agit pas à ce niveau d'exercer l'autocensure, perverse parce qu'elle est le fruit de la crainte du pouvoir (l'on sait par ailleurs que l'écriture en français permet à beaucoup d'intellectuels du Moyen-Orient de dire ce qu'ils ne peuvent exprimer en arabe par crainte de représailles), mais de faire preuve d'un grand sens des responsabilités. Il ne s'agit pas non plus d'occulter le passé, ni de taire les causes qui ont rendu possible une telle guerre, mais il faut les passer au crible de la raison afin de les surmonter.

Certes, le problème du public pour qui l'on écrit peut se poser alors. Si la francophonie au Liban a été l'apanage d'une classe sociale, une enquête que nous venons de réaliser montre une plus grande démocratisation de l'apprentissage du français, et il faut absolument que le mouvement s'amplifie encore.

En outre, la francophonie au Liban n'est pas non plus la chasse gardée d'une confession religieuse, quoi qu'en disent les idéologues : nos plus grands écrivains d'expression française appartiennent à toutes les

confessions : Georges Schéhadé est chrétien grec-orthodoxe, Salah Stétié est musulman sunnite, Nadia Tueini est druze et Farjallah Haïk est chrétien maronite. Elle est donc le lieu où peuvent se rencontrer les composantes libanaises et où elles peuvent dialoguer loin des idéologies et des pressions politiques, et je souhaiterais pour ma part qu'elles me permettent de dire la tendresse que j'éprouve pour mes amis musulmans et la nostalgie que j'ai de mes camarades de classe juifs dont j'ai perdu la trace : que sont mes amis devenus ?

Vous comprenez donc qu'il n'est pas question pour nous de renoncer au français langue de culture, qui nous permet d'aborder les problèmes différemment, pour nous rabattre sur le français langue étrangère, ce "basic french" qui ferait de nous de simples consommateurs en français. Bien au contraire, afin de maintenir vivante cette culture métissée qui est la nôtre, belle comme tous les sang-mêlé, et de la transmettre à la génération suivante ; car si, pour l'instant et par la grâce de la *realpolitik*, la conjoncture politique ne nous permet pas d'exercer pleinement notre autonomie, il faut que nous soyons prêts pour le moment où ce sera de nouveau possible. La génération à laquelle j'appartiens constituera le lien entre le Liban d'hier et celui de demain. Si le vide s'installait entre eux, ce serait le signe d'une rupture dramatique entre ce qui a été et ce qui sera.

Mais il faut aussi que la francophonie nous permette d'exprimer ce que nous sommes, de donner la parole à toutes les composantes de notre personnalité, de faire entendre notre voix, cette tessiture qui n'appartient qu'à nous. Senghor a inventé naguère le terme de négritude et en a modulé l'aria ; puissions-nous à notre tour chanter notre libanité, afin que plus jamais aucun voisin ne soit tenté d'absorber le Liban.

6. Moncef Ghachem (Tunisie)

Historiquement, mon pays, la Tunisie, peut paraître comme une continuité du Liban, puisque Carthage, la Ville Nouvelle (Kart Hadesht), fondée par Élyssa ou Didon, reine de Sidon et de Tyr, sœur de Pygmalion, a apporté, à cette époque-là, une vision inédite et tout à fait neuve de l'altérité et du respect de la vie. En effet, les Puniqes, les Carthaginois, étaient des grands négociateurs et ils préféraient négocier avec les autres, plutôt que de les tuer et de leur faire perdre la guerre. Mais les Romains les ont forcés à faire la guerre. Et il y a eu les trois terribles guerres entre Rome et Carthage. On peut même parler de démocratie à l'époque punique, et lire sous cet angle-là, par exemple, le roman *Salammô* de Flaubert.

Il y a, aujourd'hui, une situation mondiale conflictuelle. Moi je viens du Sud, et puisqu'on parle de guerre — la dernière tourmente qui a eu lieu, qui

était une expérimentation de ce que peut être une guerre moderne, dans un pays qui n'est pas loin de nos pays mutuels —, je dois dire qu'elle a tellement ravagé les démocrates dans nos pays et qu'il était devenu extrêmement difficile, et même dangereux, de tenir un discours démocratique, à un moment où les coalisés, et à leur tête, les USA, s'attaquaient à l'Irak... Les rues ont bougé sous l'effet des bombardements alliés et par la démagogie propre au discours du tyran de Bagdad... Maintenir alors son cap sur une société loyale, sur une société de droit où la femme et l'enfant ont des droits, où la majorité a le droit à l'instruction, au travail et aux soins, où les droits de l'homme, en général, peuvent être pratiqués, était devenu extrêmement difficile, à tel point qu'on m'a souvent répondu ainsi : "Puisque tu défends la démocratie et bien pourquoi ne vas-tu pas vivre dans les démocraties, là-bas, en Occident ?". L'amalgame a été vite fait entre les démocraties américaine ou européennes et la défense de l'idée démocratique chez nos intellectuels, dans le Sud...

Je voudrais poser une question : Les démocraties occidentales, et la démocratie américaine notamment, ne sont-elles pas réalisées en ayant, en dehors de leur propre espace, un autre espace, généralement situé dans le tiers monde, et qu'elles ont exploré et exploité frénétiquement ? Est-ce que, de ce point de vue la démocratie peut s'institutionnaliser, sans qu'elle ait, en dehors de son propre espace géopolitique, un autre espace, une autre humanité qu'elle brime, qu'elle exploite et asservit ?... C'est ma question !

J'ai préparé à propos de "Dessine-moi ta démocratie" qui rappelle le "Dessine-moi un mouton", du Petit Prince de Saint-Exupéry, un texte que je dois, faute de temps, abandonner... Tout à l'heure, notre ami guinéen a cité René Char et cela m'a ému. René Char, qui dit : "À chaque effondrement de preuves, le poète répond par une salve d'avenir"... Durant la seconde guerre mondiale, ici, en France, Char a pris les armes contre les occupants nazis. Char a pris les armes. Il a écrit des poèmes. Il a eu des responsabilités importantes dans la Résistance en tant que commandant Alexandre (c'était son nom de guerre), notamment dans les Basses-Alpes, et il a laissé une œuvre capitale dans la poésie française d'aujourd'hui : *Les Feuilles d'Hypnos*, ces textes courts, allégoriques, écrits entre deux actions de guérilla, dans les villages et les montagnes, contre les forces de l'occupation nazie. J'apprécie beaucoup cet homme, ce poète résistant, compagnon "des abeilles de l'horizon", parce que la démocratie, on ne naît pas avec, c'est une lutte continue... La démocratie, il faut savoir la mériter et la défendre !

J'ai appris, moi, le français à l'école. Mes parents, eux, n'ont pas eu la chance, le privilège d'être scolarisé. Je n'ai pas été dans les prisons comme au Viêt-nam, mais j'ai été à l'école et j'y ai appris le français...

Je me souviens d'un jour où trois soldats de l'armée de l'Occupation passaient dans ma rue... C'était un jour de fête, le jour de l'Aïd... On sacrifie,

ce jour-là, le mouton. Cela ne m'a jamais tellement plu, bref... Quelqu'un dans ma famille m'a offert une petite flûte de roseau comme cadeau. Alors, j'étais seul dans un coin de la Médina et j'avais vu ces trois soldats passer... Leur tenue était bien soignée, leurs brodequins brillaient, ils marchaient et ils parlaient dans une sorte d'allégresse, ils parlaient français dans le soleil de la Médina. Je les ai suivis et avec ma flûte de roseau, j'ai joué un air de musique par lequel j'imitais des percussions de fêtes populaires, ou je ne sais plus quel chant de pêcheurs de sardines... L'un d'entre eux, celui du milieu, peut-être un descendant de paysans des Ardennes ou de la Bretagne, n'a pas toléré que je joue avec ma flûte de roseau, et il m'a donné un gnon violent, et ce jour de fête s'est transformé en jour de malheur pour les auteurs de ma vie, puisque je me suis trouvé sans mes dents et sans ma flûte de roseau... Et voilà pourquoi j'ai décidé à bien apprendre la langue française, pour pouvoir en user et ne plus être frappé de cette manière-là.

Mes maîtres, tunisiens à l'école primaire, m'ont donné le goût du français, le goût de la vie française, celui de la culture française... Puis, au lycée de Sousse, mon professeur Charrier, un brave Français, m'a révélé Rimbaud. À l'Université, Mademoiselle Derougemont m'a admirablement fait découvrir Apollinaire et Éluard... Mais, la démocratie, j'en ai entendu parler, pour la première fois, par la police tunisienne. C'est une chose assez drôle ! Je ne crois pas qu'il m'est arrivé d'entendre le mot démocratie dans mon milieu familial, ou même à l'école... Je ne savais pas du tout ce que c'est, bien qu'étant arabo-musulman, la démocratie existe aussi, pour ainsi dire, dans ma propre culture... Une certaine démocratie, en tout cas. Le dialogue entre nous existe, l'altérité et la tolérance existent. La démocratie que nous voulons n'est pas nécessairement celle qui nous a été imposée par l'histoire coloniale et qui cherche, aujourd'hui, à se faire défendre par nous autres, francophones du Sud. J'ai l'impression que c'est ainsi...

Lorsque j'étais étudiant, j'avais trouvé du travail comme guide touristique local, dans une maison de tourisme qui s'appelait ATTJ... Un soir, quelques énergumènes, des jeunes gens, des estivants, avaient écrit des graffitis révoltants sur les murs du centre où je travaillais. Ils avaient écrit des choses comme "Touristes, apprenez-nous à nous révolter et pas à biaiser", quelque chose comme cela... Mais le commissaire m'a ramassé, moi, alors que j'étais avec mon Saint-Ex, j'étais avec le Petit Prince, bien au calme sous mon palmier préféré... Il m'a ramassé, les gifles évidemment sont tombées, et ils ont commencé à m'interroger... Ils m'ont dit : "Alors tu es nationaliste ou nationaliste et démocrate ?". Je n'ai rien compris à leur question. J'ai dit que j'étais guide touristique, à défaut d'être pêcheur, parce que je ne gagnais pas assez ma vie comme pêcheur... Ils ont commencé à m'insulter, à m'humilier... J'ai passé un très mauvais moment sur la dalle suintante, mais je suis sorti sauf de cet interrogatoire, parce qu'ils m'ont relâché et qu'ils ont pris

quelqu'un d'autre... Je suis donc sorti avec la démocratie, le mot de démocratie devant moi, et je voulais savoir ce que c'est que la démocratie exactement, je cherchais à savoir pourquoi pour eux, pour la police, c'était dangereux... J'ai bien compris que je n'étais pas dans le parti au pouvoir, parti unique, et que mon image de jeune pouvait ne pas plaire au Leader de la Nation, au Combattant Suprême de cette époque pas lointaine... Mais je voulais, quand même, savoir pourquoi ça les fâchait tellement qu'on se dise démocrate, et alors je me suis mis, à mon tour, à parler de démocratie, un peu partout autour de moi. Jusqu'au jour où des femmes dans ma famille m'ont dit : "Écoute, si tu veux être démocrate, puisque tu en parles trop, va en France, la France est un pays démocratique"... Alors je suis venu en France. D'ailleurs, nous sommes venus ensemble, avec Tahar Bekri, ici présent. À l'époque, il sortait de prison. Moi j'avais des difficultés aussi, j'étais resté longtemps sans passeport... Nous sommes venus ensemble. Tahar est resté ici à Paris, moi je suis revenu au bercail... Je me souviens de la démocratie dans les rues de Paris...

Je dois beaucoup à la langue française. J'affirme, je confirme, je réclame mon identité de polyphone, polyglotte et francophone. Mais j'ai appris la langue française d'une manière particulière, je l'ai apprise par la poésie française et pas par la langue des gens. Je l'ai apprise grâce aux poètes... J'avais des amitiés importantes avec des poètes comme André Laude, dans le Marais, ici à Paris, avec qui j'ai vécu des soirées ravacholiennes ; et Tahar Bekri était souvent avec nous, il nous servait du Sidi Brahim et il soupirait beaucoup, parce qu'il y avait le 26 janvier et la répression sanglante contre les syndicalistes à Tunis... Je m'en souviens... Puis le mois d'août fut là, et le manque de ma mère et du vieux port où je suis pratiquement né ont eu le dessus... Je suis né dans une ville qui s'appelle Mahdia, une ville tunisienne, très importante au Xe siècle, puisqu'elle était la capitale des Chiïtes, de l'intermède chiïte en Ifriqiya, en Tunisie... Elle était alors appelée la Conquérante et l'Invincible, et aujourd'hui, c'est une ville assez traditionaliste et renfermée. Donc, mon pays natal me manquait, ma mère me manquait, je suis rentré et puis la police, de nouveau m'a accueilli. Ils étaient en civil à ma descente d'avion à l'aéroport de Monastir... J'ai une sœur plus jeune que moi... Elle a mis sa plus belle robe pour venir m'accueillir. Mais il n'était pas question qu'elle m'approche ni qu'elle me parle. Ils m'ont ceinturé et ils ont fait pleurer ma sœur dans sa belle robe, ce jour-là... Un policier, peut-être le plus franc, je dirais le plus français, qui a été formé par la police française, m'a dit : "Écoute-moi, tu sais, si on me demande de t'égorger, je le ferai sur le champ". Je lui ai répondu : "Mais, monsieur, on n'égorge pas un homme comme ça, je veux bien qu'on tue les moutons..." Il m'a dit "mais mouton, mouton... toi, tu ne vaud même pas un mouton..." C'est ça aussi

le manque de démocratie, le manque réel de démocratie, le manque physique, le manque essentiel de démocratie...

Je raconte ces anecdotes pour vous donner un bref aperçu de mon apprentissage de la démocratie, et en même temps pour dire pourquoi j'écris en français.

En vérité, la brume et l'ambiguïté qui existent aujourd'hui, le danger qui existe aujourd'hui en Occident, dans les démocraties chrétiennes, libérales ou autres, consistent à nous empêcher d'être politiquement et culturellement démocrates, tout en continuant à nous servir le même discours de démocratie... Nos options, là-bas dans le Sud, d'une société démocratique ne sont pas en rapport d'harmonie avec l'Occident, ils sont en rapport de crise. Et je crains très fort que le discours fondamentaliste qui a souvent refusé, par exemple, que nous soyons francophones et que nous n'écrivions pas dans la langue du Livre, en langue arabe, risque bien de réussir à s'entendre avec les démocraties occidentales et de nous écraser, enfin... C'est cela le fascisme qui nous guette... L'intégrisme peut s'entendre avec les démocraties européennes et américaine pour qu'il ne puisse pas y avoir de démocratie réelle sur l'autre bord de la Méditerranée.

J'ai plusieurs dessins, en même temps des desseins, de la démocratie, c'est celle où les soldats ne frappent pas un enfant en fête et qui chante, où l'on peut être digne et ne pas être traité de mouton par la police. Et il faut parler, bien sûr, de l'enfant libanais, mais aussi de l'enfant palestinien, mais aussi, des enfants irakiens. Parce que vous ne pouvez pas imaginer ce qui est arrivé en Irak. Vous n'avez rien vu médiatiquement parlant, vous ne pouvez pas supposer... C'est mon ami, un exilé d'Irak qui m'en a parlé, ici, en France... Il y a beaucoup de poètes et d'intellectuels arabes qui sont en exil, ici, en Europe. Mais enfin, ces exilés témoignent d'une telle violence sur un peuple déjà saigné à blanc, qu'il n'est pas possible de croire réellement à cette société démocratique américaine ou européenne. Il faut se méfier d'elle, continuellement...

7. Philippe Marthaler (Suisse)

Dans un premier temps, je me rends compte que je n'éprouve en fait aucune envie de te dessiner ma démocratie, cette petite Suisse un peu fade qui, dans le fond, ne s'intéresse à personne, pas plus d'ailleurs que quiconque ne s'intéresse à elle.

Je pars donc de cette absence d'envie qui signifie sans doute quelque chose : ma démocratie ne m'indigne ni ne me réjouit, tourne plutôt rond, certes sans panache, mais correctement. Et c'est sans doute à propos de cette

correction qu'il me faut — métaphore bovine oblige au pays du gruyère — ruminer un brin.

Pourquoi te la dessiner ? Sans douter parce que tu ne la connais pas et pourtant, on doit te la servir régulièrement comme l'exemple de ce qu'est une démocratie et de ce que pourrait être la tienne. Peut-être aussi n'es-tu pas à même de lire, pour que je doive te la dessiner, ou ne sais-je pas écrire ; ou parce que nous ne parlons pas la même langue, ou encore à cause de cette fâcheuse habitude que nous partageons de lire entre les lignes ? Et pourquoi te la dessiner justement à toi, qui as certainement bien plus à dire de la tienne ? Peut-être simplement parce que toute parole demande sa réciprocité, ou encore, comme le disait La Boétie à peine retouché pour l'occasion : parce que c'est toi et parce que c'est moi.

Je vais donc, à la façon de Jacques Callot, te brosser un caprice de ma démocratie.

À l'instant où je saisis mon burin pour lancer les premiers traits de ma démocratie en caprice, je me rappelle que le mois prochain, et ce pour la deuxième fois depuis l'invention de la Suisse en 1291, l'un de nos sept ministres sera peut-être une femme, "Madame Christiane" : la précédente, élue il y a sept ans par l'autorité compétente, a dû démissionner peu après : son avocat de mari était décidément un peu trop marron ; quant à Madame Christiane, son hypothétique élection émeut déjà la fibre machiste de l'Helvète moyen ; à tel point que les médias de ma démocratie viennent de recevoir une lettre anonyme. Elle leur promet que si Madame Christiane — qui aurait jadis avorté illégalement — devient conseillère fédérale, les journaux et télévisions de tout le pays se verront inondés de photos d'elle *toute nue*. "CQFD" et que l'on croyait déjà savoir, mais autrement, au pays de Max Frisch : le citoyen suisse est toujours prêt à recourir à l'écriture pour empêcher sa démocratie de sombrer dans le péril ou dans l'indignité.

Le premier problème de ma démocratie, c'est — à en croire l'un de ses plus distingués professeurs de droit constitutionnel — que son peuple n'existe pas toujours :

Le système de la démocratie directe repose sur une abstraction. On parle du peuple comme d'une personne qui aurait une volonté : le peuple a tranché, il a dit ceci, cela. En réalité, il faut avoir une forte imagination, ou une rare aptitude à la synthèse, pour voir l'unité là où tout n'est que diversité. Le peuple suisse, c'est le coiffeur de Lugano, le violoniste de Saint-Gall, le camionneur de Brugg, l'étudiant de Genève, le paysan de Toggenburg, le retraité de Martigny, qui n'ont pas grand-chose de commun. Tout ce qu'on leur demande c'est, précisément, d'avoir la nationalité suisse ; et c'est encore d'être sains d'esprit et d'avoir dix-huit ans. Quand ils remplissent ces trois conditions, on les enfourne

dans la grande statue d'airain à tête de peuple qui rend, tous les trois mois, ses oracles devant un parterre de scribes chargés de les consigner.

Naturellement, nous savons bien ce que nous devons au suffrage universel : de toutes les inégalités, l'égalité absolue est encore la moins insupportable. Mais ce n'est pas parce que nous ne trouvons rien de mieux que nous pouvons nier l'éclatante vérité : lorsqu'il se rend aux urnes, le peuple suisse est une fiction. Il existe en d'autres temps, il existe en temps de péril national, ou dans ces moments de grâce où toutes les querelles s'oublent. Il n'existe pas devant le référendum.

Jean-François Aubert, *Exposé des institutions politiques de la Suisse*, Payot, Lausanne 1978, pp. 258-259

Ma démocratie est donc une démocratie directe dans laquelle il arrive que le peuple soit fictif. Chacun y porte, comme on dit, un bâton de général dans sa musette, plus particulièrement s'il est de sexe mâle et de bonne famille ; et chacun peut, s'il le juge nécessaire, lancer en son nom propre une initiative contre l'écartement des rails de chemins de fer, s'il parvient à réunir cent mille signatures. Les citoyens se prononceront sur l'objet en question par votation populaire. C'est ainsi que le 5 juillet 1908 et suite à une initiative lancée par Auguste Monnier, ma démocratie a interdit l'importation, le transport, la vente et la détention pour la vente de l'absinthe, mais non sa consommation. Par 241.048 voix contre 136.869 !

Ma démocratie est libérale, directe et close : témoin le choix de sa population, voici trois mois, de ne pas entrer dans l'Espace Économique Européen, afin d'éviter l'avalissement de fiançailles qui lui semblaient par trop morgantiques. Pourquoi diable, en effet, s'acoquiner avec des étrangers, surtout s'ils sont plus pauvres et moins propres que soi ?

Mais dans le fond, qui suis-je pour parler d'elle ?

Cela ne saute peut-être pas aux yeux, mais je suis une revue littéraire dont le titre est un cauchemar orthographique : [vwa]. Non seulement je suis une revue *littéraire* — ce qui en soi déjà est aujourd'hui indécent, commercialement autant que médiatiquement — mais qui plus est helvétique. Créée dans une démocratie libérale, directe, close et molle, il m'arrive plus souvent qu'à mon tour de me demander ce que je pourrais bien tirer d'elle. Tu me répondras : du fric, et tu n'auras pas tout à fait tort. Tu ajouteras peut-être qu'à défaut de tirer quelque chose d'elle, je pourrais au moins tirer sur elle. Je t'ai déjà dit qu'elle est molle, absorbe donc fort bien les coups et passe pour infaillible dans l'art de noyer le poisson.

Être revue littéraire [vwa] en Suisse a pourtant cet avantage — ou ce charme — d'être paradoxal, ne serait-ce que parce que cela ressemble à l'été dans l'hiver, ou au Tiers-Monde en pays de cocagne. Se faire revue littéraire,

c'est donc choisir d'être mortel et instable là où tout tend et prétend à l'immortalité. À ce propos, j'aimerais te faire lire cet extrait de l'*Encyclopédie [vwa]*, consacré à [vwa] précisément :

Il n'y a pas que les civilisations qui sont mortelles. Les revues aussi, dont la mort généralement précède celle des civilisations, ou les annonce.

Pourquoi les revues apparaissent-elles, comment disparaissent-elles ? Le très fort taux de mortalité qu'elles connaissent dans leur jeune âge les fait appartenir à quelque Tiers-Monde des lettres. L'analogie avec le Tiers-Monde tout court paraît même incontestable si l'on songe que, sans même tenir compte des forts taux de natalité et mortalité, les revues, tout comme le Tiers-Monde :

- vivent au-dessus de leurs moyens;

- par conséquent s'endettent;

- versent des salaires de misère à leurs rédacteurs, lorsqu'elles en versent!

- sont dominées généralement par un clan pratiquant le favoritisme intellectuel de façon éhontée;

- et tout cela de disparaître avec le clan qui les domine, sans égard pour les abonnés, à qui elles doivent encore quelques numéros payés d'avance.

On ose espérer que l'analogie s'arrête là, et qu'elles n'ouvrent pas avec ces numéros des comptes dans les banques les plus discrètes du pays!

(L'Encyclopédie [vwa], [vwa] N°12, printemps 1990, pp. 44-45)

Une revue littéraire est également paradoxale du fait qu'à l'heure de la restauration, du grand retour au classicisme et de la nostalgie monarchique que connaît aujourd'hui l'Europe, seul l'auteur, l'*auctoritas* fait foi, dans l'aura de sa lumineuse et insécable unicité. Or la base même de toute revue, à défaut d'être démocratique, est d'ordre *convivial*. Dans un paysage culturel où cette convivialité n'est pas cotée, la revue ne bénéficie donc d'aucun prestige, et peut par conséquent travailler sérieusement, n'étant pas tenue d'afficher son museau à toute occasion dans les salons mondains et bavards de la télévision.

D'autre part, si je suis revue littéraire *vociférante*, je te répète n'être dans le fond que modérément indignée par ma démocratie, et si je le suis, c'est moins par elle — par ses institutions, ses structures ou son histoire — qu'à l'égard de certaines des formes, somme toute indirectes, que produit son libéralisme effréné, telle la consternante médiocrité de ses médias. Mais après tout, me dis-je, je ne me suis pas fait revue littéraire pour parler d'eux ; tout au plus ai-je à subir ici leur silence indifférent, là leur parole incompétente, lesquels me conduiront très certainement, l'un autant que l'autre, à mourir de ma belle mort. Mais ne t'ai-je pas déjà dit me savoir, me vouloir mortelle ? Je pourrais somme toute leur être reconnaissante du risque qu'ils me font courir.

Autre paradoxe : ce n'est pas tant moi qui n'aime pas ma démocratie, qu'à elle de se sentir incommodée par mon existence, avant tout parce qu'elle ne comprend pas *d'où je viens*. Tu dois savoir à ce sujet que ma démocratie possède un long passé tribal, ou plutôt clanique. Depuis qu'au XIII^e siècle, quelques cliques de paysans soldats se sont serré les coudes pour rosser l'envahisseur autrichien, on y a pour habitude de peaufiner ses alliances et de soigneusement s'intéresser à celles de son voisin, fut-il de petite taille ; ainsi, plutôt que de s'enquérir de ce que fait *[vwa]*, ma démocratie préfère-t-elle me demander qui sont mes oncles, mes cousins et mes ennemis. Dans sa relative ignorance de mes intentions, elle suppute sans peine, lorsque je lui affirme n'avoir ni oncles, ni cousins mais seulement des ennemis, que je ne me suis pas assigné pour tâche de chanter ses louanges.

Si ma démocratie ne m'aime pas, c'est donc qu'elle ne me comprend pas et si elle ne me comprend pas, cela vient de ce qu'elle *est* alors que je *joue*. Ma démocratie est en effet, calvinisme et sérieux germanique obligent, une démocratie où l'on s'amuse rarement et où il est de bon ton de peser ses mots. Or j'aime à hausser le ton et ne me défends pas d'être née dans d'ignobles quantités de bordeaux supérieur.

Ma démocratie ne m'aime donc pas, et ce parce que j'en suis le carnaval qu'elle n'avait pas prévu : déficitaire alors qu'elle ne pense qu'en termes de rentabilité ; caractérielle et vociférante là où le consensus feutré a force de loi ; ouverte à l'étranger, tout ça avec de l'allure dans l'indigence, alors qu'il y est d'usage, à l'instar de Laszlo Carreidas dans un Tintin bien connu, de cacher ses milliards sous un imperméable mité.

Ma démocratie est donc libérale, directe, close, molle et inquiète sans être curieuse. Elle n'a pas plus de ministre de la culture qu'elle n'exporte de réfugiés politiques, à tel point d'ailleurs que les artistes et les intellectuels chargés l'été dernier de réaliser son pavillon dans le cadre de l'exposition universelle de Séville ont plaisamment intitulé celui-ci : "La Suisse n'existe pas" ce qui, tu peux m'en croire, a suscité quelques remous.

Ma démocratie attend patiemment ma mort — qu'elle souhaite naturelle — pour me classer monument historique. Elle semble ne pas se douter que c'est peut-être moi qui lui consacrerai une épitaphe en forme de numéro spécial.

Si elle était capable de passion, ma démocratie enragerait de n'être pas encore le musée d'elle-même ; elle ne s'en trouve qu'un peu plus ennuyée...

8. Jacques Godbout (Québec)

On m'a demandé un portrait, un instantané de ma démocratie. J'aurais souhaité vous présenter un texte aussi bien écrit que celui de notre confrère suisse, mais je suis à Paris pour écrire un roman, bien loin de la politique, et l'on m'a déniché à la toute dernière minute pour m'amener ici. Permettez donc que je réagisse, plutôt, aux propos qui ont été tenus aujourd'hui.

Premièrement, il me semble presque indécent de m'attarder à dessiner la démocratie comme elle se pratique au Québec et au Canada, quand on constate à quel point les tragédies, les drames qui se déroulent dans le monde sont beaucoup plus lourds, plus sévères, sont beaucoup plus sérieux que ce que nous vivons chez moi. Mais nous n'y pouvons rien. Nous n'habitons ni ces tragédies, ni dans ces guerres, et comme je soupçonne que vous ne souhaitez pas que nous y tombions, nous allons donc accepter cet état de fait.

Deuxièmement, à propos des anciennes situations coloniales, au Québec, bien sûr, nous avons été, en un sens, colonisés par Paris, Londres, Rome et Washington, à différents moments de notre histoire et nous avons à notre tour répandu quelques pères blancs et quelques jésuites en Afrique ou en Asie, mais tout cela reste plutôt symbolique.

Enfin, troisièmement, je suis étonné d'entendre qu'en certain lieux la langue française soit perçue comme un véhicule original de l'esprit démocratique. Dans ma tendre enfance nous n'avons pas eu ce privilège. En réalité, le Québec français était d'abord catholique et la langue française servait surtout à asseoir l'autorité de l'Église. Les Anglais, les protestants et certains francophones qui ne croyaient ni à Dieu, ni à Diable, étaient même persuadés que le français ne servirait jamais pour l'exercice de la démocratie.

Les profondes transformations de la société québécoise, qui s'est décolonisée d'elle-même dans les années 1960, auront fait mentir tout ce beau monde. Les Québécois vivent donc une démocratie à leur manière, c'est-à-dire qu'ils s'intéressent à l'État, mais ne sont pas enclins à agiter le drapeau à tout propos comme les Américains outre frontière. Le Québécois est en démocratie, sans être très patriote, parce qu'on lui a répété que le patriotisme menait au nationalisme et celui-ci au fascisme. Nous avons donc une fierté politique contenue. Évidemment, celle-ci peut éclater à l'occasion. Ainsi, en 1990, au journal télévisé, l'on présenta un soir les images de quelques Ontariens (nos voisins au Canada) qui s'essuyaient les pieds sur le drapeau fleur-de-lysée. Ces quinquagénaires anglophones ont créé tout un émoi. La fibre nationale québécoise a vibré à la suite de cet incident et les sondages ont même révélé une remontée du séparatisme. Ce n'est pas la

preuve, à mon avis, d'une ferveur patriotique particulière, mais plutôt celle d'une assiduité à la télévision.

En Amérique du Nord, les Québécois sont ceux qui regardent le plus la télévision, près de 28 heures par semaine en moyenne. C'est une télévision libre et variée, mais, comme le disait MacLuhan, le médium devient le message. En politique le médium tend à créer une démocratie de l'anecdote et du sentiment, une sorte de télécratie molle. Par exemple, notre Premier Ministre souffre d'un cancer de la peau, comme le Président de la France est atteint d'un cancer de la prostate. Ces maladies graves, personnelles, intimes, troublantes deviennent à la télévision des occasions d'attirer la sympathie pour l'homme, plus peut-être qu'il ne le mérite, ce qui profite au personnage politique.

Dans quelle sorte de démocratie vivons-nous donc ? Une démocratie qui n'a pas été conquise par le sang et la guerre. Nous n'avons pas vécu la Révolution de 1789. Les aristocrates avaient quitté le pays avant qu'on puisse leur couper le cou. Ils avaient en effet fui devant l'Anglais une trentaine d'années plus tôt. Plus tard, nous avons écrit à Napoléon pour qu'il nous vienne en aide, mais il faut croire que la lettre, signée par des patriotes, ne s'est jamais rendue. Les Français du Canada sont donc devenus des Canadiens et leur colonisateur, l'Angleterre. Ce qui fait que notre rapport au monde politique, aux institutions et à la langue française n'est pas tout à fait le vôtre, en somme. Au début, bien sûr, les Anglais ont voulu imposer leurs lois et leur langue, mais il y eut une sérieuse résistance, quelques révoltes, quelques morts. Et finalement l'Angleterre nous a laissé notre religion, notre droit civil, notre langue et quelques coutumes en nous offrant, en échange, quelques institutions et un code criminel où l'accusé est présumé innocent. Ce qui n'est pas rien.

Au Québec, donc, vous trouverez le plus vieux parlement d'Amérique du Nord. Ce parlement n'est pas conçu à la française, avec une gauche et une droite autour d'un hémicycle, mais à l'anglaise avec un face à face. Ce face à face encourage l'alternance au pouvoir et l'existence de deux partis principaux. L'un est plutôt urbain, libéral et cosmopolite, l'autre plutôt rural, conservateur, autrefois clérical, aujourd'hui plutôt nationaliste. Leurs programmes sociaux, culturels et même économique se ressemblent de plus en plus, nous avons donc un choix politique à faire entre des nuances.

Nous vivons dans un État de droit où domine une charte des droits de la personne (notez que nous ne parlons pas de droits de l'homme depuis que les féministes québécoises passent le lexique au peigne fin). Ce qui est important de souligner, c'est que la politique, au Québec, est l'affaire de tous. Ainsi les différences de fortunes étant moins grandes qu'en France ou aux États Unis, même si elles existent, on voit que les riches ont moins

d'influence que la classe moyenne. Cela favorise une approche plus familière, plus familiale même, des problèmes. Quand, tous les 25 ans, le Québec vit une grave crise constitutionnelle par exemple, le gouvernement crée, sous forme de commission d'enquête, une sorte d'États Généraux. Il ne s'y passe pas grand-chose, dans ces super-réunions, on y discute surtout plus qu'on agit, mais est-ce que la discussion n'est pas l'essence même de la démocratie ?

Ce qui sépare les anglophones des francophones au Canada, c'est moins une différence d'approche de la démocratie qu'une vision historique. Nous croyons que deux nations ont fondé ce pays alors que du côté anglais, on insiste pour dire qu'il est le fait de dix provinces égales en droits. Puisqu'une seule province, le Québec, compte une majorité française, on peut deviner les enjeux et les affrontements.

Pour conclure, je dirais que la démocratie québécoise s'inspire de trois traditions. La tradition britannique qui insiste sur la liberté d'expression et de circulation des idées, la tradition française qui encourage la discussion des idées, qui favorise la rhétorique au point où, parce que nous aimons la parole, les Premiers Ministres du Canada sont très souvent issus du Québec francophone, et enfin, la tradition amérindienne du consensus. Les amérindiens, évidemment, s'attendaient à ce qu'après des mois de palabre ceux qui ne partageaient pas le consensus s'enlèvent la vie. C'était radical et ce n'est pas devenu une habitude des hommes politiques québécois ; nous vivons donc de longs palabres et cherchons les consensus qui mettent des siècles à naître. À titre d'exemple, les discours sur l'indépendance du Québec ! Encore et encore.

Nous sommes, au fond, les seuls Britanniques de langue française du monde. Nous avons notre façon d'aborder les problèmes politiques, loyale et tranquille, même sous l'influence de la télévision. Cette démocratie tranquille se paye d'ailleurs des révolutions du même nom, car le peuple québécois ne veut de mal à personne. Il est, profondément, démocrate.

9. Marc Quaghebeur (Communauté française de Belgique)

Pour une vraie pluralité européenne

Parler, en tant qu'écrivain, d'un tel sujet passe tout d'abord par quelques considérations sur sa propre trajectoire ; sur les contradictions à travers lesquelles on a fait l'expérience de la démocratie. Il me semble ensuite nécessaire de s'interroger sur la vieille histoire de nos provinces. Ces pays avaient été regroupés sous l'ancien régime d'une façon préféderale. Ils ont toujours connu une forte tradition d'autonomie communale. Je pourrai alors parler

de ce qui peut apparaître aujourd'hui comme horizon de la démocratie en Europe aux yeux d'un Belge francophone.

Pour des raisons que je ne crois pas avoir à expliquer ici, j'ai été élevé dans le culte de la nation française, de son universalisme, et de l'État capable de dépasser les particularismes. En même temps, je suis né en Belgique, qui plus est, en province. Wallon au sens où l'on tend aujourd'hui à définir ce mot, le Picard que je suis est profondément marqué par cette expérience "provinciale". Je suis loin de la regretter. Je ne l'ai jamais vécue en opposition à Bruxelles. J'étais par contre conscient, dès l'enfance, d'une singularité historique et d'un problème. Car le délaissement et le confinement dans lesquels on laissait ces régions frontalières ("on" désigne tout aussi bien d'autres régions wallonnes que les Flandres ou Bruxelles) ne pouvaient échapper à l'enfant que j'étais. Nous n'étions pas dupes de ses causes.

C'est sans doute une des raisons pour lesquelles je lus Robert Laffont dans les années septante et participai, en 1974, à la création d'une revue régionale Nords avec un poète et critique dialectal et avec une traductrice des écrits de Pasolini sur le dialecte. Ce ne fut, bien sûr, pas une expérience dépourvue de contradictions ! Elle fut d'ailleurs brève. Mais elle me paraît indicielle d'une conscience, à la fois régionale et transfrontalière.

J'ai par ailleurs vécu la scission de l'Université catholique de Louvain, crime dont je n'accepterai jamais le principe. Ses fondements relèvent de ce qu'il peut y avoir de fascinant dans certaines formes de régionalisme. Que cela se soit réalisé "à la belge" — c'est-à-dire sans heurts prolongés et dans l'horreur du sang et de la violence qui nous vient du désastre du XVI^e siècle, ne modifie ni la perception que nous avons eue alors des fantasmes purificateurs liés au soi-disant "droit" du sol ni celle des manipulations de la démocratie représentative par une minorité. Ce traumatisme n'a pas été sans réveiller en moi l'interrogation qui était mienne depuis longtemps : celle de l'échec d'Érasme, cette figure majeure qu'ont produite les anciens Pays-Bas.

Cette figure est d'autant plus à l'horizon des interrogations contemporaines que nous avons à inventer une Europe dont l'existence équivaldra à la disparition progressive des États-Nations. Érasme en avait perçu le caractère dangereux. Cette conscience, je l'ai alors que je suis un francophone. Or, elle ne va pas de soi lorsqu'on est lié, comme nous le sommes en Belgique, à l'idéologie de l'État-Nation par excellence qu'est la France. Une partie de la question belge, y compris celle de la coexistence avec les néerlandophones vient de cette emprise mentale dont les fransquillons ont été — et sont toujours — l'expression la plus caricaturale et la plus nocive. Mais cette emprise complexe, souvent inconsciente, qui n'a pas été interrogée parce qu'elle se pose dans la même langue, est de celles qu'il faut analyser si on veut se situer aujourd'hui, à part entière, en Europe. Respecter les autres cultures suppose en effet que l'on ait pris conscience de la sienne au sein de son

histoire propre. Et qu'on ne prenne pas pour argent comptant ce qui, dans la culture française stricto sensu, relève d'une histoire impériale hégémonique.

Notre histoire, celle qui correspond à l'état unitaire que nous sommes en train de transformer, découle directement, depuis deux siècles, de cet état d'esprit "fransquillon". Il fut à ce point prégnant que l'on s'est ingénié — d'aucuns s'y efforcent toujours aujourd'hui — à faire en sorte, par exemple, que la littérature francophone de Belgique soit méprisée et ne soit pas enseignée aux enfants de ce pays. Ceux-ci furent, pour la plupart, uniquement formés à partir des textes français. Bien qu'ayant connu moi-même cette "(dé)formation", j'ai été amené, par une série de circonstances que je n'ai certes pu prévoir, à essayer de rendre à la littérature du pays dans lequel je suis né, une forme de dignité et d'autonomie, de reconnaissance et de diffusion. Et je ne parlerai pas d'indépendance mais d'existence, et, notamment, par rapport au système culturel français. Celui-ci nous marque d'autant plus que nous sommes voisins ; que l'édition et la diffusion littéraire sont concentrées à Paris ; et que nos élites se sont comportées en la matière comme une bourgeoisie *compradores*.

Cette question est essentielle. Elle dépasse de loin le cas belge. Elle concerne en fait, à partir d'une situation ancienne emblématique, toute la francophonie. Comme l'a dit tout à l'heure Roger Lallemant, celle-ci, en effet, sera plurielle ou ne sera pas. Ce qui est tout sauf évident eu égard aux spécificités de l'histoire de la construction française. C'est pourtant ce qui saute aux yeux dès lors qu'on est amené par exemple à rencontrer l'Afrique. Cette chance, je l'ai eue. L'Afrique a beaucoup de choses à nous apprendre, notamment si l'on veut inventer la francophonie. Cette rencontre remet en cause l'histoire idéologique des quatre derniers siècles de l'histoire de la langue.

Je suis par ailleurs un intellectuel marqué par les années soixante, par Marx et par Freud, mais aussi par le structuralisme et l'engagement sartrien. J'ai été élevé dans la conviction de l'histoire, au sens très particulier qu'elle revêt dans la tradition française. Il n'y a aucune raison de dénier cette dernière, même si elle est aujourd'hui remise en cause, notamment par l'évolution — ou la dilution — du politique. C'est à partir de cet espace mental — et de ses distorsions avec notre réel — que j'ai été amené à me poser des questions sur notre histoire. L'histoire, pour reprendre un mot de Frank Venaille (un de ces Français qui, je pense, a bien compris certaines des choses qui se passent au nord de l'Hexagone), de "ces vieilles terres" dont la formation est aux antipodes de celle qu'induit l'histoire française.

Ces territoires ont toujours été, plus ou moins, gérés, sous l'ancien régime, de façon fédérale. Ils ont toujours manifesté une profonde allergie à un centralisme trop marqué. J'en citerai quelques exemples. Le plus grand des

souverains issus de nos provinces, Charles-Quint, qui n'abdique physiquement que devant elles (alors qu'il abdique bureaucratiquement par écrit pour les autres morceaux de l'Empire), doit faire demander aux États l'autorisation d'abdiquer globalement face à la réunion de leurs représentants plutôt que d'abdiquer séparément à Mons, à Brugès, à Bruxelles, à Malines, à Luxembourg, à Tournai... et cela, en raison de l'état de santé préoccupant qui est le sien. Le moins qu'on puisse dire est que la situation et la mentalité de ce prince francophone polyglotte, sont, là comme ailleurs, fort différentes de celles de son cousin François Ier. De la même façon que les impôts se négociaient dans les anciens Pays-Bas — fut-ce sous Charles Quint — séparément, c'est-à-dire par micro-états. Ou que le droit s'y construisit en partant d'abord des coutumes locales. Ces vieilles traditions, trop souvent occultées, expliquent tout autant nos révolutions. Aussi bien celle du XVI^e siècle contre l'Espagne, qui ne fut pas que religieuse ; que celle contre l'Autriche en 1789 (celle-ci accouche, pour très peu de temps, d'un nom et d'une réalité qu'on a oubliés : les États Belgique Unis) ; voire celle qui crée la Belgique de 1830 en la séparant de la Hollande. Le paradoxe de cette révolution consiste toutefois à substituer au centralisme hollandais qu'elle récuse, un autre centralisme, tout aussi opposé à la tradition des États. Directement marquée par le modèle français — et par sa concrétisation du temps de la Révolution, du Directoire et de l'Empire — cette centralisation explique l'aventure coloniale, comme le développement économique fabuleux que nous avons connu au XIX^e siècle. Elle a par contre engendré la question flamande et donné des assises à une mentalité "fransquillonne" dont les provinces wallonnes eurent en fait tout autant à pâtir que les provinces flamandes.

Aussi la question à laquelle nous sommes confrontés en Belgique depuis une vingtaine d'années est-elle curieuse : comment un pays unitaire (ce n'est certes pas le même mot que la république une et indivisible) dont la bourgeoisie affairiste chercha à dénier aussi bien les spécificités du Nord que du Sud peut-il retrouver un tissu plus complexe et une organisation plurielle alors que son histoire récente a produit un nationalisme flamand et qu'il a même suscité un pendant wallon ? La réforme constitutionnelle de 1980 avait tenté de formaliser les conséquences de cette histoire singulière. Elle inventa, sous le niveau central du pouvoir, des niveaux régional et communautaire. Cette dernière appellation visait tout ce qui, dans le fonctionnement public, peut directement être référé à la langue du locuteur. Cette construction est intéressante dans la mesure où elle pose des questions que la construction européenne aura à résoudre. Car l'ensemble européen, qui ne pourra être que fédéral et qui reposera sur des régions, verra par ailleurs des citoyens de langues diverses se déplacer ou avoir à cohabiter dans des régions.

Quelle place et quel fonctionnement accorder à la langue et à la culture dès lors qu'elles ne coïncident pas avec un territoire ? C'est une question essentielle pour la démocratie. Une question tragique pour l'Occident puisque l'histoire des quatre derniers siècles, à travers la construction des États-Nations, voulut notamment faire coïncider la langue et le territoire.

À ces enjeux que les horreurs des Balkans ont actualisés d'une façon radicale, les Belges ont essayé de répondre par des niveaux de pouvoirs qu'ils ont imbriqués plus qu'articulés. Ceux-ci esquissent un mode de fonctionnement européen qui va de la commune — essence de la tradition démocratique de base, elle est appelée sans doute à être le lieu de l'exercice direct de la responsabilité des citoyens — à l'État en passant par la Province, la Région et la Communauté. Si les limites de cet exposé ne me permettent pas de poser la question des provinces, notons en tout cas qu'à l'instance abstraite qu'est l'État, correspondent l'instance territoriale qu'est la région et l'instance non territoriale — psychique si l'on osait dire — qu'est la Communauté. Dans ce dernier espace, des individus se retrouvent à travers une communauté de culture et de langue qui, par définition, font à la fois partie de leur histoire et de leur liberté. Et c'est là, ne le cachons pas, que le bât blesse.

Comment imaginer en effet un niveau de pouvoir qui reconnaisse cette liberté ; se donne les moyens de s'en faire le serviteur ; et puisse disposer, au travers d'un ensemble suffisamment vaste, d'une extension qui ne le fasse pas coïncider avec un territoire, une région ou un mini-État ? Comment trouver en somme le sens médiéval de "nation" ? L'histoire et l'espace belges empêchaient sans doute cette mise en place harmonieuse. Aussi, à peine votée la réforme de 1980, la Flandre l'a-t-elle niée en fusionnant région et communauté afin de tenter d'imposer sa mainmise sur Bruxelles, ville bilingue à majorité francophone. Englués dans l'idéologie "française", les francophones ont eu tout autant de mal à donner corps à cette réalité souple que doit être une instance cruelle.

C'est qu'il y a, dans nos visions de la culture, un fantasme totalitaire qui est le contraire de la démocratie. Aussi avons-nous du mal à inventer une organisation de la circulation et des réseaux plutôt que de la domination et des créneaux. Il est certes gênant, en présence de gens issus de pays où la démocratie politique se joue au prix de la torture, de parler de nos problèmes d'Européens. Même si nous mesurons aujourd'hui la fragilité de nos "conquêtes". C'est qu'il nous faut sortir du concept de nation tel qu'il a été engendré à l'époque moderne. Ce concept, qui fusionne une sorte d'ersatz mythique du concept d'ethnie avec la construction d'un état, se fonde en fait sur la définition (et la conquête) d'un territoire où les y incarner en affirmant une identité symbolisée et exprimée par une langue. Une telle vision rend obsolètes les territoires à population mixte...

Je suis de ceux qui pensent qu'il n'y aura pas d'Europe si l'on continue de vivre sur un tel modèle, quelle qu'ait été sa pertinence — ou, en tout cas, son évidence — politique. Il constitue aujourd'hui un reliquat plus que douteux, un obstacle à la perception, à la définition et à la convivialité de nos identités. La grosse question est d'ailleurs de savoir si les régions vont ou non chercher à être des micro-nations caricaturales, d'autant plus dangereuses qu'elles ne possèdent pas l'espace (il était "à venir") des états nationaux et qu'elles ne relèvent pas de cette phase de l'histoire occidentale où l'identité nationale allait de pair avec le marché. Seront-elles, au contraire, des entités géographiques et humaines où vivre sans avoir à se fantasmer en opposition mais plutôt en complémentarité et en solidarité ? La question du statut de la langue est, en cette affaire, fondamentale. Elle touche directement à notre travail d'écrivain. Du fait même de l'histoire des états nationaux — c'est-à-dire pour nous, de l'histoire de la nation française — notre langue véhicule, depuis les derniers siècles, une idéologie précise, historique, nationale, dont il faut sortir, si l'on veut y habiter de façon plurielle, y compris en Europe. Cela n'implique pas de nier l'histoire de cette langue qui est aussi la nôtre depuis ses origines.

Peut-être est-ce plus difficile pour les francophones non français d'Europe que pour les francophones des autres continents ! Inventé vers 1880, le mot francophone est toujours malsonnant pour qui adhère à l'idéologie française. On s'en rendit compte en Belgique, lors de la réforme constitutionnelle des années septante. Pour éviter d'avoir à user de ce terme, on préféra parler de la Communauté française de Belgique — ce qui veut dire tout autre chose que l'expression Communauté francophone de Belgique. Sans doute n'était-ce pas exempt d'arrière-pensées chez d'aucuns... Or, autant le droit au libre exercice et au choix de sa langue doit être défendu au cœur de tout espace démocratique, autant il est impensable que cet espace ne puisse être pluriel — comme l'est la création. Comment continuer à la référer univoquement au centralisme parisien, avec tout ce que ce dernier implique de non labile, d'historique.

Une troisième question qui concerne l'espace démocratique européen est celle de la place qu'y occupera le politique — et donc l'individu. L'aspect plus ou moins mercantile qu'il revêtira, comme son autonomie par rapport à la super puissance américaine, s'y inscrivent également. Question complexe. Nous devons en effet aux affaires une sortie des espaces de la tyrannie archaïque. En même temps, la réification, l'abstraction, le côté indéfini et anonyme du monde moderne en procèdent. Pour quelqu'un comme moi qui se sent chez lui à Bologne ou à Paris, à Lisbonne ou à Dublin, et qui se sentira toujours attaché à sa ville natale, il n'est pas aisé de se reconnaître dans cet espace indéfini que devient l'Europe. Sa construction nous concer-

ne trop peu. L'on nous demande seulement de consommer et de laisser faire. Je ne crois pas à une Europe américanisée ou sous parapluie américain. Je ne crois pas à une Europe culturellement dominée par le marché et dépourvue de solidarité. L'Europe, ce sont ses langues, ses cultures, et son histoire. C'est aussi, le mot fit-il grimper certains au mur, une forme de socialisme. C'est-à-dire une forme de solidarité et de justice, celle que l'on trouve également dans le message chrétien. Reste à en inventer les formes contemporaines, à la base. C'est-à-dire là où vivent et se déploient la liberté comme la solidarité d'un sujet. Cet espace ne peut se résumer à l'État, mais il implique une structure centrale qui ne soit pas une oligarchie bureaucratique.

Une quatrième question est celle du pluralisme. Faute d'avoir joué, comme c'est le cas de la France, sur la transcendance de l'État — ce qui s'y fit, il faut hélas le reconnaître, aussi par la force —, notre pays gère en permanence un équilibre des "familles", des tendances qu'il a même institutionnalisées, c'est-à-dire quantifiées. Y a-t-il moyen d'inventer un espace démocratique où les convictions personnelles puissent cohabiter sans être formalisées et groupées à la façon des clans ? Y a-t-il place pour un espace qui permette même l'expression de la révolte ? Je n'ai pas choisi par hasard ce terme d'espace. Je crois en effet qu'aujourd'hui, seule l'Europe (mais il faut en définir l'extension !) peut offrir cette chance. Cela suppose qu'elle se construise autrement qu'au travers des dosages qui sont les siens. Ceux-ci permettent trop de manipulations mafieuses et trop de privilèges. Ils essaient d'agencer ce qui provient des États-Unis. Ils ne les dépassent pas véritablement. Ils en confortent le champ clos.

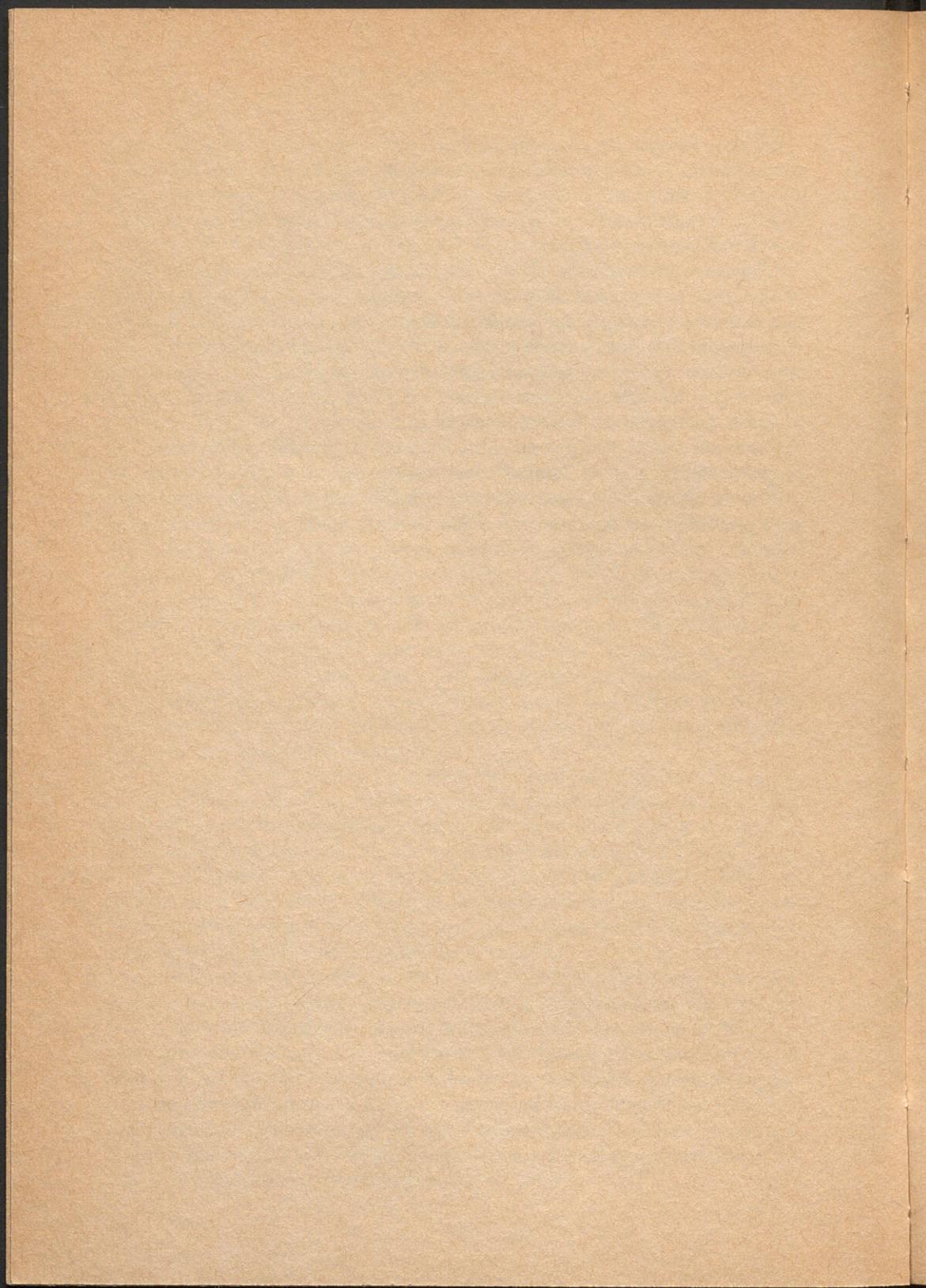
Cet espace européen reste à inventer. Non seulement à travers le transfert des compétences des États-nations vers l'État fédéral européen (il ne saurait recouvrir toutes les compétences des anciens états mais inclut la défense, la monnaie, sans doute le droit, et vraisemblablement, ce que la Belgique a inventé de mieux : la sécurité sociale ; mais aussi vers les régions, les sous-régions et les communes. Beaucoup de compétences concrètes doivent en effet être déléguées à la base si l'on veut que les gens se sentent chez eux et aient le goût de la démocratie concrète. Le veut-on ?

Entre l'État, toujours abstrait, et la région, qui est plus physique, il y a à inventer en outre ce niveau de pouvoir dont la Belgique a esquissé, non pas le concept, mais l'espace, au travers de la notion de Communauté. Elle n'est cependant pas parvenue à la moduler et à l'institutionnaliser dans ses vraies limites. C'est en effet à travers de telles instances souples et légères que les gens pourront se retrouver dans leur appartenance culturelle et dans leur spécificité. Les différences qui en procèdent doivent s'inscrire à l'intérieur d'appartenances complexes qu'il faut pouvoir formuler, et formaliser en dehors des simplismes bureaucratiques.

En ce qui nous concerne, par exemple, pour nous qui sommes des francophones européens non français, il s'agit de pouvoir l'exprimer et l'inventer à l'intérieur de l'Europe. Cette francophonie n'est pas entièrement liée à l'espace de formulation qui gravite autour de Paris. Cela ne veut pas dire qu'elle se formule contre Paris.

C'est bien sûr au sein de tels registres que se pose la responsabilité morale de l'écrivain. Que se place aussi son enjeu créateur. Car, s'il ne lui appartient plus de pouvoir se croire de facto le porteur de l'universel et l'officiant de la vérité — droit qui lui ouvrirait magiquement les clefs du politique —, il lui appartient par contre, en propre, de travailler son matériau, la langue, et d'y faire advenir les différences européennes ; d'y faire entendre des chants qui ne soient point ceux des fascismes, avérés ou sournois.

Parmi ces tâches, qui passent par la poésie, les planches ou la fiction, il me paraît évident qu'un francophone non français d'Europe doit aussi se colleter au dépassement des modèles issus de l'histoire nationale et impériale qui a marqué les derniers siècles de l'histoire du français.



IV. "Quelle écriture pour quelle démocratie ?"

Animateur : Antonin Liehm

Rapporteur : Kazadi N'Tolé

1. Situation du débat par Antonin Liehm

Récemment, j'ai assisté à un colloque, un peu pareil à celui-ci, qui s'est tenu au Caire sur la démocratie et l'écriture, le rôle des écrivains et la nature de la démocratie ou non-démocratie ; les parties du monde concernées allaient de la Chine à la Suède en passant par l'Inde. Donc les problèmes, je ne dirai pas de la francophonie, mais les problèmes dont nous allons parler, sont finalement mondiaux. Ils ont toujours deux aspects : un aspect limité à une culture qui est liée à une langue ou à une conflictualité linguistique, à l'identité linguistique qui est un problème extrêmement important. Mais, d'un autre côté, tous ces problèmes-là ont un aspect universel parce que nous faisons, francophones ou non, tous partie d'un monde où les problèmes se reproduisent de façon extrêmement intéressante et, on pourrait dire, parallèle. Vous avez vu que les problèmes linguistiques concernant l'écriture, par exemple, en démocratie, ne sont pas limités à la zone dont nous parlons ici, mais existent aussi bien dans le nord de l'Europe comme dans le sud de l'Afrique ou à l'est de l'Asie. Je voudrais seulement qu'on garde cela en mémoire, c'est-à-dire que tout problème spécifique a son côté universel et que tout problème universel a son côté spécifique. Et que, comme dirait Edgar Morin, toute complexité a un autre pôle qui est une certaine unité imposée par le monde dans lequel nous vivons mais qui serait invivable s'il n'y avait pas toute la complexité et toute la diversité que, même entre francophones, nous représentons ici.

Encore que, quand je dit "nous francophones", vous savez bien que je suis un tchèque de Prague. Mais beaucoup parmi vous et beaucoup de ceux qui sont autour de la table sont mes amis de longue date, je les connais depuis longtemps, et ce problème me passionne. C'est pourquoi je suis ici, et c'est pourquoi on a voulu, peut-être, que je préside cette table ronde.

2. Frankétienne (Haïti)

Je viens de Haïti, une terre piétinée, triminée, maspinée, où il n'y a jamais eu d'expérience démocratique véritable. Une terre douloureuse qui, après deux siècles d'indépendance, accuse encore 85 % d'analphabètes. Pourquoi écrire dans un pays où il n'y a presque pas de lecteurs ? En Haïti, lorsqu'on produit une œuvre littéraire et qu'on arrive à en écouler trois cents exemplaires, on peut déjà parler de best-seller. Personnellement, après avoir publié plus d'une vingtaine d'ouvrage à compte d'auteur, je demeure un écrivain sans public. Et je suis loin de constituer une exception. Presque tous les écrivains d'Haïti produisent dans les mêmes conditions dramatiques de solitude et de quasi monologue. Alors comment aborder dans un tel contexte le thème du débat : "Quelle écriture pour quelle démocratie ?". Par quel bout appréhender cette double interrogation ? Comment dénouer l'énigme du sphinx invisible qui trône au cœur même de la création littéraire ?

Nous n'avons nullement la prétention de répondre de manière exhaustive à une question aussi complexe. Toutefois, un survol rapide des grandes périodes de l'histoire d'Haïti pourrait nous permettre d'entrevoir ou de deviner les liens reliant les projets d'écriture au rêve démocratique sur la terre haïtienne, île turbulente "pleine de bruit et de fureur". Île mystérieusement suspendue entre la mort et le réveil. Incarnation d'un tragédie nouée de ténèbres sanglantes et de lumière onirique.

Nous avons connu toutes les violences, tous les viols, toutes les formes de traumatisme. Les déchoucages mutilatoires provoqués par la Traite négrière. Les transplantations anarchiques, d'un continent à un autre. Les décharpillages du corps. Les déchalborages de la conscience. Les brutales déflorations de l'être à travers les meurtrissures et les aliénations inhérentes au système esclavagiste. Et quand, il y a deux siècles, les masses serviles se soulevèrent pour libérer la colonie de Saint-Domingue, la France métropolitaine, cette même France qui venait de proclamer la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, n'a pas hésité, à travers l'armée de Napoléon, à lancer des forces expéditionnaires, une puissante armada de 56 vaisseaux de guerre contre les troupes indigènes. En plein combat, les nègres de Saint-Domingue, va-nu-pieds en guenilles, jacobins de l'île rebelle, chantaient la Marseillaise. Et je suppose que les soldats de l'expédition française ont dû se demander où se trouvait vraiment le camp de la liberté.

Après l'Indépendance, c'est-à-dire après 1804, le calvaire du peuple haïtien se poursuivit de manière dramatique sur deux versants :

1/ Un blocus international dont l'objectif était d'asphyxier le nouvel État nègre considéré comme "un danger, un défi, une menace".

2/ La marginalisation systématique des masses populaires par une oligarchie antinationale.

L'histoire de la terre haïtienne se révèle à la fois comme une succession de dictatures sanglantes et une interminable série d'ingérences étrangères, sans oublier la période de l'occupation américaine lourde de traumatisme et d'humiliations.

Blessures morales. Pauvreté honteuse. Analphabétisme séculaire. Délabrement des institutions. Absence de traditions démocratiques. Politique agressive, rancunière et raciste de la part de certaines puissances étrangères. Hostilité de quelques pays voisins. Obscurantisme des classes dirigeantes traditionnellement conservatrices. Bref, un bilan absolument négatif. Un tableau des plus sombres.

Et pourtant, fabuleuse est la créativité haïtienne. Le patrimoine artistique et littéraire d'Haïti est d'une richesse prodigieuse. Et la vocation militante des écrivains haïtiens en faveur de la démocratie est évidente à travers des textes d'une incontestable valeur esthétique. Mais aujourd'hui, la question "Quelle écriture pour quelle démocratie?" apparaît plus brûlante que jamais.

L'effondrement retentissant des pays de l'Est a entraîné la dissolution des certitudes idéologiques, l'effritement des utopies et la mort des grands mythes empreints de générosité. La politique mondiale, dans une large mesure, s'est orientée progressivement vers l'unipolarité consacrant l'hégémonie des puissances occidentales sous des formules paternalistes comme le droit d'ingérence, le devoir d'ingérence. La démocratie occidentale, élevée à la hauteur d'un modèle universel et exclusif, a cessé d'être un humanisme pour s'ériger en diktat des Grandes Puissances par le canal des organisations régionales et internationales. Le Nord triomphant impose inexorablement sa loi aux pays du Sud. Et le Tiers-Monde, "enveloppé" subit tout le poids du Nouvel Ordre Mondial orienté vers une redistribution des marchés et des zones d'influences.

En ce qui concerne Haïti, la situation actuelle est plus que tragique. Après avoir cyniquement participé à la destruction de la production nationale avec la complicité des gouvernements dictatoriaux et de l'obscurantisme d'une élite flibustière, l'Occident s'est érigé en gendarme international, préfet de discipline, dompteur et pacificateur des barbares insoumis, en faisant miroiter aux yeux des naïfs une aide illusoire assortie de menaces et de condition punitives. La leçon "démocratique" devient alors un pensum incontournable, une pilule amère à avaler coûte que coûte sous la menace d'un père fouettard habile à jouer de la carotte et du bâton. C'est le triomphe du zozbisme à l'échelle nationale et internationale. Haïti semble ne plus pouvoir échapper aux nœuds d'un piège historique. Elle est écartelée entre le militarisme répressif interne et les ingérences internationales.

Paradoxe d'une île suspendue au balancier de la mort, entre deux abîmes. Épouvantable et douloureuse descente aux enfers.

Alors, quelle écriture dans cet espace d'écartèlement, de déchirure et de douleur ?

C'est éclatement du corps, du texte et du cortex aux ultimes frontières de l'imaginaire. La création se transmue en délire pour l'expression sublime de la schizophrénie. Et l'écriture explose comme la seule issue de l'écrivain vers la liberté absolue. D'où la schizophrénie comme voix/voie de la dissidence féconde et de la subversion révolutionnaire. L'écriture s'élève à la hauteur d'un cri de refus des valeurs traditionnelles, pour se présenter comme une affirmation de soi et un pari sur les forces intangibles du futur. Risque perpétuel à partir duquel l'écrivain assume les formes et innovations qu'il essaie de modeler pour faire bouger les autres, car l'incertitude s'est installée au cœur même de l'être. Créer, c'est enfin retrouver l'autre tout le long d'un voyage inachevable. La spirale de l'infini à travers l'aventure du langage où les mots sont traités comme des particules d'énergie sonore. Écriture quantique au rythme de la spirale, retraçant le plus court chemin du "je" au "nous", quintessence de la quête démocratique rompant l'étau de la solitude.

3. Yves Laplace (Suisse)

On trouvera ci-après le texte d'une communication orale, largement improvisée, puisqu'elle fut prononcée, le 19 février 1993, sur la base d'un brouillon de moins d'une page. Il ne s'agit donc pas d'une intervention écrite. J'ai voulu lui conserver, c'était bien la moindre des choses, son caractère parlé. Je me suis donc contenté de rétablir la ponctuation (quasi absente de la transcription) et de clarifier quelques points de détail. Parler est un exercice paradoxal pour un écrivain. À plus forte raison sans doute, parler de littérature. Mais déguiser la parole en écrit ne suffisait pas à masquer ce paradoxe. Ce serait, au contraire, lui ajouter une manière de trahison.

L'acte littéraire

J'ai été bien sûr très intéressé par le propos de Monsieur Frankétienne, à l'instant, par la qualité de témoignage inhérente à ce propos, et notamment par une formule, qui a été sienne au début de son exposé, quand il a dit qu'une littérature à vocation militante s'était développée en Haïti sous la dictature ; sous la dictature et sans doute aussi, pardonnez-moi, grâce à la dictature. Et cela me fait songer à la situation, évidemment très différente, d'un pays comme la Suisse, d'où je viens, qui est une démocratie, une démocratie dite directe avec l'institution d'un référendum d'initiative populaire, avec aussi, il est vrai, un très grand taux d'abstention lors des différentes consultations électorales, avec une certaine fatigue, même, du système

de la représentation : bref, une démocratie usée, une démocratie qui doute d'elle-même et qui produit, sans doute, l'inverse d'une littérature à vocation militante (comme en Haïti), qui produit plutôt, dans une tradition rousseauiste, une littérature intimiste, une littérature de l'introspection, une littérature de la faute, une littérature qui semble donc correspondre à cet état dépressionnaire de nos démocraties.

Je parle de la démocratie suisse mais je pense que cela est largement vrai pour la démocratie française... Et je m'interroge à propos des effets, que je dirais pervers, des régimes politiques — démocratiques ou non — sur nos pratiques d'écrivains. Parce que je pense que "produire une littérature à vocation militante", c'est un effet pervers de la dictature. Je ne crois pas qu'il appartienne à la littérature de se définir *a priori* ou *a posteriori* comme militante ou engagée. On sait bien que l'acte littéraire lui-même est une forme d'engagement, et c'est cet engagement-là qui nous lie, qui nous réunit tous. De même, une littérature n'a pas à être en quelque sorte dictée, ou inspirée, par la fatigue d'un système démocratique, très éloigné dans les faits des valeurs qu'il prétend représenter ou défendre, et qui a perdu dans certains cas jusqu'à la mémoire de ces "valeurs" et jusqu'au sens des mots. Je crois paradoxalement que cette double contradiction peut, d'une certaine manière, nous réunir — écrivains francophones des démocraties et des dictatures —, et je voulais d'emblée la signaler dans la foulée de votre propos, M. Frankétienne.

Alors, pour le reste, je dirai quelques mots de façon relativement improvisée sur l'acte littéraire, ou sur ce que je peux définir ainsi, en rappelant d'abord un mot que nous connaissons tous, je crois, le magnifique mot de Kafka, qui me semble aussi vrai pour nos démocraties fatiguées ou "avancées" que pour certaines des dictatures sous le joug desquelles vivent plusieurs écrivains réunis ici : écrire, disait Kafka, c'est "faire un bond hors du rang des meurtriers". Et c'est, je crois, une citation qui mettra d'accord tous les écrivains vivant sous des systèmes de contrainte, qu'il s'agisse de contrainte dictatoriale ou d'une forme de contrainte plus subtile, une forme de contrainte représentative ou démocratique, aujourd'hui, dans des pays plus ou moins amnésiques comme la Suisse ou la France.

Je crois qu'écrire, "faire un bond hors du rang des meurtriers", c'est également (ou par conséquent) faire entendre la voix de l'Autre : la voix d'autrui, mais aussi la voix de l'autre en soi, c'est-à-dire cette forme d'altérité qui nous constitue, et que la littérature peut nous aider à atteindre ; en ce sens-là au moins, je pense en effet que l'écriture, et la démocratie comme idéal, se rencontrent. Elles sont concernées l'une par l'autre, non que l'écriture serve la démocratie, ou que la démocratie serve l'écriture, mais parce qu'en cherchant l'Autre, cette voix de l'Autre, eh bien, d'une certaine manière, c'est un acte démocratique que l'on produit en écrivant. Jusqu'à un certain point

pourtant, puisque ce qui occupe un écrivain, ce n'est certes pas la question de sa représentativité. Un écrivain ne saurait être représentatif, d'aucune façon — sauf de lui-même.

C'est donc autre chose qui l'occupe : c'est la question de son autorité, que je définirais comme cette forme de souveraineté, si l'on veut bien se souvenir du mot de Bataille. Une *autorité* qui désigne cette influence, cette légitimité que l'écrivain ne tient que de lui-même, qui ne lui est concédée par rien ni personne. Ni par un pouvoir politique ni par une association. Pas même, à mon sens en tout cas, par un peuple. Moins encore par ses confrères... Une *autorité* qui est très difficile à définir, mais enfin qui est attachée véritablement au mot d'auteur, et je pense qu'ici nous essayons tous d'être des auteurs.

La notion de souveraineté, par ailleurs, est intéressante au regard de la notion de démocratie, puisqu'on appelle, dans certaines démocraties, le peuple "le souverain" et c'est par exemple le cas en Suisse. Lorsqu'une consultation électorale a eu lieu, on dit que "le souverain" s'est prononcé. L'écrivain, lui, c'est un souverain qui ne règne pas, c'est un souverain qui ne gouverne pas, et qui n'aspire pas même à régner sur les mots ni à gouverner la langue, métaphore trop facile ; il a un autre objectif, qui est de tenter d'élargir le champ d'investigation de la langue. Cela est vrai pour tout écrivain, en particulier me semble-t-il pour les romanciers et pour les auteurs de théâtre — il y a en a de nombreux ici.

On se souvient d'une formule célèbre et un peu courte, mais belle aussi, de Roland Barthes : "le langage est fasciste". Elle n'a que trop souvent été citée en dehors de son contexte. Si le langage se définissait lui-même ou devait se définir lui-même comme l'instance qui *oblige à dire*, qui nous contraint à dire, qui nous intime l'ordre de dire, alors en effet cette définition du langage se justifierait pleinement. Mais elle ne rend pas compte, et je pense d'ailleurs que Barthes le savait, du travail de l'écrivain sur le langage, donc du travail d'écriture lui-même, qui vise précisément à ouvrir ou à élargir les frontières du langage : en les ouvrant à l'Autre, en donnant, encore une fois, accès à cet Autre que nous cherchons quand nous écrivons. Tout le travail de l'écrivain consiste à lutter contre cette forme d'instrumentalisation de la langue que Barthes appelait précisément le langage.

En ce sens, il nous aura aidés à distinguer le langage, comme instrument d'un pouvoir ou d'un message à imposer, à communiquer — et la langue, comme réserve de nos désirs, de notre volonté de nous adresser à autrui, de laisser une forme de témoignage, de testament ou de trace. Ce sont deux choses différentes, voilà pourquoi le travail de l'écrivain n'est pas le travail du communicateur ou n'a que des liens complexes avec ce qu'on appelle de façon générale la communication.

Écrire, c'est donc faire entendre la voix de l'Autre et c'est particulièrement vrai dans le cas du romancier qui a recours, le cas échéant, à des personnages traversés de voix équivoques ; je pense que le travail du romancier c'est aussi de faire entendre ces voix équivoques, multiples, souvent scandaleuses, toujours ambiguës. Le plus beau compliment qu'on puisse faire à un romancier, c'est de lui dire qu'il a écrit un roman ambigu ou scandaleux. L'idéal du romancier est ainsi en porte-à-faux absolu avec l'idéal de transparence qui domine nos sociétés, à la fois démocratiques et fatiguées. Peut-être cette situation explique-t-elle l'incroyable "traitement" de l'affaire Rushdie. Dans un texte récent, *Le jour où Panurge ne fera plus rire*, Milan Kundera insistait sur le fait que nos pays, la France en particulier, semblaient avoir perdu la mémoire de ce qu'était véritablement le roman. Le traitement de cette affaire en apporte la preuve. Ce qui nous préoccupe n'est pas tellement qu'un régime archaïque, dictatorial à tous égards, obtus et bien sûr hostile à toute forme de littérature, décrète la mort d'un écrivain, aussi monstrueux que soit ce décret ; mais que cet écrivain, ce romancier, trouve si peu de défenseurs dans le berceau du roman, qui est la culture "occidentale".

On s'est contenté de défendre (et encore...) Rushdie au nom du droit des gens à ne pas se faire assassiner. On n'a pas dit, ou guère, que ce qui était particulièrement intolérable dans ce décret, c'est qu'il remette en cause le principe même qui fonde le roman, c'est-à-dire le droit inaliénable d'un écrivain, par exemple, à blasphémer (à supposer que Rushdie blasphème, ce qui reste fort discutable par ailleurs), son droit à faire entendre des voix autres, des voix scandaleuses, équivoques et ambiguës. Je me demande donc si en oubliant dans nos propres pays, et notamment ici, en France, ce qu'est véritablement un roman, on n'est pas en train d'oublier ce qu'est la démocratie.

4. Jean Louvet (Communauté française de Belgique)

Sommes-nous dans la fin de l'Histoire ? La démocratie bourgeoise signet-elle la fin de l'Histoire comme modèle mondial indépassable ? Ou bien sommes-nous dans la survie de cette démocratie où l'on voit renaître des mouvements nationalistes, racistes voire fascistes ? Faut-il craindre à nouveau le pire quand on sait que la démocratie peut libérer d'effrayants démons ?

Il y a une question que le Centre Wallonie-Bruxelles n'a pas posée : peut-on imaginer que les contradictions du système pourraient conduire à un dépassement de la démocratie où la part d'un socialisme démocratique ne reproduirait pas les erreurs de ce qu'on a appelé le socialisme réel ?

Quel rapport entre écriture et démocratie ? Quel type d'écrivain ? Comment peut-on passer de l'intellectuel dit engagé (né après la Seconde guerre mondiale) à une type d'intellectuel critique qui romprait avec ce qu'on appelle communément en France le silence des intellectuels ?

J'ai fait le parcours de l'écrivain engagé, sartrien, brechtien, militant politique oblige, voire délégué syndical. Je connais la grandeur et la faiblesse de ce type d'intellectuel. Si, aujourd'hui, on veut tenter de cerner le profil d'un type d'intellectuel lié au social et au politique, il faut tenir compte des leçons du passé, éviter de reproduire certains défauts qui ont conduit parfois à de véritables pathologies. J'entends, par exemple, une sorte d'activisme pathétique qui nous a fait oublier la dimension de la subjectivité de l'homme privé. J'entends une forme de puritanisme dans l'action politique, propre souvent à certains intellectuels issus des classes moyennes perturbés dans leur rapport à la jouissance. Il y avait là une raideur, un sectarisme qui faisaient très peur. J'entends — pour mémoire — l'inféodation aux partis politiques.

Par cinq fois, j'ai interrogé le statut de l'intellectuel dans cinq pièces de théâtre. Sans doute parce que je ne suis pas né dans un milieu d'intellectuels. Fils de mineur, j'ai passé une grande partie de ma vie à analyser le prix qu'il faut payer pour passer d'une classe sociale à une autre. Le tout est de savoir laquelle des deux classes on veut défendre. On ne peut pas écrire — et vivre — sans point de vue. Je suis profondément convaincu qu'un homme, seul — fut-il intellectuel — est tôt ou tard condamné à s'aligner sur le système, à vivre dans l'insignifiance. C'est une loi de fer. Seul, tu meurs.

Mais grande est la tentation de la solitude. La démocratie perce de tout côtés. Par quel bout soulever un coin du voile de ce théâtre d'ombre ? Pouvoir judiciaire, pouvoir économique, partis politiques "traditionnels" : tout pose problème. Les hommes et les femmes ne se font pas de cadeaux, les peuples non plus. Témoin la Belgique : les Flamands, les Wallons, pour faire vite. J'ai eu de la "chance" : j'ai été pris à bras le corps par la question nationale belge. Rude école de démocratie pour un écrivain. Vous savez que les questions nationales sont terrifiantes : elles séparent les peuples, elles risquent de les détruire. Nous avons divorcé par consentement mutuel. Avec beaucoup de sang-froid. Dès le moment où une nation se remet en question, on peut craindre le pire ; d'où s'élèvent des voix : "Attention à la Yougoslavie, attention à ce qui se passe dans l'ex-Union soviétique". La presse internationale craint pour l'avenir de la nouvelle Belgique fédérale. En fait, la légitimation de mon statut d'écrivain dit engagé passe par les luttes sociales et politiques de la Belgique, menées par les masses avec beaucoup de maîtrise. C'est l'écoute de "ces gens-là" (ceux qui mènent une grève pendant des semaines, ceux qu'on tue, vous connaissez la musique), c'est avec eux que j'ai pu trouver un lien nécessaire entre écriture et démocratie. Être un

écrivain-citoyen, dans une Belgique complexe où les francophones ont joué un rôle déterminant.

Il y a une tradition d'écrivains proches du peuple, de De Coster à Charles Plisnier : la culture belge ne se résume pas à Tintin ou au fantastique. Il y a une tradition de qualités démocratiques : je ne prétendrai pas que les Belges ont été moins fascistes que les autres, mais enfin, dès 1937, le parti rexiste de Léon Degrelle, après un triomphe électoral inattendu, va se réduire à une peau de chagrin : les électeurs condamnent le rexisme. Et ce ne sont pas les quelques milliers de francophones qui suivent Degrelle sur le front de l'Est en 1941 qui feront de nous un peuple converti au fascisme. Par contre, Hitler, lui, agit d'une manière beaucoup plus perfide. Il nomme, il désigne, il trie.

Les Flamands, les Wallons, bien sûr, il connaissait. Il décide de renvoyer les prisonniers flamands dans leurs foyers parce qu'ils sont un peu de la famille (germanique). Il maintient les Wallons dans les camps. L'Allemagne nazie tue la Belgique unitaire. L'attitude du roi Léopold III n'arrangera rien.

Il y aura donc, en 1950, cette alliance puissante des Wallons et des Bruxellois qui, dans des grèves générales à caractère insurrectionnel, sauveront l'honneur de la démocratie. Dix ans plus tard, les mêmes francophones descendront dans la rue. Le divorce avec les Flamands est consommé. Le problème belge ne se réduit pas à des questions linguistiques "incompréhensibles pour les étrangers". Il s'agit d'un problème profondément politique, démocratique, économique aussi (mais ce serait trop long à expliquer).

Pendant trente ans, il nous a fallu défendre la démocratie avec une patience, une vigilance exceptionnelles. Aujourd'hui encore, pour parler des poussées séparatistes, l'État fédéral se défend jour après jour, et ce dans un contexte économique alarmant : la xénophobie rampe en Wallonie comme partout ; nous n'échappons pas à un racisme larvaire. L'extrême-droite n'y est encore qu'une nébuleuse faible. Certes, nous avons — jusqu'à présent — réussi l'intégration des étrangers, mais rien n'est jamais acquis. Bien sûr, la décolonisation n'a pas créé des effets d'extrême-droite comme en France. La classe ouvrière a pleuré sur la mort de Patrice Lubumba, plaignant peu, par contre, les colons. Nous n'avons pas connu la tentation totalitaire : dès 1950, le parti communiste disparaît pratiquement de l'échiquier électoral. Notre histoire n'est pas celle de la France. La communauté de langue nous rend très sensibles à la culture française, mais l'État fédéral a suscité, du côté wallon, quelques questions sur le plan de la culture.

Une minorité d'intellectuels et de créateurs wallons s'interroge sur la part que devrait prendre, notamment, l'histoire politique et sociale de la Wallonie dans l'enseignement. Nous avons construit un nouvel État. La Wallonie est un État, une Région — cela n'a rien à voir avec une région française. Ce qui nous inquiète, c'est qu'aux yeux de la nouvelle génération, cet État est incompréhensible. À tout le moins, l'histoire des idées depuis cinquante ans devrait

occuper une part importante dans l'enseignement sous peine de déstabiliser nos jeunes en mal d'identité. À cet effet, j'ai tenté de développer un théâtre qui tienne compte de la mémoire collective. Qui n'a pas de passé, n'a pas d'avenir. Les Wallons manquent de projet culturel. Tôt ou tard, nous risquons des dérives. Un rejet du politique. Méfiance du parlement. Faire de la langue du peuple une langue littéraire et travailler sur la mémoire collective sont deux tâches essentielles de l'écrivain attaché à la démocratie. Essentiel de rappeler que la défense de la démocratie passe aussi par des luttes collectives, d'autant plus que les structures collectives éclatent. La mondialisation de l'économie et ses effets pervers restent un mystère pour la grande majorité des citoyens qui assistent, impuissants, à une véritable déstabilisation de nos sociétés. Francis Fukuyama nous explique la préséance de la démocratie bourgeoise, du grand marché, etc. Il oublie de dire que la démocratie secrète aussi le fascisme.

La "chance" de la démocratie réside dans cette tension entre un projet capitaliste et un projet de gauche. Dès que cette tension disparaît, c'est la porte ouverte au racisme, aux intégrismes. Et si la gauche n'a plus de projet ? Nous avons des raisons d'avoir peur, confinés dans une Europe frileuse.

Nous connaissons les utopies de la société capitaliste : société de communication, société de consommation. Même si celle-ci bat de l'aile, elle a donné naissance à une société duale. La société de consommation est devenue véritablement une seconde nature. Difficile de la critiquer. Je viens d'écrire une pièce sur l'exclusion sociale : je me suis rendu compte que la société de consommation renforçait davantage les effets d'exclusion, ce qui n'existait pas avant dans nos sociétés. La question qui se pose est celle-ci : que peut-on faire de la souffrance sociale ? Autrefois, elle était un levier de changement social. Aujourd'hui ? L'accumulation de la souffrance peut conduire à de véritables explosions. Qui peut prédire qu'elles joueront un rôle révolutionnaire ? En attendant... nous vivons, n'est-ce pas, dans une société de communication, télévision de plus en plus populiste à la clé. Ce qui menace directement l'écriture. En effet, nous vivons devant le petit écran qui nous branche sur le direct, sur l'émotion. Mais ce déferlement tue les médiations abstraites. Nous en arrivons à une crise générale de la représentation : représentation politique, représentation artistique, représentation de soi. Nous entrons dans le règne de la présentation.

Y a-t-il donc encore place pour une utopie qui s'inscrirait dans un au-delà de la social-démocratie et un en deçà de la révolution — qui n'est décidément pas à l'ordre du jour ? Une utopie sous haute surveillance, au-dessus de tout soupçon totalitaire. Utopie de rêver que les hommes ne s'accommoderaient pas de leurs aliénations ?

Alors, nous y allons allègrement vers ce règne (humain ?) où l'aliénation serait reine, en douceur, "cool". Tel est l'enjeu.

5. Tahar Bekri (Tunisie)

La plume et le sabre

Déjà, au XIV^e siècle, mon illustre compatriote, le grand historien Ibn Khaldoun¹ faisait remarquer l'inégalité des rapports si tendus entre la plume et le sabre dans le fonctionnement des sociétés et des États. C'est dire combien il serait long ici de développer devant vous toutes les péripéties malheureuses et douloureuses que traverse l'écriture dans les zones obscures du pouvoir.

Et afin de répondre à la question si précise et néanmoins grave : "Quelle écriture pour quelle démocratie ?", je dirais que l'écrivain du Sud est doublement interpellé, tant la société à laquelle il appartient fait peu de cas de sa rigueur dans la marche de la Cité. La modernité, ou ce qui semble la représenter, a des exigences de rentabilité et de profit immédiat au point que l'écriture critique dérange le prince si confortablement oublieux et insensible à la misère de ses sujets. Écrire, c'est dissiper l'ombre et le prince craint la lumière. Alors toute liberté célébrant la lumière est remerciée par des lettres de cachet. Il ne s'agit pas ici de vous faire part des cahiers de doléances si chargés de violation du droit de dire la vérité, mais de rappeler que l'écriture trouve ses lettres de noblesse, surtout dans nos régions, dans cette volonté de veiller comme une sentinelle sur la vérité dans la Cité.

Or, il serait irresponsable de croire que la vérité en écriture est une et sacrée. Et c'est pourquoi l'écriture, capable dans sa quête permanente *des vérités* de reconnaître la pluralité et la différence, est plus digne de notre respect. Longtemps, nos pays confondus, je veux dire ceux du Tiers-Monde, ont considéré l'indépendance comme une victoire d'un parti sur les autres et la culture — quand elle était acceptée — a subi les entraves érigées en règles et code de la tyrannie. "Le soleil des indépendances" n'a pas brillé pour tout le monde.

Et c'est en empêchant la plume lumineuse que le sabre a transformé la majorité de nos pays en ruines où les traces du sang aveuglent nos utopies généreuses et nos idéaux animés de justice et de fraternité. Qui emprisonné, qui banni, qui contraint à l'exil, qui exilé dans son propre pays, la liste serait longue de tous les écrivains blessés ou morts sous le sabre, la volonté de l'État, monopole du dictateur aidant.

Et pourtant, je voudrais ici m'arrêter à une question moins évidente quand il s'agit de parler d'écriture et de démocratie. Mon propos concerne la face cachée de l'écriture. Beaucoup d'écrivains peuvent aujourd'hui facile-

¹ Ibn Khaldoun, *Introduction à l'Histoire universelle*,

Chapitre : "De l'inégalité entre les rangs de la plume et du sabre".

ment dénoncer la tyrannie mais combien parmi eux ont été ou restent encore à son service ? Combien de porteurs de plume ne sont en fait que des porteurs de sabre ? Combien de voix criant fort ne sont en fait que des voix couvrant celles des autres ?

La tyrannie a ses sabres et ces derniers sont aussi dans le rang des intellectuels : censure, ouvrages empêchés, publications saisies, obstacles éditoriaux. J'ajouterais que les dictatures ont la vie longue par la complicité de la plume, l'écriture faite esclave, écho de son maître si amoureux de l'ombre et du mensonge. Et c'est pourquoi il me semble nécessaire d'ajouter aux valeurs de la démocratie, celle de *l'éthique* dans l'écriture. Il n'y a que cette dernière qui puisse m'aider dans cette recherche laborieuse des vérités humaines et me dicter — l'humilité aidant — quand il est possible, des réponses. Or, la littérature est interrogation, interpellation de l'être et toute vérité satisfaite devient peu à peu menace et célébration démagogique de la victoire. Sans l'éthique dans l'écriture, la vérité serait un danger pour la démocratie. Car combien sont les écrivains chantres de la démocratie et qui ont fini oiseaux de mauvais augure perchés sur les branches des ténèbres nazies et fascistes, nationalistes fanatiques et propagandistes obscurs ? Que dire aujourd'hui de tous ces écrivains et poètes serbes défendant l'abjecte en Bosnie ? Sans la conscience morale la plus vigilante, notre écriture peut aussi constituer un danger pour la démocratie. Sans la défense inconditionnelle de l'être humain où qu'il soit, notre Cité démocratique serait construite sur les cendres de nos semblables. Laissez-moi vous dire que l'Histoire occidentale a permis — au nom de la démocratie — à des pouvoirs aussi sombres et criminels que le nazisme, de parvenir à la négation de la démocratie. Aujourd'hui la haine anime des forces similaires dans certains pays : fanatisme religieux, retour à l'ordre de l'intolérable, le racisme confessionnel, l'obscurantisme érigé en modèle d'une émanation à rebours. Et j'ai bien peur que la démocratie inaliénable et fondamentale ne permette, quand elle devient "démocratisme", j'emprunte ce concept à des confrères algériens², d'amener la théocratie avec son sabre et de sacrifier la plume sur l'autel de l'intolérance.

Bien entendu, l'écrivain en Occident se fait peu à peu à l'idée du droit d'ingérence, mais ne faut-il pas plutôt comme l'écrit le Professeur Roger Fayolle invoquer "le devoir de solidarité internationale" ?³

Il n'y a pas d'ingérence juste si elle est partielle ou partielle, comme la démocratie n'est pas un privilège de riches mais un devoir humanitaire et planétaire. Dès lors, comment ne pas être choqué, pour ne prendre que ce petit exemple, en écoutant sur les ondes françaises au moment où je rédige

² Cf. revue *Ruptures*, n°1, 13-19 janvier 1993, Alger.

³ Roger Fayolle, Lettre au journal *Le Monde* "les deux exclusions", texte inédit.

ces lignes, par toutes ces nouvelles saluant la victoire des marchands d'armes français dans les pays du Golfe ? Les démocraties occidentales arment jusqu'aux dents des régimes totalitaires pour crier ensuite au scandale. C'est cette hypocrisie qui est insoutenable et l'écrivain, où qu'il soit, ne peut la supporter. Car la démocratie n'est pas un luxe mais une nécessité pour sauver l'humanité de la volonté de mort qui anime ses négateurs, combien nombreux en ces jours ! Il n'est pas difficile ici de faire remarquer combien le fossé se creuse entre le Sud et le Nord, mais il est moins facile de comprendre la difficulté qu'avaient eu les organisateurs à convaincre certains écrivains français, pourtant pressentis et sollicités, à se joindre à cette rencontre, comme si ce débat ne les concernait guère... Le Sud semble être très loin des préoccupations des écrivains démocrates du Nord. J'ose espérer que cette rencontre aidera à éclaircir ce malentendu, au nom même de la protection de cette terre, "bleue comme une orange", comme le dit Éluard, si belle et si juteuse, mais, hélas ! pas pour tous et pour combien de temps encore ? Aussi, voudrais-je terminer en disant que les démocraties se bâtissent avec les plumes et non avec les sabres. Il en est de même de la civilisation humaine et de son essor.

6. Slimane Benaïssa (Algérie)

Mesdames, Messieurs, bonjour.

Me demander, à moi qui suis un fils d'une culture orale et dont le pays actuellement est en état d'urgence parce qu'on a voulu s'amuser à être démocrate, me demander de parler d'écriture et de démocratie, c'est remuer le couteau dans la plaie.

Enfant du désert, j'ai été éduqué selon un principe : "Dans le désert, il n'y a rien, mais dès que tu y es, il faut qu'il se passe quelque chose".

Je vais essayer de vous dire ou d'exprimer ce petit quelque chose que j'ai tenté de faire durant vingt ans, dans le désert de la démocratie algérienne, pour créer un théâtre, me battre pour une émancipation et développer chez mes compatriotes le sens de la citoyenneté et de la république.

Maintenant, je voudrais ouvrir une parenthèse à travers les questions suivantes :

- Est-ce que le modèle de démocratie occidentale est le seul modèle possible ?
- Est-ce que ce modèle convient à tous les pays ?
- N'y a-t-il pas une autre forme de démocratie à créer à partir de certaines pratiques traditionnelles de chez nous et à partir de notre propre histoire

qui, si elle est liée intimement à celle de l'Occident, n'en demeure pas moins différente ?

Je dis ceci : parce que les démocraties telles qu'elles sont appliquées dans nos pays sont dopées, ce sont des démocraties aux hormones. On veut forcer les gens à devenir et à s'inscrire dans un système auquel ils ne comprennent rien. Il y a un décalage entre les préoccupations culturelles des gens et le modèle de système dans lequel on veut les inscrire.

On les oblige à être démocrates, de la même manière qu'on les a obligés à être socialistes. On leur impose le pluralisme, comme on leur a imposé le parti unique.

La démocratie chez nous est présentée comme une expérience politique comme une autre. Mais non pas comme la conséquence logique d'un processus de lutte pour une plus grande libération. Les mots liberté, république, acceptation de l'autre, droits, ne sont jamais dans nos pays liés au mot démocratie. Le mot démocratie est vécu comme une possibilité politique qui permet aux uns d'exclure ouvertement les autres. Et ce qui doit avoir comme contenu l'échange, a pris, par ironie de l'histoire, le contenu d'exclusion de l'autre. Tout cela, parce que personne ne sait pourquoi subitement (alors que rien ne nous y prépare), on a décidé d'être démocrates et que, par conséquent, personne ne sait comment il vivra cette démocratie. Je ferme ici la parenthèse...

Étant pluriculturel, j'aurais pu faire comme beaucoup : m'installer en Europe et écrire à partir d'ici sur une réalité de là-bas, sans jamais savoir si mon public est ici ou là-bas. Sans jamais savoir si mes écrits font partie du patrimoine d'ici ou de celui de là-bas. Sans jamais savoir si j'ai participé réellement au développement culturel de là-bas, ou si j'ai alimenté, ici, une machine qui aurait besoin de ce type de littérature pour continuer à fonctionner.

Face à ces inconnues angoissantes, j'ai choisi de rester là-bas et de ne pas en sortir pour une double raison. La première est qu'il fallait demander une autorisation de sortie pour quitter le pays. Par principe, je ne l'ai jamais demandée. Quant à la deuxième, j'étais résolu à connaître, à comprendre d'abord le public algérien et à créer un théâtre algérien.

Sachant ce peuple toujours créateur à travers ses luttes, j'avais peine à croire qu'il n'existait rien en lui qui puisse être une expression forte et moderne. Même aujourd'hui, en ces moments difficiles qu'il traverse, je n'en doute pas. Il y a quelque chose dans mon peuple de suicidaire. Cela est vrai, mais il renaît toujours et autrement. Ce choix m'a amené inévitablement à écrire d'une certaine manière, et dans une langue précise qui est l'arabe dialectal algérien.

Si je dis tout cela, c'est pour préciser que les écritures intra-muros et extra-muros ne sont jamais identiques même si elles prétendent s'inscrire

dans la même histoire. L'affrontement à un pouvoir totalitaire de près crée une écriture différente de celle de ceux qui s'affrontent à lui de loin.

Si je précise ces différences, qui semblent évidentes, c'est pour dire que souvent, ceux qui écrivent extra-muros sont à l'ombre de la démocratie du pays d'accueil et leur écriture jouit déjà d'une démocratie. Comme une possibilité irréaliste par rapport à la réalité qu'ils expriment ou qu'ils dénoncent.

Celui qui écrit intra-muros, sous le joug du pouvoir, son écriture subit la répression. Elle est en soi et porte en elle un acte pour la défense de la démocratie. Car écrire, pour moi, c'est toujours pour plus de démocratie, pour plus de liberté !

Je ne peux concevoir une écriture qui n'aille pas, d'une manière ou d'une autre, dans le sens du renforcement des valeurs démocratiques. C'est pour cela que le titre de ce colloque "Écriture et démocratie" me gêne un peu, car il n'y a réellement qu'une "écriture de la démocratie". La démocratie a besoin d'être défendue quotidiennement, elle a besoin d'être repensée quotidiennement, elle a besoin d'être écrite quotidiennement.

Pour écrire la démocratie, comment fallait-il agir ?

1. Avant tout, il fallait établir un vrai dialogue avec le public pour sentir au mieux et à tout moment où se situe sa liberté possible.

2. Étant pluriculturel, de cultures berbère, arabe et française, ces trois cultures se vivant en conflit dans la société, elles m'ont été transmises d'une manière conflictuelle. Ceci est dû à la crédulité de nos peuples qui ne veulent vivre et ne se sourcer qu'à leurs victoires en refusant d'assumer leurs échecs, comme si seules les victoires étaient porteuses de leçons et non pas les échecs. On s'est glorifié démesurément, en refusant d'admettre que nous sommes le résultat de beaucoup d'échecs. Et c'est ainsi qu'on les perpétue indéfiniment. Le malheur est que nos pouvoirs et nos peuples sont complices pour ne pas savoir, pour ignorer. Les uns par excès de pouvoirs, les autres par manque de culture. Pour ma part, il me fallait assumer ces trois cultures en moi, vivre sereinement ma pluralité et accepter mon métissage culturel. C'est ce cheminement qui a été ma meilleure école de démocratie. Car, c'est parce que je suis un vrai bâtard culturel que je suis un enfant légitime de la démocratie.

Avant de finir, je voudrais vous lire des extraits d'une pièce que je suis en train d'écrire et qui a pour titre *Ida dans la tempête*. Elle éclairera mieux ce que j'ai à dire dans ce débat :

(L'orchestre commence la musique, des danseurs entrent, et dansent la "danse du mauvais sort". Adhor est au milieu du cercle des danseurs. Au bout d'un

moment, Adhor arrête la danse. Les danseurs s'arrêtent. Accroupi, Adhor appelle l'Ancêtre par un mouvement à travers les danseurs).

ADHOR

Yis mon Ancêtre !!
Au-delà des lumières, on est vu.
Au-delà de l'obscurité, on est vu.
Jette ton masque.
Â
Nos rêves sont trop fragiles.
Et le monde est trop puissant.
Jette ton apparence et apparais.
Regarde avec nos yeux
et explique-nous ta lucidité.
Regarde avec nos cœurs
et dis-nous ton intelligence.
J'allumerai la plus grande fête
Pour ton courage.
Je déclamerai les plus beaux dires
pour ton audace.
Yis mon Ancêtre,
Ne me laisse pas seul.

LA FOULE (en chœur)

Les montagnes ont tenté de le séduire
Lui offrant une atmosphère saturée d'or.
Il leur fit voir une constance
aussi élevée que les montagnes.

ADHOR

Astre de ma muraille.
Lumière de mon aveuglement,
Ne te replie pas dans ton orgueil
L'histoire tourne et à chacun son tour.
Le destin des peuples se tisse de drames.
Nous étions couleurs, nous sommes la trame.
Écoute les vierges elles te diront :
"La trame fait le tapis
Le Drame fait la vie".

QUELLE ÉCRITURE POUR QUELLE DÉMOCRATIE ?

L'eau ne remonte jamais à la source
Les idées sont comme l'eau.
On ne peut endiguer leur course éternelle
Et celles qu'on ne peut recueillir
Voyagent au-dessus de nos têtes
Portées par les nuages.
Astre de ma muraille.
Lumière de mon aveuglement.
Le peuple a faim.
Les Djinns n'ont plus raison.
Ultime recours à ma passion,
Redessine un chemin,
projette un destin,
fais signe à ton humain,
ordonne la levée du camp.
Que les chameaux engourdis
retrouvent la marche.
Longtemps face aux mêmes horizons
Ton peuple a perdu le regard.

LA FOULE (en chœur)

Les montagnes ont tenté de le séduire
lui offrant une atmosphère saturée d'or.
Il leur fit voir une constance
aussi élevée que les montagnes.

ADHOR

Où est ta promesse Yis ?
Où est la plénitude sans nom ?
Les palmiers se pétrolisent.
Les gazelles se gazéfient,
Les chameaux ont la bosse cabossée,
Ils ruminent du charme,
pour des vieilles mémère blondes,
aux dents en devises.
Les dunes rendent l'âme aux portes des hôtels,
Les nomades s'arrêtent à plat ventre.
Et prient.
Prières plus basses que la mer
Plus rudes que le désert.

Au-delà des lumières, on est vu.
Au-delà de l'obscurité, on est vu.
Yis mon Ancêtre.
Dois-je te défier pour jouir d'une réponse ?
Ton silence est fou.
T'ai-je demandé l'impossible ?
Où est ta promesse Yis ?
Où est la plénitude sans nom ?
Je suis fatigué des spiritualités éphémères
Pour une plénitude éphémère.
Incapable d'harmoniser
Le corps, l'esprit et le monde
J'ai choisi de vivre en harmonie
Avec mon peuple.
Au détriment du monde souvent
Au détriment de l'esprit parfois
Et toujours à mon corps défendant.
Où est ta promesse Yis ?

KAMOUS

Comment oses-tu défier l'Ancêtre avec tant de
mots ?

ARIANA

Je l'ai dit, l'Ancêtre n'apparaîtra pas ; Adhor a
accumulé les maladresses et les faiblesses.
Ton corps a dominé ton esprit, Adhor, tu as
défié les lois.

ADHOR

Nous avons trop de lois pour pouvoir avancer.
Nous sommes verrouillés comme un coffre sans
fortune avec le miracle en moins.
Cette tempête est la dernière que vous
connaîtrez de votre vivant.
Votre logique se dilue dans les méandres de la
fuite.
Nous sommes au bout de nous-mêmes,
Au bout du chemin, et à l'autre bout de notre

QUELLE ÉCRITURE POUR QUELLE DÉMOCRATIE ?

histoire.

Ce siècle oppresseur, tyrannique et cruel
N'a pris personne en pitié parmi les humains.
Nous sommes tombés dans un malheur sans fin
Et nous n'avons fini d'être persécutés.
Yis mon Ancêtre, apparais et dis ! ...
(Kamous monte sur un podium, et harangue la foule)

KAMOUS

Peuple ! Toi la seule noblesse, toi la seule force,
J'ai le malheur et la responsabilité de t'avouer
que ceux qui te dirigent dégénèrent par le désir
d'alliance...
Comment peut-on s'allier à des peuples experts
dans l'art de salir la terre et de mener les
guerres ? Ils attaquent de nuit. Le tueur ne voit
pas la victime, et la victime meurt sans voir le
tueur.
Comment voulez-vous qu'ils aient une
conscience ?
Les héros à genoux, face à leurs écrans font la
prière informatique, ils appuient sur les boutons
et Dieu bénisse la technique.
Eux parlent avec les machines, et si nous leur
parlons, nous ne serons que des machines.

ADHOR

Maudite soit ma naissance,
Pour me retrouver à ma maturité,
Entouré de Djinns sans clairvoyance,
Et un Ancêtre qui refuse d'apparaître,
Et je ne sais même pas
Où commence le compromis.
Suis-je réduit à l'impuissance
Par les mêmes forces qui ont fait ma puissance ?
Peuple ! Ta grandeur est révolue.
Par miracle, vous êtes encore des humains
Le trésor est à vos pieds nus,
Vos cœurs garants de vos ventres creux.
Jusqu'où pousserez-vous la limite des limites ?

LA FOULE (en chœur)

Les montagnes ont tenté de le séduire
lui offrant une atmosphère saturée d'or.
Il leur fit voir une constance
aussi élevée que les montagnes.

ADHOR

Vous voulez des preuves avant même d'avoir
accepté la rencontre. Est-ce votre conscience qui
parle ou bien votre peur !
Cette étrangère, son peuple autant que le notre
a été décimé par notre naïveté.
Nous avons accueilli notre propre mort à bras
ouverts.
Et le feu autour duquel on s'unissait s'est éteint
de peur du feu des armes.
Si elle est perdue dans son devenir
Nous, nous sommes perdus dans notre passé.
Et l'Ancêtre qui refuse d'apparaître,
Est-ce qu'elle fuit ?
Est-ce qu'elle ne comprend pas ?
Ou refuse-t-elle de comprendre ?
Un risque pris en commun
Est salutaire parce qu'il est collectif.
Mais le silence n'est jamais collectif.
Un silence unanime n'est que la somme
ordinaire de silences individuels et isolés.
Je hais le silence !
Elle a fait des milliers de kilomètres
Pour venir sur les lieux de sa naissance
Briser le silence.
Et nous, enfermés dans des siècles d'histoire,
nous cultivons le silence depuis notre naissance.
Les peuples sourds aux appels
Meurent de surdité.
Les gros pouvoirs meurent d'indigestion.
Et quand on ne voit pas la misère,
C'est qu'on est aveugle.
Car la lune, même les aveugles la voient.
Astre de ma muraille,

Lumière de mon aveuglement,
Regarde les Djinns qui m'entourent
Et comprends ma douleur.
Reprends le temps en main
Et donne-moi un instant.
Nous devons aider l'étrangère à se répondre.
Nous devons reconstruire le cercle sacré de la
vie.

7. Pius Ngandu Nkashama (Zaire)

“Peut-être ne s'agissait-il que de littérature et de démocratie”

À la suite des textes présentés par les collègues, je me sens tenu à relever la tonalité de mon intervention, afin de correspondre à l'image que nous tentons de représenter ici, avec plus ou moins de bonheur. Mais je dois avouer que ces métamorphoses inattendues se sont opérées malgré moi, et presque contre ma modeste personne.

Lorsque j'avais reçu la belle invitation de mes anciens colonisateurs, car ils l'ont été et ils le sont encore, j'étais partagé entre plusieurs sentiments contradictoires. Dans l'un des reportages passant fréquemment sur la télévision française, *Le cycle du serpent*, les femmes de mon pays réclamaient avec des gestes emphatiques le retour du souverain monarque Baudouin, *roi des Belges et des Congolais*, selon les termes de la Charte coloniale, et de la lointaine mémoire.

Mon premier sentiment avait été celui du désarroi, en dépit de mes efforts pour une plus grande lucidité. Il n'y a guère longtemps, nous avons été invités à Bruxelles pour une rencontre sur le thème, “Écrivains africains, écrivains méconnus” ? L'interrogation était bien insistante, il faut croire. Tout se passait comme si les Belges ne nous connaissaient pas — ou pas encore —, et que nous avions le devoir moral de marquer notre présence, William Sassine et d'autres encore. Je constate avec joie que quelques années plus tard, nous nous retrouvons à Paris, un peu plus au sud, avec la nette impression d'être un peu mieux connus.

Alors je me suis mis à penser que la fois prochaine, nous descendrons plus bas encore. À Casablanca ou à Alger, et nous serons mieux connus, mieux appréciés sans doute. Ensuite, nous passerons à Kismayo pour des opérations plus médiatiques, du genre à la mode depuis quelque temps, *restore hope* oblige. Peut-être qu'à ce moment-là, nous pourrions proposer une rencontre plus intéressante autour du thème *Écrivains belges, écrivains méconnus* ? À chacun sa part de méconnaissance ! Enfin, nous irons à Harare

et à notre tour, nous les recoloniserons avec la même sincérité, et nous aborderons un thème à la mode, "La Belgique, écriture et démocratie".

Mon deuxième sentiment a été celui du dépaysement. Il m'est venu d'un fait qui peut être attesté dans l'histoire nationale, car je croyais avoir appartenu à un pays qui s'est appelé pendant de longues années la République démocratique du Congo. J'avais toujours pensé que cette *démocratie*-là correspondait à quelque chose de concret sur ma carte d'identité. Et voilà qu'à présent, il m'est demandé de parler de la *démocratie*, comme si je venais de la découvrir dans un éclat de lumière.

Dans le vocabulaire de cette période, les termes de *démocratie*, de *parti démocrate*, de *démocrates*, comme on les appelait alors, avaient représenté avec beaucoup de détermination la lutte du parti qui avait porté le nationalisme au pouvoir, Le Mouvement national congolais, autour du personnage héroïque de Patrice-Emery Lumumba. Ce parti était le plus important et il était né à l'époque de toutes les revendications politiques pour la Liberté du peuple, pour l'égalité sociale, pour la justice, dans un pays à peine libéré de la colonisation.

Mais Lumumba avait été tué dans des conditions tellement ignominieuses, comme si en sa personne, le symbole même de la démocratie devait disparaître dans la conscience du Peuple. Les "lumumbistes" eux-mêmes furent poursuivis allègrement par les nouveaux dictateurs, et pendant des années entières, entre 1964 et 1974, la répression qui les a frappés ressemblait à un véritable génocide politique. Pour le grand bonheur d'un Occident magnanime, effrayé par la menace communiste sur le continent Afrique.

Plus tard, d'autres démocrates ont surgi des décombres d'un pays à la dérive. Dans ma langue maternelle le *cilubà*, nous les appelions les *munkalata*, terme qui veut dire les *dribbleurs*. En effet, ils avaient la terrible réputation d'être des menteurs, de recourir à la ruse et même à l'escroquerie sans beaucoup de scrupules. Ils mentaient copieusement, avec une effronterie qui se rencontre rarement dans les meilleures écoles de la politcaïlle gratuite.

Alors, je ne sais plus de quelle démocratie il faut parler ici, celle qui évoque les souvenirs du passé, celle des régimes dictatoriaux qui ont désintégré les structures élémentaires d'un État national et qui ont amené des pays entiers à des faillites économiques et sociales. Ou celles des derniers "dinosaures" qui s'accrochent interminablement à leurs privilèges, au sacrifice de leurs propres peuples et de la désespérance de toute une jeunesse de foi.

Dans l'état actuel de nos pays sinistrés, les problèmes qui se posent à nous sont tellement immenses, que nous ne savons par lesquels commencer avant de parler même de la démocratie. Celle que nous revendiquons, personne ne nous l'a donnée, à la manière des indépendances octroyées précipitamment

par des colonisateurs en pleine panique. Nous l'avons arrachée de haute lutte, par le sang des milliers d'étudiants égorgés, des milliers d'élèves abattus par la soldatesque des tyrans, des milliers de paysans brûlés sur les ruines de leurs villages en cendres.

bokoboma bokolemba

kasi biso tokolongwa

vous nous tuerez vous vous fatiguerez

nous finirons par vous vaincre

Pour me consoler, j'invoque de toutes mes forces un pressentiment tenace. Peut-être ne sommes-nous réunis ici que parce qu'il persiste dans le paysage médiatique l'image forte de Vaclav Havel. Et que nos vénérables hôtes ont peut-être pensé qu'un jour certainement proche, nous verrons dans notre belle Afrique des écrivains enguirlandés occuper les premières places dans les hiérarchies gouvernementales. Slimane Benaïssa, président en Algérie, Tahar Bekri en Tunisie. Nous irons les introniser officiellement au milieu des cérémonies grandioses et des flonflons émouvants. Moussa Konate dirigera le Mali, et Tierno Monenembo s'auto-proclamera "Guide illuminé" de la Guinée post-Sékou Touré. Et moi donc, je me conférerai le droit de transformer mon village natal en une capitale de splendeurs pour tout le pays. Je me construirai une petite basilique près des cases de mes ancêtres. Tout le monde le fait actuellement, en toute impunité. Il subsistera sans doute un petit problème de quelques centimètres sur la coupole. Je serai en mesure de le discuter avec le Saint Père, un copain à moi qui portera sans doute le même prénom, *Pius tertiusdecimus* ou *sextusdecimus*, selon les intempéries. En même temps que nous nous permettrons de conjuguer indéfiniment la démocratie à tous les modes et à tous les infinitifs.

Nous ne pouvons quand même pas oublier que lorsque le grand Sékou Touré pourchassait les enfants à travers les marécages périlleux dans *Les Crapauds brousse*, lorsque le Guide illuminé écrasait nos doigts dans *Le Pacte de sang*, tous ceux qui nous expriment un trop plein de cordialité nous traitaient alors de paranoïaques et d'hystériques à la démence précoce. Notre mémoire de la démocratie n'a pas résisté aux souvenirs incroyablement tristes des nôtres qui ont payé de leur vie dans l'indifférence totale des bien-pensants. Matala Mukadi dans l'ancien Congo belge, Noël Ebony en Côte d'Ivoire, et aujourd'hui encore, William Sassine dans la Guinée des colonels.

Vous voyez donc que l'espoir fait vivre, et que j'ai tout avantage à rendre hommage à mes anciens colonisateurs qui m'ont donné ici l'occasion d'espérer. Nous avons eu nos indépendances, et nous avons dansé à perdre haleine. Des petits caporaux de service ont été poussé à la folie des coups d'État avec une délectation qui frise l'immoralisme idéologique. Ils se sont pris au

sérieux et ils ont sombré dans la mégalomanie. Ils se sont transformés en "Pères de la nation". Les dictatures ont détruit les institutions au profit de leurs comptes en devises. Des milliards de dollars, aux dernières nouvelles, vraisemblablement en dessous de la réalité. Même en pleine déconfiture, le nôtre, coriace dans ses munificences, continue à gratifier les organismes internationaux d'innombrables chèques plantureux, alors même que ses comptes à l'étranger sont menacés d'être bloqués. Bloqués ? Nuance.

Voilà que maintenant ils nous accordent généreusement des petites Conférences nationales souveraines, juste pour nous prémunir contre les débordements des jeunes désœuvrés des mégapoles. Lorsqu'ils sont pris dans des convulsions hystériques, ces vauriens terribles se mettent à incendier les auditoriums, à brûler les palaces des nantis, à mettre le feu aux villas des nantis, des *en haut-d'en-haut*, et à pourchasser nos précieux coopérants dans les *caniveaux*. Quel crime abominable !

Ensuite, sous la houlette pastorale d'un Patriarche épiscopal, ils nous flanquent un Haut Conseil de la République qui ne ressemble à rien d'autre qu'à lui-même, puisqu'il n'y a ni république à conseiller, ni le haut de quoi que ce soit. Quant aux Conseils, ils sont toujours trop haut placés, et j'imagine que dans ces conditions, les problèmes à affronter nous dépassent un tout petit peu, pendant que leurs Éminences s'achètent des châteaux en Espagne, en Suisse, en Italie, et bientôt peut-être, au Sri Lanka.

Et notre monde contemporain ? Que peut-il encore lui arriver de fâcheux, qui le prenne aux tripes jusqu'aux commotions ultimes ? L'événement, actuellement, possède une spécificité en soi, la précarité. Trois, quatre jours ensuite, il tombe dans l'absurde du feuilleton quotidien. Des batailles médiatiques traversées de rayons lasers. Elles n'intéressent qu'au jour de leur déclenchement comme pour Bagdad sous les bombes, ou Mogadiscio en plein débarquement des *marines*. À l'inauguration, les spécialistes se bousculent, pérorent avec des voix qui frémissent, prédisent les scènes héroïques. Ils expliquent cartes à l'appui, comment ils allaient mener cette petite guerre électronique et scientifiquement chirurgicale. Cependant, lorsque les choses durent plus longtemps que prévu, ils s'enferment dans les tanières d'un silence opaque.

L'écriture dans nos pays se réalise dans le sang. Les étudiants égorgés au campus de Lubumbashi, les chrétiens massacrés dans des marches de révolte, les réfugiés kasaiens assassinés dans des camps de fortune au Katanga, les victimes entassées dans des fosses communes du côté de Bukavu. Le despote avait déclaré péremptoirement qu'il ne s'en irait que "sur un million de cadavres". Il avait encore dit avec une impertinence de sanguinaire : "ils veulent ma tête, je la vendrai très cher". Il la vend au prix de tous ceux qu'il fait assassiner allègrement par ses brigades de la mort, par la Division spéciale de la présidence, avec le concours de ses anciens maîtres.

Puisque nous refusons de payer les dettes contractées dans des conditions peu recommandables, puisque nous rejetons avec force des contrats signés sur notre misère, des lettres d'intention qui engagent dangereusement l'avenir des générations entières, voilà qu'ils nous maintiennent dans une souffrance qui n'a pas de nom.

Alors, je ne sais pas si cela intéresse quelqu'un de savoir pourquoi les enfants meurent dans nos pays aujourd'hui, pour des maladies endémiques qui avaient déjà été rayées de la carte, puisque tous les hôpitaux ont été pillés par la soldatesque du tyran. Je ne sais pas si cela intéresse quelqu'un de savoir que les missiles envoyés à l'unita avaient été subtilisés à Kamina par notre Guide bien-aimé, escroc de son état, et que maintenant, il s'apprête à les lancer contre son propre peuple, parce qu'il ne veut abandonner le pouvoir sous aucun prétexte. Je ne sais pas ce qu'il faut en dire, et s'il s'agit encore d'*écriture* et *démocratie*.

La Liberté, nous l'avons affrontée au milieu des éclairs et des tempêtes dévastatrices. Ne nous dites pas, allez dans vos pays, devenez des martyrs, et ensuite, nous vous écrirons des beaux poèmes pour célébrer *l'écriture*. Je pense avec rancœur à cette histoire effroyable, l'insolence d'un éditeur qui avait pensé nous faire écrire des articles sur un grand Poète de la *Négritude* en octobre dernier. Jusqu'à ce jour, cette revue n'est pas encore sortie, parce que le Poète concerné n'est pas encore passé de l'autre côté de la vie, ainsi qu'ils l'avaient espéré.

"Écriture et démocratie", trop de problèmes et pas assez d'amertume à la fois, alors que pour moi, la question la plus urgente n'est pas celle-là. Écrivain africain, je suis par nature un objet antidémocratique. Dans ma communauté d'origine, Luabantu Kamanda Kabeela ka Bitupa, mon grand-père, était la sagesse et la philosophie. Il avait dirigé son village sur des bases démocratiques, selon les principes à nous léguer, depuis que nos aïeux avaient quitté les anciens royaumes autour du lac Sanga et des terres lointaines du sud. À cet instant précis, s'il survenait dans cette salle pour vous parler de la démocratie, je me demande combien d'entre vous auraient le courage de l'écouter jusqu'au bout. Et pourtant, c'est à lui qu'appartient la légitimité, et pas à moi.

Je suis le produit de l'école coloniale, celle prolongée par les prétentions oiseuses des faiseurs de dictatures. Je possède des diplômes colorés. Je cause dans un baratin irréfutable, et je me crois autorisé à parler de la démocratie avec l'impudence d'un usurpateur téméraire. Et pourtant, à partir de cette limite de l'extrême, tout dans ma tête devient du vertige. Tout dans ma tête devient du néant. Tout dans ma tête tourne dans un étourdissement permanent. La part du feu qui n'est pas seulement de la passion qui dévore, qui consume jusqu'à la négation de soi-même.

La démocratie dont ils nous parlent avec tant de morgue, je la veux tellement, mais qu'en ferai-je une fois acquise ? Dans mon pays, les dévaluations et les inflations se chiffrent à trois mille par an. Les écarts entre les salaires se mesurent à des distances qui équivalent les années-lumière. Les cours des devises s'effondrent à chaque instant comme des avalanches dans les montagnes. Les écoles et les universités ouvrent quelques semaines dans l'année, et ferment avec autant d'empressement coupable. Le temps pour la soldatesque de monter des plans stratégiques et de disperser les gosses à coups de matraques. Pour le moment, mes frères et mes sœurs ne possèdent pas de quoi manger. Je ne sais pas où vivre. Je n'ai pas de village. Je n'ai pas de pays. Je n'ai rien du tout en propre, puisque les bailleurs de fonds, les banques mondiales et les prêteurs d'investissements m'ont tout confisqué.

Au cœur de la tourmente, nous en sommes là, les yeux hagards. Frustrés de nos slogans les plus mobilisateurs, nous ne pouvons même plus crier *Free Nelson Mandela*, puisqu'ils ont eu le génie de le libérer sans nous laisser le temps de souffler. Nous avons perdu le monopole de la parole parce que les idéologies s'effondrent, alors que nous avons été éduqués pour lancer des hurlements de guerre et déclamer des beaux poèmes qui font frissonner les muscles, "jusqu'à ébranler les racines de la terre", nous prédisait Aimé Césaire. Même le "mur de la honte" est tombé, sans que personne ne puisse encore s'en souvenir, alors que nous avons tous chanté que ce jour était tellement beau qu'il ne devait plus jamais finir.

L'Empire des ombres vivantes, car nous avons guerroyé contre les ombres, contre l'invisible. Et nous en sommes là pour témoigner non pour proposer des programmes qui ne mènent sur aucune piste viable. Nous ne nous extasions plus dans le ravissement des pro-nations, des ex-nations, des trans-ethnies qui se dévorent, des tribus qui s'exterminent, alors même que nous ne savons même pas à quel contexte géographique ou historique nous appartenons réellement.

Dans de telles conditions, me demander de parler d'*écriture* et de *démocratie*, c'est peut-être me dire, "enfonce-toi encore davantage dans ton angoisse. Fais-toi crever proprement, et peut-être à ce moment-là, on te fera un bon petit cercueil en zinc. Et au Centre Wallonie-Bruxelles, nous te ferons des funérailles nationales". Je serai tellement content de pouvoir fêter mon propre deuil avec vous, et de vous dire cordialement combien j'apprécie de mourir pour l'écriture et la démocratie.

*bamfumu aba bikala badila bangomba
nunku mbadila mutoka nzongola nkasu muina kabangu
mutoka nzongola nkasu muina kalombu*

8. Jean-Luc Raharimanana (Madagascar)

La démocratie ? Une notion qui a perdu toute sa signification pour moi qui ai vécu toute mon enfance et passé la plupart de ma vie dans un régime totalitaire, régime totalitaire qui s'arrogeait déjà le titre de République démocratique. Je n'ai pas ce désir de vivre à tout prix dans cette fameuse démocratie si appréciée depuis la Grèce antique. Ce qui est important pour moi, c'est de sortir d'un régime totalitaire. C'est de sortir de la misère où l'on se trouve à Madagascar. Et, pour moi, si cet espoir s'appelle communisme, je vais l'appeler communisme, si cet espoir s'appelle impérialisme, je vais l'appeler impérialisme. Ce mot n'est plus qu'une suite de lettres insignifiantes qui surnage dans les pleurs de mes concitoyens, dans leurs colères. Vous me demandez : quelle écriture pour quelle démocratie ? C'est me pousser devant une page vide, qui va même m'engloutir, une page de néant.

Ainsi, pendant ces périodes de dictatures, les "poètes" et les "écrivains" faisaient bonne figure en écrivant pour la révolution. Il était bon de citer Kim Il Sun. Il était bon de citer Lénine. Il était bon aussi de citer Fidel Castro ; mais surtout c'était la consécration dans les journaux et quotidiens si vous leur dédiez quelques rimes, quelques vers, quelques poèmes. Mais si vous allez dire, par exemple, "Castro est castré", là le castré ne serait pas celui que vous avez cité mais vous-même. En plus d'être castré, vous serez sûrement rasé au bon endroit comme un "collabo impérialiste" correct.

Et j'ai écrit. J'ai écrit et grandi dans un sentiment de honte. C'est que je ne suivais pas la mission hautement importante que l'on assignait aux écrivains, à savoir défendre la révolution. J'écrivais ce que je voyais dans la rue. J'écrivais que les gens crevaient de faim. Je barbouillais mes brouillons d'images horribles et de nausées. Ce que j'écris est violence. C'est haché. Haché comme les cadavres dévorés par les chiens. Haché comme les pas des soldats qui traversent les nuits et qui refoulent nos manifestations de lycéens, d'étudiants. Je ne me sens pas vieux. Non, pas du tout, mais je suis étonné du regard de l'Occident qui occulte tout. Je suis très étonné car on dit que la civilisation occidentale est très vieille et très mûre. Or, je ne vois pas cette maturité-là. En revanche, je comprends très bien pourquoi les Malgaches ont fait la grève pendant six mois sans toucher de salaire. Et là, je sais qu'ils ont la maturité politique. Je sais qu'ils ont la démocratie au fond d'eux-mêmes. La question n'est pas quelle démocratie va-t-on se donner ? C'est une démocratie qui se construit au fur et à mesure de nos luttes, c'est un cheminement inéluctable et irréversible. Ce n'est pas une idéologie toute faite et que l'on va appliquer. Elle naîtra au bout de nos misères, au bout de nos efforts, au bout de notre histoire tant douloureuse.

Ce que je veux dire, c'est que je ne veux pas donner une écriture pour telle ou telle démocratie parce que ça me rappelle trop ce qu'on a demandé aux écrivains pendant le régime totalitaire d'avant. Je ne veux pas aussi me mettre au service d'une doctrine parce que ça n'engendre pas une création perpétuelle, cela fige l'âme dans des carcans de fausses valeurs et de fausses cultures. Le but n'est pas d'imposer une démocratie, mais de sortir de la misère, d'affirmer une identité, d'assurer un épanouissement total de l'humain. La démocratie c'est donner à chacun une chance de s'épanouir, tant au niveau intellectuel que social ou économique, notion que l'on retrouve nullement au niveau international. Les pays pauvres vivent sous la loi des pays riches. Et à partir de ce moment-là, il ne peut y avoir de démocratie. Excusez-moi, je ne peux offrir une écriture pour une démocratie ou un nouvel ordre mondial qui oblige les gens à crever de faim et subir l'humiliation des aides humanitaires.

9. Boris Boubacar Diop (Sénégal)

Le Temps des aveux

Il est particulièrement tentant d'envisager dans le contexte africain actuel, une corrélation naturelle entre "écriture" et "démocratie" à partir de l'idée suivante : les bouleversements politiques et sociaux en cours sur le continent sont si porteurs d'espérance qu'ils devraient se traduire chez les romanciers et les poètes par un surcroît d'optimisme. En somme, nous serions enfin arrivés sur la Terre Promise et il ne resterait plus qu'à y entonner des hymnes à la liberté reconquise. L'hypothèse ne manque pas de séduction mais son excessive spontanéité justifie une certaine méfiance. Dans la mesure où il est, ainsi qu'on le présentait au XIXe siècle, "un homme qui pense à autre chose", l'artiste préfère de loin la tension du rêve au relâchement qu'implique sa réalisation supposée. C'est pourquoi lorsque la Cité nouvelle émerge à la longue des ténèbres, elle ne ressemble jamais tout à fait à l'idée que s'en faisait le poète. En vérité, il arrive souvent que le trop généreux architecte de l'imaginaire décide, par dépit, de s'emmurer dans un silence définitif.

Il en est peut-être ainsi de l'actuel "printemps" démocratique africain. Pour les écrivains que nous sommes, une des images les plus saisissantes de cette fin de siècle est sans doute celle, digne de quelque roman de Sony Labou Tansi ou de Gabriel García Marquez, du tyran assiégé dans son palais par des foules ivres de colère. Nous avons tous observé avec satisfaction le désarroi de tant de Pères-de-la-Nation pris au piège de ce qui fut le symbole arrogant de leur pouvoir. Il était si réjouissant de voir la peur soudain changer de camp et le dictateur — une fois n'est pas coutume — faire de la résistance... Il s'ajoute à

ce sentiment, assez fruste, j'en conviens, qu'en dépit de leurs limites et de leurs ambiguïtés les conférences nationales ont, dans l'ensemble, été un moindre mal. Si le Mali n'y a eu droit qu'après un bain de sang, elle lui a permis par la suite d'organiser des élections libres et démocratiques. On peut également tenir pour certain que, sans sa conférence nationale, le Bénin n'aurait pas connu l'alternance avant longtemps. Il est compréhensible, qu'ici et là, de fortes pesanteurs fassent obstacle au fonctionnement voire à la simple mise en place des institutions démocratiques. Le fait est que dans beaucoup de pays africains la situation s'est nettement améliorée dans la mesure où les gouvernants doivent désormais compter avec une opinion publique de plus en plus exigeante.

Certes, on a des raisons de juger suspectes ou franchement irritantes toutes ces marques de dévotion ostentatoire dont les droits de l'homme sont devenus l'objet du jour au lendemain. De la part des intellectuels et des artistes, cela peut encore se concevoir car nombre d'entre eux se sont toujours dressés, souvent au péril de leur vie, contre l'oppression. La sincérité de certains hommes politiques, naguère complices actifs ou silencieux des dictatures, est moins assurée. Mais il y a bien plus grave. Malgré l'importance des conquêtes réalisées depuis trois ou quatre ans, il faut, en Afrique aussi, se garder de chanter victoire hors de saison. La rapidité même des mutations montre qu'elles ont quelque chose d'artificiel. Comme le rappelle le philosophe zaïrois Kā Mana : tout s'est parfois décidé au cours d'âpres tractations entre l'autocrate arrivé en fin de carrière et l'ancien colonisateur. Cela laisse évidemment perplexe. En outre, chacun peut constater que l'avènement du multipartisme a exacerbé partout les tensions sociales. On est passé d'une stabilité sans alternance à une situation où la possibilité de l'alternance comporte aussi, malheureusement, des risques de déliquescence totale de l'État, comme au Liberia ou en Somalie. La liste serait longue des pays africains où la brutale libération d'énergies antagonistes a donné lieu à une violence dévastatrice. Dans de nombreux cas de vieux contentieux ethniques ont été ravivés. Le Sénégal est partout présenté comme un modèle. C'est d'ailleurs pour cette raison que ce pays, le mien, est un des plus aimés par... ceux qui n'y vivent pas. Pourtant, comme vous le savez, une véritable rébellion fait rage dans la région de Casamance depuis 1982. Sur un plan plus général, les élections du 21 février prochain donnent déjà lieu aux supputations les plus apocalyptiques.

Tout cela montre à quel point nos démocraties sont fragiles ainsi que vient de le rappeler Slimane Benaïssa. De si terribles incertitudes n'ont pu qu'accroître l'angoisse des intellectuels. J'ai entendu des amis historiens ayant pourtant peu de goût pour les solutions autoritaires rêver tout haut de despotisme éclairé. Quoi que l'on pense de cette curieuse suggestion, on conviendra qu'elle donne toute la mesure de la méfiance naissante à l'égard

d'un pluralisme politique jusqu'ici perçu en Afrique comme une panacée. En fait, nous sommes en train de découvrir avec Woody Allen que si la tyrannie signifie "ferme ta gueule !", la démocratie, elle, dit sur le ton narquois que l'on devine : "cause toujours..."

En effet, nulle part des changements fondamentaux n'ont été constatés. Les ressentiments sont restés en l'état. Les présidents qui ont su se montrer raisonnables ont droit, pour panser les blessures d'amour-propre, à une retraite dorée et à la prescription de tous leurs crimes. Quelques uns de leurs collaborateurs les plus visibles ont dû passer à la trappe mais, pour l'essentiel, le pouvoir, exercé par des hommes nouveaux à peine différents des anciens, est resté au service des mêmes intérêts. Est-ce trop demander que d'attendre d'une fracture aussi décisive que le passage de la dictature à la démocratie qu'elle s'accompagne d'un réel changement de société ? Il est presque offensant de penser que tant de sacrifices n'ont abouti dans la plupart des cas qu'à de simples reclassements politiques. De tel ancien chef d'État on dit que son règne a coûté la vie à 40.000 personnes. Il a été ensuite gentiment demandé aux morts d'enterrer les morts, une conférence nationale a eu lieu et apparemment plus personne ne se souvient de rien. L'effort d'amnésie qu'on requiert des Africains n'a jamais été accepté par aucun peuple. Il s'agit d'ailleurs moins ici d'en appeler à de sanglants règlements de comptes que de s'assurer que toutes les racines du mal ont été définitivement extirpées. L'Europe le sait pour avoir souffert du nazisme : les mêmes causes peuvent toujours produire les mêmes... méfaits.

Dans cette situation typique qu'est celle où chaque esquisse de solution dégénère très rapidement en problème quasi insoluble, le rôle de l'écrivain est capital. En une époque de confusion, en une époque où les choses ne sont jamais réellement ce qu'elles sont censées être, le "clair regard" des artistes peut être d'un recours précieux. Car il s'agit, à présent, de réinventer l'espoir.

Pour les écrivains africains de la période coloniale et des années du parti unique, la ligne de partage entre le Bien et le Mal était très nette. Ne doutant jamais d'une cause qui leur faisait pourtant courir de graves périls, ils pouvaient s'épanouir pleinement dans le feu de la bataille. Brimés par des régimes brutaux et stupides, leurs souffrances mêmes leur donnaient droit à l'aurole des martyrs. Heureux temps où il était possible de se sentir un Juste... Il leur manquait certes la chance de ces artistes soviétiques des glaciales années-Brejnev dont parle le cinéaste Pavel Longine : contraints à un optimisme béat par la doctrine officielle, ils étaient, nous dit-il avec humour, seulement torturés par la nécessité de choisir entre le "Bien" et le "Mieux".

Une tâche beaucoup moins commode sollicite la générosité des auteurs de la nouvelle génération. Tout en continuant, sur les traces des aînés, à prendre parti des plus faibles, ils doivent aussi oser dire quelle est la part

de responsabilité des Africains dans leurs malheurs historiques ; il leur appartient en somme d'inciter la société africaine à passer aux aveux, étant entendu que l'absurde dogme de notre innocence congénitale n'impressionne plus personne. S'en prendre publiquement à nos impostures et à nos silences exige un grand courage car il n'y aura peut-être au bout de ce chemin qu'une tragique solitude, seulement troublée parfois par les quolibets et les cris de haine. Il n'importe ; nous ne pouvons continuer, sous peine de disparition pure et simple, à faire preuve de tant de délicatesse pour nous-mêmes.

S'il est un continent qui mérite une certaine ardeur iconoclaste c'est bien le nôtre où l'incroyable est toujours vrai pour ne pas dire d'une désolante banalité. En Afrique, la réalité fait une terrible concurrence à la fiction et pour atteindre au parfait délire il suffit à l'écrivain de s'en tenir au réalisme le plus strict. Veut-on des exemples ? Le Kenyan Ngugi Wa Thiong'o raconte l'anecdote que voici dans l'avant-propos de son dernier livre "Matigari" : les forces de police du dictateur Arap Moi ont consacré tout le mois de janvier 1987 à rechercher un dangereux agitateur du nom de Matigari avant de s'apercevoir que le terroriste n'était que le personnage principal d'un roman, celui de Ngugi précisément. L'image du tyran presque embastillé dans son propre palais a son hallucinant revers, c'est le spectacle de centaines de milliers de Togolais fuyant Lomé dans la hâte, las de ne pouvoir venir à bout de Eyadéma et comme désireux de lui faire sentir physiquement qu'il a toujours été un homme seul et qu'il a toujours gouverné sans tenir compte de leur avis. L'écrivain a assurément toutes sortes de questions embarrassantes à poser. Il faut bien que l'on sache pourquoi des nations fières ont donné partout naissance à des États-mendiants ; pourquoi lorsque, ce qu'on appelle étrangement le "militaro-humanitaire" déploie ses fastes en Somalie, l'intellectuel africain en vient à éprouver, la mort dans l'âme, un sentiment de soulagement. Je le dis tout net : s'il ne reste qu'à choisir entre Bernard Kouchner et un chef de guerre somalien, ma préférence va à Bernard Kouchner parce que, les enfants somaliens ont le droit de vivre et parce que dans certaines circonstances d'extrême dénuement, il est dérisoire de délibérer indéfiniment du vrai et du faux. Mais la question essentielle est de savoir à partir de quel moment précis l'intellectuel africain s'est trouvé dans cette situation où, s'il ose être lucide, chacune de ses réponses apparaît comme un pis-aller et ne lui vaut que des frustrations.

Est-ce cela la défaite ? Il y a un peu plus de trente ans, Cheikh Hamidou Kane se demandait comment l'Occident "a pu vaincre sans avoir raison". On a envie de répondre cyniquement : en se donnant les moyens, souvent avec la complexité de nos dirigeants, d'être les plus forts. Au fond, le cas de figure est historiquement intéressant : c'est à l'heure où tout est perdu, y compris parfois l'honneur, que l'Afrique s'aperçoit à quel point la compéti-

tion était féroce. La "guerre" avait lieu mais l'Afrique ne le savait même pas... Chacun voit bien maintenant que les trois décennies de récréation — sous forme d'indépendance — le silence sur les violations des droits de l'homme et même la générosité tiers-mondiste pourtant si admirable à bien des égards ne visaient pas notre développement. Il s'agissait, pour reprendre la savoureuse expression de Frankétienne, de savantes manœuvres "d'enveloppement". À présent, la récréation est finie. La recolonisation en cours se fait d'une manière presque paresseuse et pour ainsi dire distraite, ce qui la rend encore plus humiliante sans toutefois rien changer au fond du problème qui est que les rapports entre nations reposent sur la force.

L'arrogance occidentale est insupportable mais il ne sert à rien de se lamenter tout en restant à terre. Axelle Kabou (*Et si l'Afrique refusait le développement ?*), le pasteur Kâ Mana (*L'Afrique va-t-elle mourir ?*), et Daniel-Ettounga Mangele (*L'Afrique a-t-elle besoin d'un ajustement culturel ?*) ont commencé à soulever les interrogations essentielles. Personne ne fera à notre place le compte exact de nos erreurs, personne ne nous "prêtera" l'énergie indispensable à la reprise de l'initiative historique. Les auteurs de fiction ont la particularité de ne jamais savoir à l'avance ce qu'ils vont écrire. Sans doute vont-ils s'attacher à montrer comment des mythes respectables sont devenus pure mystification et surtout avec quelle criminelle malice des politiciens s'en sont servis pour donner l'alibi de la spiritualité à leur pouvoir dictatorial.

V. "Démocratie et après ?"

Animateur : Henri Lopes

Rapporteur : Lise Bissonette

1. Situation du débat par Henri Lopes

Le Père Noël n'appartient pas à la tradition africaine. Pourtant, ma famille m'habitua à l'attendre les nuits chaudes de nos mois de décembre. En 1949, quand j'arrivai pour la première fois en France, il y avait belle lurette que je ne croyais plus au bonhomme à barbe blanche et habit rouge. Pourtant, je me souviens d'avoir passé les journées des 21 et 22 décembre le nez collé à la vitre de la fenêtre du lycée de province où j'étais pensionnaire, attendant encore la réalisation d'un autre enchantement. C'est que mes maîtres et maîtresses de Brazzaville m'avaient appris qu'à cette date arrive l'hiver et, avec lui, la neige.

Plus de quarante ans ont passé, les jeunes font plus tôt l'amour qu'alors, sont plus vite blasés que nous l'étions, et les adultes ne croient plus ni aux idéologies ni aux lendemains qui chantent. Mais voici qu'autour de moi, jeunes aussi bien que vieux semblent fascinés par l'arrivés d'un nouveau millénaire et échafaudent autour de cette date des croyances et des craintes tues ou avouées. Tout se prépare comme si le 31 décembre 1999, un réveil-matin ou des cloches sonneront à minuit et que le lendemain, la vie aura changé. Le 1er janvier 2000 sera, si je suis bien informé, un samedi. Sans doute faudra-t-il attendre le lundi 3 pour que chacun se rende compte que le monde est demeuré le même, que nos soucis privés et les problèmes sociaux et politiques sont restés tels qu'avant le réveillon, que les sentences de Socrate, de la Bible, du Coran ou du Talmud, les maximes de Chamfort ou bien les proverbes bantous et les Upanisads, sont toujours remplis de sagesse et de fort utiles pour comprendre la vie du temps du TGV et du Sida. Nous aurons encore recours à ces trésors patinés pour nos enfants et ces derniers, à leur tour, pour le petits enfants.

Plus tard, des historiens, des sociologues, des philosophes, développeront des théories et des thèses affirmant qu'en réalité le XXI^e siècle avait déjà commencé avec le premier Spoutnik, ou avec Concorde et les ordinateurs, avec la chute du mur de Berlin ou l'accord entre les Palestiniens et les Israéliens. D'autres, tout aussi brillants et convaincants, assureront qu'en fait le troisième millénaire n'a vraiment débuté que dans les années 2000 avec des événements qu'il n'est évidemment pas possible d'imaginer aujourd'hui.

C'est que, même si nous les percevons instinctivement, à la manière de ces animaux qui sentent venir les changements de saison, de lune ou les prémices d'un tremblement de terre, la plupart des bonds qualitatifs ne sont pas repérables à l'œil nu ; ni le passage de l'enfance à l'adolescence, ni le jour d'apparition des premières rides, ni le jour de la fin d'un chagrin ou d'un amour. Seules la naissance et la mort font exception, encore que théologiens, juristes et médecins n'ont pas réussi non plus à s'accorder sur ce point.

Ainsi de la démocratie. On a beau la définir, lui trouver des symboles, nul borne n'indique avec certitude le début de ses terres. Quand on croit y avoir abordé, on découvre devant soi l'immensité d'un continent qui reste à défricher. Et il faut dans cette entreprise plus de temps et de patience qu'il n'en faut à conquérir la sagesse.

L'Afrique est bien payée pour savoir aujourd'hui que, comme l'hiver, le printemps, la saison des pluies et la saison sèche, aucun calendrier ni aucun réveil matin n'annonce l'arrivée de la démocratie réelle. Ce ne sont en tout cas pas les conférences nationales, ni les élections législatives ou présidentielles qui en indiquent le départ.

La démocratie, qu'il faudrait peut-être définir, comme l'art de concevoir et gérer un dialogue perpétuel entre les différentes composantes de la société, n'est jamais acquise. Elle se crée, s'élabore lentement et ne cesse de se transformer, toujours prête, comme le vif argent, à vous glisser des mains.

Les bastilles détruites, tout reste à construire, car la fête terminée, les lendemain ne chantent pas. Les partis uniques disparus, les dirigeants (et les militants !) des partis multiples continuent d'afficher des comportements de despotes et de sbires.

C'est ce que nous ont affirmé les participants de la table ronde. Et ce mot de l'écrivain malien Moussa Konaté pourrait bien être celui de la conclusion à moins qu'il ne soit celui du début, justement celui du XXI^e siècle en Afrique.

Mais je me suis rendu compte que (mon peuple) c'est un peuple qui est aussi capable du pire et qu'il est très loin peuple que je prétendais défendre contre le colonialisme, contre le régime militaire...

2. Éric Clémens (Communauté française de Belgique)

Chora, gorge, agora. — De l'écriture à la démocratie.

Ces vacillations du sens, cette imperfection assumée, ce malaise accepté, cette indétermination de principe qu'on peut attribuer au travail de poésie, en politique s'appelle démocratie (en face : la dévotion leurrée aux futurologies thérapeutiques, l'assurance totalitaire, l'atavisme des déterminations raciales, la lumineuse clarté de l'utopie). Dans les difficultés de la poésie (dans sa résistance à la détermination a priori du Sens et dans la cruauté des ses pointages du Mal) devraient pouvoir s'énoncer allégoriquement quelques motifs du choix démocratique : plutôt les hésitations, les aveuglements, le malaise désillusionné de la démocratie que la sanglante illusion des grands projets radieux tels qu'autour de nous ils s'apprêtent inéluctablement à se reconstituer.

Christian Prigent.

Comment ne pas nous gargariser d'évidences baveuses ? Quoi de plus creux qu'une rencontre sur le thème de la démocratie et de l'écriture, au point que l'envie me prend de ne dénoncer que leurs illusions et leurs prétentions ? Mais les réflexes de ce qu'il faut bien appeler la "gauche Pavlov", le règne des clichés qui se baladent de la révolution ou du tiers-mondisme à la gestion ou à l'eurocentrisme, conditionnent autant les mal- que les bien-pensants. Et Salman Rushdie nous force, c'est bien le moins que nous puissions lui donner, à un peu de tenue, à commencer par traverser nos humeurs...

L'histoire nous offre plusieurs formes de démocratie et d'insatisfactions face à elle : pourtant, à travers tout, si nous ne nous laissons pas aller au verbalisme, comment ne pas discerner qu'un même enjeu se joue sous ce mot ? Depuis l'écriture, telle est l'hypothèse, ne pouvons-nous dégager à nouveau l'enjeu de la démocratie ? Ce qui pose d'emblée une flopée de questions.

Premièrement, quel est le rapport entre politique et démocratie ? La première s'accomplit-elle nécessairement dans la seconde ? Et quel est leur rapport à l'histoire ? Disposons-nous d'une ou de plusieurs significances — des significations ouvertes aux indéterminations et à l'hors-sens — de ces phénomènes, et sont-ils tels ?

Deuxièmement, de quelle écriture s'agit-il ? De l'écriture au sens courant, qui exclut les peuples dits sans écriture, de tradition orale, voire non-occidentale, mais peut-être aussi de présent ou d'avenir iconique, en tout cas médiatique, et/ou d'une signification élargie de l'écriture, telle que Jacques Derrida l'a proposée et même imposée ? Et quelle est cette signification élargie ? À quel phénomène ouvre-t-elle sans pouvoir jamais le recouvrir ?

L'activité littéraire, voire artistique (et pourquoi pas scientifique ?), en tant qu'écriture, si elle participe de cette signifiante élargie, y tient-elle une place à part ? critique, radicale, créatrice ou symptomale ?

Troisièmement, politique, démocratie, histoire, écriture — à supposer que nous disposions de ces termes, mais sûrement pas en tant que simples instruments —, se nouent-elles entre elles ? Pour former quoi ? Pour qui ? Où et quand ?

Par quelque bout qu'on les prenne, ces questions restent devant nous. Nous sommes bien incapables de les résoudre a priori, mais déjà cette incapacité peut constituer une mise à découvert de leur disposition. Je vais donc tenter de les rencontrer, à la poursuite d'une recherche à la fois entamée et inachevée

1. Vers le passé

Comment la Grèce antique, en particulier Athènes, a-t-elle noué écriture et démocratie ?

Les lois étaient écrites, bien avant et bien ailleurs, et en elles-mêmes elles ne suscitaient aucune nécessité démocratique : elles pouvaient aussi bien servir au pharaon et à ses scribes fonctionnaires et contrôleurs. Cependant, leur inscription ouvrait la possibilité d'un accès — d'abord interdit au plus grand nombre — et surtout la possibilité d'une désacralisation et d'une révision. Mais comment ce passage a-t-il eu lieu ?

Homère a écrit et les enfants de citoyens grecs apprenaient son texte par cœur : l'éducation grecque sera passée par l'écriture et la lecture au cœur même de l'oralité subvertie — et affrontée du même coup à l'absence et à la mort, à la finitude.

La religion grecque se sera transformée de religion des forces obscures des dieux de la Terre, maternelle et mortelle, en religion du Logos éclatant des dieux de la Lumière, du vivant séparé du mortel (Walter Otto). Dans le même temps, la parole de l'oracle, qui n'était pas réservée aux seuls Grecs, du fait même de son obscurité, exigeait des interprétations contradictoires (Max Loreau) : la religion grecque sera passée par le conflit, la divergence et la séparation, l'épreuve des différences.

Les mythes déjà réécrits par les poètes appelaient de plus une réflexion critique (Jean-Pierre Vernant) qui culminera dans la tragédie, dans la mise en dialogues de la division, de la crise et de la décision : la littérature grecque sera passée par la temporisation, l'écart et l'altération.

L'avènement du Logos, depuis l'exigence géométrique d'un espace partageable — elle-même constituée dans son objectivité historique, sa répétition et son altérité : son itérabilité, par l'incorporabilité linguistique de l'écriture (Edmund Husserl introduit par Derrida) — entraînait l'exigence d'une

égalité proportionnelle et abstraite (Vernant encore) : la politique grecque sera passée par la distance, la disposition, l'espacement.

Voilà quelques éléments à coup sûr déterminants, où se laissent entendre les harmoniques de la *différance*.

Ils culminent dans l'avènement démocratique de la polis athénienne (ou mégarienne aussi), de la cité grecque organisée autour de l'*agora*, et l'événement en elle de la démocratie, en tant que mi-lieu de la libre égalité de paroles publiques : à la fois au milieu et entre, lieu vide de pouvoir qui détient et con-tient le temps des divisions. Le libre jeu des discours opposés, dans la tension entre la rivalité des désirs et le besoin de communauté, inscrit le temps démocratique dans l'espace politique. La démocratie se marque ainsi de l'ouverture de l'historicité en tant qu'inscription-institution du conflit symbolique dans l'espace partageable du politique. La démocratie apparaît de l'écriture — la violence dans sa "scription" politique "originale" — des langues et des langages.

Il est frappant de pouvoir lire dans le texte de Platon, dont la structure dialogique correspond en profondeur à l'espace dialogique de la *polis* athénienne, en dépit de sa méfiance, si ce n'est de sa répulsion, pour la démocratie, ce temps des divisions indéterminées. Contre les Sophistes, dès le *Protagoras*, il conteste par la bouche de Socrate que l'*aretè*, le mérite, et "l'art d'administrer les cités" comme celui d'être de "bons citoyens" puissent s'enseigner. Si les Athéniens, explique-t-il, réunis en Assemblée, veulent un conseil en architecture, ils font appel à un architecte ; et si un non-professionnel se mêle de donner des conseils, il est tourné en dérision et chassé ; mais "quand il y a besoin de délibérer sur les affaires qui intéressent l'administration de la cité", n'importe qui donne des conseils et personne ne lui en fait reproche : "C'est que, manifestement, on n'estime pas que cela s'enseigne" (320d). Délibérer est ainsi donné comme l'essentiel indéterminé du politique : accessible à tous également sans avoir été enseigné parce que la citoyenneté ne relève pas d'un savoir spécialisé (pour Socrate elle demanderait plutôt le savoir du non-savoir, c'est-à-dire de la limite du savoir et de son rapport à la mort). Le sens politique apparaît ainsi une fois de plus pareil au sens du langage, sinon sa pure et simple extension. Ce qui ne signifie pas qu'il soit identiquement répandu. Car si le mérite ne s'enseigne pas, il ne se rencontre qu'au hasard. Et Socrate donne l'exemple de deux jeunes gens qui, sans maîtres, "pareils à un bétail sacré, (ils) paissent de droite et de gauche à leur fantaisie, en cas que d'aventure, spontanément, ils rencontrent quelque part le mérite" (320a).

Bien entendu, il faut ajouter que cette reconnaissance de l'égalité démocratique reste étroitement conditionnée chez Platon, comme sans doute chez les Grecs ou même les Athéniens. D'une part, en effet, la démocratie y est

toujours aristocratique : "c'est en réalité le gouvernement de l'élite (*aristokratia*) avec l'approbation de la foule (*met'eudoxias plêthous*)", rapporte Socrate dans le *Ménexène* (238d). D'autre part, l'égalité se fonde dans l'autochtonie : "Nous et les nôtres, tous frères nés d'une même mère, nous ne nous croyons pas les esclaves ni les maîtres les uns des autres, mais l'égalité d'origine, établie par la nature [sc. l'égalité de naissance], nous oblige à rechercher l'égalité politique établie par la loi, et à ne céder le pas les uns aux autres qu'au nom d'un seul droit, la réputation de mérite et de sagesse." (239a). Ces restrictions ont été révélées dans leur complexité par les nombreux travaux de Nicole Loraux.

Du reste, on le sait, Platon n'est pas partisan de la démocratie, qu'il critique explicitement dans *La République*. En des termes que n'aurait pas renié Nietzsche, Platon n'y voit d'abord que l'avènement anarchique du ressentiment plébéien : "La démocratie commence donc d'exister, je crois, quand les pauvres, victorieux, mettent à mort certains du parti opposé, en bannissent d'autres, partagent avec égalité, avec ce qui reste, gouvernement et emplois publics, et que, généralement, c'est le sort qui y détermine les emplois" (VIII, 557a). Cependant, avec la pénétration conséquente que remue son génie, Platon reconnaît ensuite que cette égalité anarchique favorise la liberté et même fait de la démocratie le régime le plus beau : "Il y a chance, reprend Socrate, que, de tous les régimes, celui-ci soit le plus beau ; pareil à un manteau que l'on a bariolé d'un bariolage de toutes couleurs, ce régime apparaîtrait aussi comme le plus beau, en tant que bariolage fait de toutes sortes d'humeurs !" (557c). Bien plus, il apparaît le creuset de tous les régimes : "Ajoutons, repris-je, que c'est en ce régime, bienheureux Adimante, qu'il est convenable d'être en quête d'un régime... — Qu'est-ce à dire ? — Que tous les genres de régime s'y trouvent, parce qu'il en a le droit ; et, quand on a le dessein de constituer un État (*polin*), ce à quoi nous nous employions tout à l'heure, il est fort possible que ce soit une obligation de s'en aller dans un État régi démocratiquement et d'y choisir un mode de gouvernement à sa convenance comme si l'on se rendait à un bazar aux régimes, et que, une fois son choix fait, on se mît à tout régler en conséquence !" (VIII, 557c-d). Malgré cette position instituante de la démocratie, la liberté qu'y ouvre le politique a tôt fait de se retourner en licence et en violence, provoquant l'anarchie et pire encore la tyrannie (558c et 562b — 563c). Depuis leur lecture menée par Jacques Derrida⁴, ces passages sont connus. Précisément, il convient de se rappeler qu'ils montrent combien Platon pense la démocratie avec la même ambiguïté que la poésie, la mimésis et l'écriture : toutes découvrant l'égalité et la liberté jusqu'à l'excès.

⁴ La Pharmacie de Platon, in *La Dissémination*, Seuil, Paris, 1972.

La bigarrure (*poikilia*), l'errance, l'indétermination, l'excès de la libre égalité ou de l'égalé liberté, quoi qu'il en soit, rapprochent enfin la démocratie comme l'écriture de cette *chôra* qui marque le *Timée* de son énigme — ce dialogue cosmologique débutant d'ailleurs par un éloge de l'Athènes mythique, qui inscrit l'épreuve de la guerre dans "l'exposition de la cité" idéale⁵. Réceptacle matriciel, espacement qui ouvre toute formation, contenant-séparant, la *chôra* désigne ce qui précède toute matière et toute forme ou idée, toute dualité. Cause errante, elle donne lieu à la création de la terre et du ciel : comme la *gorge* de l'écriture *donne à voir* les débats politiques. *Chôra, gorge, agora* : ces trois déchirures découvrent le phénomène politique jusqu'à la démocratie : celle-ci apparaît bien dès lors comme "l'espace public qui se forme depuis le creuset ou la matrice de la libre égalité des corps en prises de paroles"...

Une remarque encore, pour lever un malentendu trop souvent résurgent. Le fait que la démocratie grecque excluait les esclaves, les femmes et les étrangers ne peut lui être reproché sans anachronisme. Bien au contraire, c'est à partir des exigences de la démocratie grecque, quoique réservée à la partie masculine et autochtone de la population, que justement dans le futur l'opposition à l'exclusion des esclaves, des femmes, des étrangers aura été possible. Comment nier que les Grecs ont ouvert la brèche ?

2. Vers l'avenir

Pour nous, car nous ne nous contentons pas du rappel historique, que penser après cela sinon qu'il n'est d'institution du politique que depuis le risque de la libre égalité des paroles ? Et partant que *la* démocratie, saisie dans son mouvement originaire, est le creuset de toute institution, l'institution de ce qui institue le monde politique dans son indétermination et son inachèvement que seule l'écriture, l'excédance des langues laissées libres, fait paraître symboliquement, ce qui signifie par fragments ? La démocratie est l'écriture de tous et de personne dans son origination réitérée, sa division initiatrice et infinie de toute action commune. Bazar ou marché, bariolage ou bigarrure, matrice informe, excès errant, anarchie même, elle est certes une liberté violente, dangereuse, mais sa violence est politique, c'est-à-dire jamais physique, parce qu'elle est du *logos*, des *logoi* et des *dialogoi*, de la division et du conflit, mais du conflit des langues, données à tous sans partage, égales et libres de façon synonyme : car où sinon dans le langage l'égalé liberté ou la libre égalité est-elle accessible ? La démocratie n'est pas liée à l'écriture, elle apparaît de l'écriture comme ouverture du jeu des paroles.

⁵ J. Derrida, *Chôra*, in *Poikilia*. Études offertes à Jean-Pierre Vernant. Édition de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, Paris, 1987.

Pour nous encore, l'écriture désigne l'ouverture infinie de toute formation depuis l'institution radicale de l'homme qu'est le langage, que la démocratie instaure, constitue politiquement, c'est-à-dire en vue de l'action commune. Matrice vide, elle n'est pas rien, son espacement est tissé de langage(s) pour le sujet divisé qui écrit, comme le moment de l'élection, le temps vide de pouvoir, en démocratie, témoigne des conflits de discours pour les citoyens divisés qui agissent. La liberté de parole est donc radicale en démocratie, elle signifie la liberté originante de l'écriture, à condition de ne jamais cesser, de ne jamais appeler à une violence qui l'abolirait, de n'appeler l'action que dans le langage libre, jamais hors langage. Elle désigne dès lors l'élément du temps des paroles qui ouvre le monde à une vie humaine. Et pour que celle-ci soit commune, elle signifie aussi que l'action n'est jamais autonome, qu'elle soit guerrière ou même économique ou même scientifico-technique.

La conclusion est très simple, mais elle est absolue. Tant pis pour ceux qui ne l'ont pas déjà tirée. L'état de l'"enseignement", de la "communication" et de la "culture", qui présupposent la vitalité, la suffisance économique, mais que celle-ci ne garantit en rien, sont les seuls indices de la démocratie, de son développement de l'égalité et de la liberté des femmes et des hommes parlant-instituant, du peuple qu'ils forment indéfiniment. Or, nous voici au présent, notre situation est de ce point de vue radical, de l'institution, une situation d'échec : très précisément de destitution.

Certes, la démocratie et la libre égalité de paroles plurielles ou l'écriture sont aujourd'hui des maîtres-mots incontestés, en dehors de quelques dictatures et surtout de quelques fondamentalismes, de quelques intégrismes, pas seulement religieux, écologiques par exemple, de quelques racismes, voire de quelques nationalismes ou de quelques régionalismes. Mais ces "quelques" sont trop nombreux et il me semble trop évident que leur montée dépend des forces de destitution de la démocratie et de l'écriture chez ceux même qui s'en réclament, donc chez nous.

D'où vient la destitution ? D'où vient la servitude volontaire, autrement dit, comme le posait déjà La Boétie ? La destitution de l'espace politique et du temps démocratique se manifeste :

- par l'emprise du règne des experts et de leur discours juridico-économique, qui rend incompréhensible et donc impossible tout débat, sc. la technocratie;
- par l'irresponsabilité — le fait de ne pas répondre de ses actes, de ne pas mettre en dialogue leurs enjeux et leurs conséquences — du pouvoir d'État face à la société civile (ce qui appelle la seule réaction judiciaire là où la confrontation et la sanction politique devraient avoir lieu), mais aussi du pouvoir exécutif face au législatif, sc. la bureaucratie;

- par l'idéologie invisible (expression de Claude Lefort) de la non-communication de masse dont la loi est celle du spectaculaire-marchand, du visuel comme seul signe de la vérité et de l'argent comme seul signe du mérite, qui envahit non seulement la télévision, mais tous les domaines, à commencer par les programmes scolaires, sc. la médiacratie...

Les effets de cette destitution se perçoivent peut-être de la façon la plus inquiétante dans ce qui aurait dû consacrer le triomphe de la démocratie ; la communauté européenne. L'absence de signification autre que formelle à l'Europe confirme notre destitution en cours du politique. Les résistances particularistes à sa construction sont là aussi favorisées par l'échec de son institution. L'universalité même qui semble fonder son évidence — les droits de l'homme, la démocratie, la justice sociale, l'éthique de l'autre et la liberté... — demeure lettre morte faute d'institution toujours singulière. L'Europe n'est pas seulement formelle par juridisme ou économisme technocratique, elle l'est à la racine faute de singularisations, dont les particularismes encore une fois ne sont que les symptômes, les retours du refoulé.

Or l'écriture, la littérature, l'art, les savoirs, la création culturelle, participent eux aussi de cette destitution. L'échec du marxisme, la difficulté de la peinture, de la musique ou de la littérature dans leur recherche vive, l'aridité des sciences et des techniques, l'insupportable mis à nu par la psychanalyse, voire par l'ethnologie et par la linguistique, loin de susciter un redoublement de lucidité à tous les niveaux, ont entraîné une démission et une restauration, redoutablement efficaces pour la mise sous silence de ceux qui devraient prendre la parole, je ne dis pas seulement les créateurs, mais les citoyens. Des récits exclusivement au service des images-fantasmes et une socio-psychologie tautologique et surtout manipulatrice tiennent lieu de culture artistique et scientifique de masse. Ce qui n'est pas même plus le café du commerce des clichés réactifs, mais l'hébétude fascinée devant son décor télévisuel domine nos langues. Cette mutité frappée du visuel fait écran aux divisions, aux incertitudes, aux inachèvements, aux questions et aux inventions. Elle bouche les trous du savoir, du pouvoir et plus encore de l'existence face à la division mortelle et sexuelle autant qu'économique. Elle nous asservit à la naissance : là où nous devrions recommencer toujours à naître, dans le langage, dans l'apprentissage de la liberté qui peut seul permettre la prise de parole instituante.

Il ne m'appartient pas de lancer des diatribes et des programmes de réforme de l'école, de l'audiovisuel, du journal ou du livre, et de la création (au passage : il n'y a pas de politique de la création, la création est hors politique). Je tire seulement une conclusion logique. Pas de démocratie, pas de politique (ou même de sciences...), sans Homère, Eschyle, Périclès, Phidias et les citoyens grecs, jadis. Mais Sigmund Freud, Alban Berg, Pablo Picasso,

Werner Heisenberg et Antonin Artaud, hier, et qui d'autres aujourd'hui ?, ont-ils été trouvés, mieux cherchés par leur public ?

Je remarque en tout cas, à l'écoute des autres intervenants de ce colloque, que les voix de gorge, les voix des "mamans" zaïroises, redonnent naissance à une démocratie ; que l'écriture phonétique occidentale, par la transformation de la langue vietnamienne et l'intervention de structures, d'un goût, y compris d'une rationalisation et d'un humour venus de la langue française, favorise la revendication d'une démocratie ; que, a contrario, la destruction du langage qu'a causé le vide violent de la guerre au Liban suscite une renaissance du sentiment d'appartenance par un renouveau du dialogue entre communautés ; que la rhétorique française, la loyauté anglaise et le consensus amérindien ont constitué le conflit des langues pour une démocratie canadienne ; que, pour les intellectuels du Zaïre et de Madagascar, l'interruption et le refus du faux débat sont aussi des actes d'écriture qui préparent une démocratie ou que, inversement, "je hais le silence" est la profession de foi d'un intellectuel algérien...

Pas d'histoire hors de l'*indésens*, c'est dire sans la fiction des connaissances et du non-savoir, de l'argot et de l'injure, de la mémoire et des cultures étrangères, de l'indétermination et de l'interrogation, donc sans le réel qui creuse tout sujet parlant. Car seule la division des langues en nous tous laisse nos scandales, nos déclinis et nos crises, nos angoisses et nos cruautés, et seule sa libre mise en jeu nous donne une chance de les affronter. Le reste n'est que démagogie et téléroman.

3. Axelle Kabou (Cameroun-Sénégal)

Je suis ici parce que, pour reprendre la métaphore de quelqu'un qui citait Éluard, "j'ai allumé un feu, l'azur m'ayant abandonné". Il était urgent de devenir pyromane dans une Afrique conformiste, dans un univers, un paysage, surtout intellectuel repu, imbu de lui-même. Il était urgent de nous rappeler que tous les peuples sont, en première et en dernière analyses, responsables de leur destin. Et si un peu partout on pense qu'Axelle Kabou est une vendue de l'Occident, qu'elle fait de l'autoflagellation, c'est bien parce que quelque part on parle de démocratie de développement en Afrique, mais qu'il est très rare de rencontrer des sensibilités africaines capables de poser le problème de notre avenir, la problématique de nos avvenirs, parce que l'Afrique n'est pas une et surtout pas homogène.

Nous sommes peu d'intellectuels africains à avoir compris que le monde est d'abord régi par des rapports de force. On peut souhaiter autre chose, mais quand on a de bons yeux, on comprend que la responsabilité signifie tout simplement que, faute de pouvoir obliger l'Occident à réparer des

crimes auxquels nous avons participé amplement, nous sommes condamnés, comme tout le monde, à assumer tout simplement notre destin.

Cette table ronde s'appelle "la démocratie et après ?". C'est un peu surprenant parce que, comme nous le savons tous, la démocratie pose en ce moment précisément des problèmes sanglants en Afrique. Au Togo, vous le savez, cela a abouti à une dérive meurtrière qui est loin d'être terminée. En Angola, M. Savimbi réactive son vieux projet de séparatisme. Au Liberia des problèmes de succession, qui ailleurs se règlent assez facilement, dégèrent en une guerre absolument incroyable. Au Zaïre ça ne va pas mieux. Finalement nous ne sommes pas encore en démocratie.

C'est un peu facile à dire, parce que la démocratie (on vient de l'expliquer), c'est un éternel recommencement. Ce qui frappe dans cet intitulé, ce que je voudrais surtout dire, c'est qu'après octobre 1988, après les événements d'Algérie, qui pour moi constituent un point de départ absolument inoubliable, on a assisté à une explosion de colloques organisés par la Coopération, par le Sénat, par tous les centres culturels, ici, en France et en Occident en général, sur la démocratie. Et je m'étonne que, deux ans après, alors qu'on ne voit même pas un début de solution, on puisse intituler un colloque "La démocratie et après ?", mais c'est vrai qu'en Occident l'énoncé vaut le fait.

C'est tellement vrai que j'ai été invitée, il y a trois ou quatre mois, à un colloque organisé par le Ministère de la Coopération sur le thème, "Jeune, ville et emploi", et à ma grande surprise je suis tombée sur un atelier où on m'expliquait, au nom de la théorie webérienne de la légitimité du pouvoir de coercition, que, maintenant, il y avait la démocratie en Afrique. Et le Ministère de la Coopération pourrait apporter une aide à la répression à six États africains et cette aide serait étendue à douze : il s'agit en effet de contenir les débordements de la jeunesse. Si c'est ça la démocratie, moi je suis très inquiète.

En fait, la démocratie signifie pour nous, comme l'a expliqué mon collègue malgache, tout sauf le multipartisme. Et ce qui est très intéressant, c'est qu'à la faveur des conférences nationales qui se sont déroulées, en Afrique francophone essentiellement, au cours de ces dernières années, on a vécu dans une espèce d'enchantement où la démocratie était ramenée au multipartisme. Il n'a pas fallu beaucoup de temps pour s'apercevoir que, finalement, le multipartisme n'avait rien à voir avec la démocratie. Il s'agissait plus exactement de gérer des rentes, de trouver un moyen de réaménager ce que Jean-François Baillard a appelé fort heureusement le processus d'assimilation réciproque des élites, parce que ce chemin était brisé. Brisé parce que le modèle post-colonial de croissance lui-même était brisé, parce que l'Afrique est endettée. Il fallait donc réaménager cet espace, réaménager les circuits de distribution alimentaire auprès des indigènes "bénéficiaires" de la

marginalisation de l'Afrique dans les échanges mondiaux... et on a appelé cela du multipartisme. Aujourd'hui, en Afrique nous savons que le multipartisme n'a rien à voir avec la démocratie.

Ce que nous avons aussi appris à travers l'élection présidentielle du Mali ou du Bénin, c'est qu'il n'y a aucune adéquation automatique entre les élections concurrentielles et la légitimité d'une autorité. Si c'était le cas, il n'y aurait plus de problème touareg, il n'y aurait pas de problèmes de séparatisme en Casamance, il n'y aurait pas de problèmes de purification ethnique au Cameroun, etc. Cela signifie donc qu'il faut que l'Occident cesse de financer des élections à la noix pour demander aux Africains quels sont vraiment leurs problèmes.

Ce que nous avons appris également, mais cela on le redécouvre, c'est que l'existence de multipartisme ne signifie pas qu'on vive dans un pays démocratique. Mon ami, l'écrivain Boris Boubacar Diop rappelait tout à l'heure que la démocratie signifie souvent "cause toujours" alors que la dictature c'est "la ferme" ou quelque chose dans ce goût-là. Le Sénégal, par exemple, a la réputation d'être un pays extrêmement démocrate, mais quand on connaît l'évolution des problèmes sociaux au Sénégal, on s'aperçoit que le gouvernement traite les problèmes sociaux et les revendications sociales avec une arrogance absolument incroyable, régaliennne. Personne n'a le droit de moufter. Un policier n'est pas d'accord, on en radie six mille. Le personnel de la santé n'est pas d'accord, voudrait discuter avec le gouvernement : on noyauté les syndicats... On pourrait multiplier les exemples. Rappelons également que, dans un pays comme la Gambie, le multipartisme existe depuis je ne sais pas combien d'années et que la Gambie est tout sauf un pays démocrate. C'est vraiment la période des dévoilements !

Ce que nous avons appris enfin, c'est que maintenant le pouvoir en Afrique est multipolaire. Il n'y a plus d'adéquation obligatoire entre le pouvoir étatique et le pouvoir tout court, pour la bonne raison que les populations africaines se sont tout simplement désengagées pour la plupart d'entre elles de l'appareil d'État. L'exemple le plus caricatural de cette *exit option* étant ce qui se passe à Lomé, où la population entière laisse M. Eyadema et ses acolytes aux prises avec un quasi vide. Il n'y a plus personne à tuer. Et cela, c'est tout à fait révélateur, est un exemple extrême.

On sait qu'aujourd'hui le pouvoir en Afrique ne passe plus par le pouvoir d'État, qu'il y a une sorte de processus de réinvestissement des villages, notamment par le truchement de ce qu'on appelle les immigrés de retour (je sais qu'il y a un mythe de l'immigré de retour, mais il y a tout de même là un phénomène très intéressant à noter). Tout cela signifie que, pour moi, la démocratie pose essentiellement le problème de la sortie, de la post-colonie, comme aime à dire mon ami politologue Achille Bembe. Il s'agit de sortir de la post-colonie, il s'agit surtout, pour nous Africains, de cesser de considérer

que l'Occident fait partie de la solution. Moi, j'ai 37 ans. Je fais partie de la génération d'Africains qui sait que l'Occident fait partie du problème. Mais en terme de culpabilisation ou en terme de sermon, il s'agit de mécanismes que l'on peut expliquer et personne n'a à avoir honte de quoi que ce soit ici.

Sortir de la post-colonie, c'est quoi ? C'est d'abord admettre que les troubles politiques, les guerres post-électorales et électorales, les guerres de mangeoire auxquelles nous assistons depuis une bonne dizaine d'années en Afrique, ont complètement bouleversé la carte humaine en Afrique aujourd'hui. Les Sierraléonais ne sont plus chez eux, les Libériens non plus, les Togolais non plus. La sécheresse a vidé les terroirs sahéliens de leurs populations, c'est-à-dire que les frontières reconduites en 1963 par les pères fondateurs de l'OUA ne correspondent plus à rien. Il ne s'agit plus d'en discuter, il s'agit tout simplement d'en prendre acte.

Sortir de la post-colonie, c'est aussi trouver le moyen d'amener les indigènes africains "bénéficiaires" de la marginalisation de l'Afrique, à choisir l'Afrique et au détriment des ressources de "l'extraversion" (l'argent, l'aide militaire, la ressource diplomatique). C'est tellement caricatural, qu'avant même les élections présidentielles, avant qu'elles ne se soient déroulées au Sénégal, on sait déjà que M. Abdou Diouf est réélu, pour la bonne raison que l'opinion du peuple sénégalais ne compte pas. Ce qui compte, c'est la capacité de M. Abdou Diouf et de son gouvernement à mobiliser des capitaux, à mobiliser une crédibilité extérieure. Acculer les neuf cents ou les mille familles qui, en Afrique, bénéficient de la marginalisation du reste de l'Afrique dans les échanges mondiaux, c'est faire ce que la Banque Mondiale et le FMI font aujourd'hui, c'est serrer le quiqui à tous ces bouffeurs. Pardonnez-moi d'être brutale, mais je ne vois pas d'autre solution.

Il faut aussi comprendre que la démocratie, c'est aussi une affaire de technique. Il nous faut des techniciens de la démocratie. Il faut des gens qui comprennent qu'il y a un rapport entre l'abaissement de l'âge au mariage, par exemple, et le mieux être de la société, des enfants, de la famille et des femmes. Il nous faut aussi des démons économistes qui nous expliquent comment réaliser la meilleure adéquation entre la population et l'espace. C'est encore effectuer des réformes administratives, non pas pour le plaisir de redessiner la carte politique des territoires, mais simplement parce qu'à travers toutes les revendications ethniques, il y a d'abord des revendications économiques. Il y a l'État et derrière l'État et l'ethnie, il y a l'économie, on le sait. Ce qu'il faudrait, c'est redessiner l'espace de façon à obtenir une meilleure adéquation entre les populations et les ressources.

Voilà ce que j'avais à dire. J'aurais pu continuer, mais je crois que cela suffira. Merci.

4. Moussa Konate (Mali)

Si on m'avait demandé mon avis, j'aurais peut-être demandé à mon tour au Président de prendre la parole avant Axelle Kabou, parce qu'elle a pratiquement fait le tour du problème. Je vais donc être obligé, moi, de ruser pour pouvoir trouver quelque chose à dire. Je vais ruser dans la mesure où elle a parlé du Mali, mais assez rapidement ; alors moi, je vais me cantonner au Mali. Je ne dirais pas que je suis un écrivain africain, je dirais que je suis un écrivain malien et je ne traiterai ici que du cas malien.

Je suis donc du Mali, un pays qui, maintenant, est réputé être un des modèles non de démocratie, mais de démocratisation. Axelle en a parlé, on y reviendra. Alors je voudrais quand même dire ceci rapidement, pour que ce que je m'en vais ajouter soit compris : c'est que les Maliens, tous les Maliens, toutes ethnies confondues, sont victimes de leur histoire, parce que ce sont des gens qui, même dans leur misère, dans leur extrême misère, sont convaincus qu'ils vivent d'une certaine façon l'histoire des grands empires, parce que le Mali a été le berceau des grands empires. Et, dans cette histoire, il y a un nom, celui d'un empereur : Sunjata.

De ce point de vue, nous ressemblons un peu aux Français, c'est-à-dire que nous ne voyons pas que le temps change, que nous ne sommes plus ce que nous étions.

Le peuple malien a vécu des expériences diverses, diverses et aussi traumatisantes, presque toutes traumatisantes. D'abord, après la période coloniale, s'est institué un régime socialiste, vraiment socialiste, qui a essayé d'aller à pas forcé et qui, au bout de huit ans, avait réussi une certaine collectivisation. Ensuite, nous sommes tombés dans un régime militaire qui n'avait rien à envier au régime chilien de Pinochet. Et enfin nous sommes aujourd'hui dans un régime dit démocratique, je dis bien dit démocratique, et que nous avons conquis, pour ainsi dire, au prix d'environ 200 morts et de 1000 blessés, un des épisodes les plus sanglants de notre histoire.

Ce dont je voudrais maintenant parler, et qui peut paraître un peu trop intimiste par rapport à tout ce qui a été dit jusque-là, c'est de ma position d'écrivain dans cette situation. Dès mes premiers ouvrages, je m'en suis pris à la colonisation sans l'avoir vraiment connue, lui attribuant tous les maux de mon pays. Ensuite, il y a eu ce socialisme raté, j'en ai parlé aussi dans mes ouvrages. Ensuite, il y a eu ce régime militaire dictatorial, j'en ai parlé aussi. Et chaque fois que je parlais, je prétendais le faire au nom de mon peuple et, dans mon esprit, mon peuple était un peuple idéal, le peuple parfait. Cette idée se retrouve dans mes livres, et d'une certaine façon, dans les ouvrages d'un grand nombre de romanciers africains. C'est ainsi que je pensais jusqu'à ce que soit advenu ce que nous appelons la "révolution du 26 mars"

(que je ne considère pas comme une révolution et sur ce point, je ne suis pas du tout d'accord avec ce qui se dit dans mon pays — mais c'est une autre affaire).

Donc nous sommes arrivés à ce que nous appelons la révolution du 26 mars, et j'ai découvert que je m'étais peut-être lourdement trompé, et cela au moment où nous marchions vers la démocratie. Le premier fait qui m'a surpris et qui m'a stupéfait, c'est que, au cours de ces événements du 26 mars (je préciserai pour ceux qui ne le sauraient pas que le régime militaire a été renversé par une insurrection populaire aidée par l'armée, ce qui n'est pas fréquent), au cours de cette insurrection, j'ai aperçu un visage de mon peuple auquel je ne m'attendais pas du tout. Des enfants ont tué un ministre, le Ministre de l'Éducation Nationale, supposé être la cause de tous leurs maux. Ils l'ont tué à coups de pierres et l'ont emporté dans un hôpital où ils l'ont brûlé. Et un avocat malien a même dit que ce qui l'avait surpris (alors là je vais ajouter une note macabre ce qui n'a pas été fait jusque-là), était de voir des filles en train de tourner et de retourner le corps du ministre dans le feu, comme pour voir s'il était cuit à point. Moi, je me suis demandé : est-ce que nos vieux instincts seraient en train de refaire surface ?

J'avais cru alors que c'était parce que la victime était un ministre, un représentant du pouvoir qu'il avait été tué et brûlé. Mais il s'est trouvé que durant un an, deux ans, on a continué à tuer et à brûler les voleurs aussi. Sans jugement.

Je me suis posé la question de savoir si c'était effectivement ce même peuple que j'essayais de défendre dans tous mes livres. Est-ce que j'ai été aveugle au point de ne pas me rendre compte qu'en fait ce peuple n'était pas celui que je croyais ? Je ne dis pas que le peuple malien est un peuple cruel, qui brûle des êtres humains, qui ne sait faire que ça. Mais je me suis rendu compte que c'est un peuple qui est aussi capable du pire, et qu'il est très loin du peuple pur que je prétendais défendre contre le colonialisme, contre le régime militaire. Donc voilà un premier doute qui s'est installé en moi : n'ai-je pas prétendu me battre pour quelqu'un que je ne connaissais pas vraiment ?

Ensuite, il y a eu des institutions démocratiques, un système démocratique calqué sur les institutions démocratiques françaises. Seulement créer des institutions, créer des partis, le multipartisme, ce n'est pas encore la démocratie. Et à ce propos, il se passe un phénomène bizarre au Mali. Ici, c'est le peuple qui semble commander directement. C'est qu'il n'existe pratiquement pas d'État ou que l'État est tellement faible qu'il ne peut plus s'imposer à personne.

Je prendrai un exemple entre autres : récemment, des salariés, à cause du programme d'ajustement structurel, ont été licenciés de la Fonction publique ; ils se sont plaints parce qu'ils s'estimaient traités injustement et la

solution qu'ils ont trouvée, c'est d'empêcher la tenue du Conseil des Ministres. Alors les ministres n'ont rien fait, ils ont attendu que les manifestants daignent enlever les barrières...

Mais ce qui m'inquiète le plus, moi écrivain, c'est un autre phénomène qui est en train de se produire au Mali : le rejet de la langue française. Cela m'intéresse directement dans la mesure où j'écris en français. Il y a le rejet de la langue française, non pas du fait des intellectuels, mais du fait de la population de base.

Pourquoi ? D'abord parce que le Mali est un des rares pays où le taux de scolarisation ne cesse de chuter. En 1965, nous étions à 30 % de taux de scolarisation, et en 1993, nous en sommes à environ 20 %. C'est-à-dire que près de 80 % des enfants ne peuvent pas aller à l'école et presque 80 % de la population est analphabète. Dans ces conditions, la langue française apparaît aux masses analphabètes comme un instrument d'exploitation, un instrument de domination, non pas de la France directement, mais de nous autres qui savons parler français, qui sommes donc considérés comme les représentants de la France, les représentants du grand Capital. Et selon eux, c'est nous qui les maintenons dans un état de perpétuelle misère.

Je ne sais pas si cette remarque peut s'étendre à tous les États africains, mais ce que je voudrais faire comprendre, c'est que si cela est, et si l'expérience malienne continuait, et elle risque de continuer (parce que le pouvoir même convient que l'enseignement ne peut plus se dispenser en langue française et qu'il faut le faire dans les langues nationales), alors que deviendra la langue française, sans l'Afrique qui parle la langue française ? Et moi qu'est-ce que je deviendrai ? Non pas après la démocratie, mais au cours de la démocratisation, au cours de la marche vers la démocratie, qu'est-ce que je deviens moi-même ?

Ainsi, il y a eu d'abord cette illusion que j'ai perdue, à savoir que mon peuple est un peuple pur incapable du moindre mal. Ensuite, je me retrouve face à des gens que j'ai prétendu défendre, mais qui maintenant me disent "non, nous ne parlerons pas, nous ne travaillons pas dans la langue que toi tu magnifies, nous travaillerons dans notre propre langue". Et dans ce cas, moi qui ne sais pas écrire dans ma langue, qu'est-ce que je vais devenir ?

Autre remarque : sur le plan politique, la nouvelle génération de politiciens qui a remplacé le régime militaire m'est proche. Je me demande : en fait de démocratie, n'y a-t-il pas un mensonge quelque part ? La plupart des cadres de mon pays n'ont-ils pas appris la politique sous le régime militaire ? Et si le régime militaire a pu vivre au Mali pendant 23 ans, n'est-ce pas parce qu'il s'est appuyé sur des cadres qui ne sont pas des militaires mais des civils ? Et l'impression que moi j'ai, est que la situation profonde du Mali n'a pas beaucoup changé. Certes, on n'emprisonne plus pour raison politique, les bagnes ont été supprimés, mais l'exploitation de la majorité par

une minorité continue. Et moi, après avoir dénoncé le colonialisme, après avoir dénoncé le régime militaire, je suis tenu de jeter un regard critique sur ceux qui sont proches de moi, ceux qui se sont battus avec moi. Et, finalement, je me retrouve en face de ma solitude.

J'ai bien cru qu'il était de mon devoir de pourfendre le colonialisme, puis le régime militaire, mais je me rends compte qu'il faut que je sois plus modeste. Ce que je peux faire, c'est parler du fond de mon cœur, sans avoir la prétention de vouloir régler les grands problèmes qui me dépassent. Finalement, c'est la solitude que je retrouve et je crois que c'est un juste retour des choses, parce que je suis de plus en plus persuadé que le rôle de l'écrivain n'est pas de faire ce que nous, nous avons fait jusque-là, écrivains africains. Certainement, nous étions condamnés par l'Histoire à le faire, c'est-à-dire à nous emparer des grands thèmes, à vouloir défendre les peuples africains en les confondant en un seul peuple.

Je me dis maintenant que l'écrivain doit être beaucoup plus modeste. Et c'est là que je comprends le poème de Victor Hugo, que je ne saurais plus réciter, que je paraphrase donc, à savoir que je parle de moi, je parle de vous, insensé qui croit que je ne suis pas toi. Je pense que l'intérêt de cette démocratisation pour nous, écrivains africains, sera de nous permettre d'être modestes et finalement d'être de vrais créateurs. Je ne sais pas ce qu'est la démocratie, je ne sais pas ce que sera cette démocratie, du moins dans le cadre du Mali : c'est une porte ouverte, tout le monde est libre de faire ce qu'il veut, de dire ce qu'il veut. Le Mali, malgré toutes ses institutions démocratiques, pourrait aboutir non pas à la démocratie, comme on en voit en Occident, mais plutôt à l'intégrisme, parce que, à la faveur de cette démocratisation, il y a une montée des intégrismes religieux, surtout musulman.

Seulement, ce que je constate, c'est que, pour moi, il y a une constante : j'ai été solitaire tout le temps que j'ai combattu depuis une quarantaine d'années, et je me retrouve finalement devant une situation qui m'oblige aussi à être solitaire. Je suis maintenant convaincu que le propre du créateur, le propre de l'écrivain, c'est d'être un homme solitaire.

Je vous remercie.

5. Yoshua Kossi Efoui (Togo)

Écriture : parole d'individu

Nous voici face à la confusion conceptuelle, signe distinctif d'une époque qui balbutie, et dont la pensée réductrice se résume à décréter le vide, la mort des idéologies, sous-entendant non seulement la déliquescence de formes constituées de la pensée, mais aussi et surtout l'impossibilité désor-

mais établie d'une utopie guidant l'expérience humaine. Et voici venir les fossoyeurs de l'Histoire qui embouchent leurs trompettes de Jéricho pour annoncer qu'il n'y a désormais qu'une seule "promesse de la terre" : Canaan porte un nom qui est Démocratie plus Économie de marché. Le menu est proposé et l'invitation à l'enthousiasme est lancée.

Une nouvelle parole incantatoire occupe avec une impudeur tapageuse l'espace laissé libre par la chute du bloc communiste. Cette parole-là ne saurait à elle seule rendre intelligible les turbulences démocratiques dont l'Afrique est aujourd'hui le théâtre. Ici et là, des peuples en colère tentent désespérément de déboulonner les robots criminels qui les gouvernent, des peuples qui comptent leurs morts quand Eyadema ou Mobutu ordonnent de tirer sur la foule.

L'idéal démocratique aurait voulu que des États qui s'enorgueillissent d'être porteurs d'une vieille tradition démocratique prennent position et condamnent la barbarie. Or qu'en est-il ? Quelques exemples : après les événements sanglants qui ont provoqué le départ en exil de près de la moitié de la population de Lomé, Giscard d'Estaing se fend d'une missive amoureuse à Eyadema. Quelques jours avant ces événements, c'était Charles Pasqua, en visite officielle à Lomé, qui a tenu des propos plus qu'équivoques.

Il suffit aussi de penser aux formes dévoyées du devoir d'ingérence pour se rendre compte que nous sommes à l'ère où triomphe un cynisme vulgaire qui marie la *realpolitik* et la cagnotte, entreprise à l'issue de laquelle la conscience individuelle de la liberté, principe fondateur de la démocratie, cède le pas, dans une démocratie instrumentalisée, à la libre circulation des hamburgers en Pologne. Que devient l'individu sinon ce que Marx appelle : "un élément de calcul dans le prix de revient de la marchandise" ?

Il y a trafic en tout sens, non seulement des biens mais aussi de l'imaginaire et des mots, trafic du sens lui-même. L'écrivain n'échappe pas aux dialectiques qui structurent l'Histoire. Il est comme tout individu aux prises avec les diverses formes de surdéterminations extérieures mais sa démarche, à mon avis, consiste à décider des surdéterminations internes qui constituent le moteur de son écriture ; sa parole est parole d'individu (non pas d'individualiste) puisqu'il s'agit de dire le monde. Je ne dis pas ce qu'est ou ce que doit être l'écriture. Je ne peux que la cerner à travers ma propre pratique : interrogation permanente du mot et détournement des mots fétichisés et passe-partout pour actualiser en permanence la question du sens. Cette démarche est immédiatement politique.

Mes repères ne se situent pas dans les discours sur "l'engagement" au sens où ils ont alimenté avec raison une tradition de création littéraire en Afrique. Mes repères prennent racine dans le cynisme philosophique, cette description perturbatrice du monde, qui prône le "style comme art de vivre". Ce qui suppose que l'œuvre n'est déterminante que si elle est mar-

quée du sceau de la subversion. C'est ce cynisme philosophique, moteur de la parole d'individu, qui fait dérangement au sein de la construction du réel à laquelle œuvre le cynisme politique et mercantile avec sa parole incantatoire et massificatrice.

6. Abdelhak Serhane (Maroc)

Moi, je me pose une simple question : que me reste-t-il à dire après de brillants analystes, de brillants créateurs, de brillants romanciers. Je vais essayer quand même d'être original et d'être créateur ou créatif. Quand les organisateurs de ce colloque m'ont contacté pour demander ma participation, je me rappelle avoir tout de suite dit oui et que après avoir coupé la communication, je me suis demandé si je ne faisais pas une grosse bêtise. Parce que si je parle de la sexualité qui est un problème tabou, aussi bien dans mes travaux de recherche que dans mes romans, je crois que parler de la démocratie est aussi un problème tabou. Je me suis donc trouvé pris au piège et je vais essayer de ruser pour sortir justement de ce piège. Alors, je demanderais deux choses, d'abord s'il y a une personne ici dans la salle chargée de rapporter ce que je vais dire, je lui demanderais tout simplement d'être fidèle et honnête, de ne pas faire de zèle et de rapporter exactement ce que je vais dire. Je demanderais également à vous qui êtes dans la salle d'être indulgents et de me comprendre à demi-mots, de comprendre peut-être aussi mes silences et mes balbutiements.

Vous parler de ma démocratie, parler de l'après-démocratie, ça me paraît difficile parce que l'intitulé-même de la table-ronde de cet après-midi laisse supposer l'existence de la démocratie. Pour réfléchir sur l'après-démocratie, il faudrait d'abord que je voie cette démocratie. Hier, je m'attendais à ce que quelqu'un me dessine la démocratie sur un tableau. Donc je suis vraiment dans un dilemme mais je vais vous dire ma démocratie. Je vais vous la dire sous forme d'anecdotes, sous forme de petites histoires et j'aimerais, je me répète encore, j'aimerais que vous me compreniez à demi-mots, entre les mots et entre les signes.

Ce matin, j'ai imaginé tout ce beau monde, et puis le beau monde d'hier, débarquer dans un bidonville de chez moi, tous ces gamins de chez moi viendraient vers nous et on leur dirait, c'est de la démocratie qu'il s'agit. Vous savez ce que les gamins demanderaient à leur tour ? Est-ce que ça se mange ?

La démocratie devient un mot passe-partout. Si bien qu'il ne veut absolument plus rien dire, à mon sens. Nous avons assisté, il y a quelques mois, à une campagne électorale très enveloppée dans le concept de la démocratie. Tout le monde parlait démocratie, c'est l'ère de la démocratie, on revoit des

élus démocratiques, appartenant à des partis démocratiquement constitués. Un soir, on a passé une émission à la télévision sur les préparatifs des élections et ce qu'ils nous ont présenté était significatif. Ils nous ont présenté un imprimeur qui recevait les candidats et il a dit comment ces gens voyaient la démocratie : les candidats venaient le voir — ils ne restaient pas longtemps — et ils lui demandaient d'imprimer un programme pour leur propagande électorale. L'imprimeur a dit ceci : la majorité de ces gens n'avaient pas de programme. Ils me demandaient d'écrire n'importe quoi, mais insistaient surtout sur l'introduction du mot démocratie. Chacun disait : s'il vous plaît, mettez-moi au moins dix fois le mot démocratie dans le programme. C'est extraordinaire ! Une femme qui s'est présentée avait aussi trouvé intelligent d'introduire ce mot parce qu'il est à la mode. Et sa démocratie à elle, c'est quoi ? Elle se présente dans un quartier populaire, alors elle a dit : "Si je suis élue je vous promets la démocratie : dératisation du quartier, installation d'un robinet d'eau potable dans le quartier, etc."

Alors, vous remarquez ce que veut dire le mot démocratie chez nous. La connotation de ce mot est révélatrice d'une profonde ambiguïté. Sa charge est signifiante dans le langage populaire. Dans la rue, les gens du peuple disent de la démocratie (avec une transformation bien sûr du mot) : dimou-l'qarta, démo/cratie = di mou. Alors au Maroc tout le monde dit que la démocratie, c'est l'qarta. Je traduis : "envoie sa mère à la potence !". C'est ça la démocratie dans la réalité et dans l'imaginaire populaires.

Ce matin, pour la première fois (je suis peut-être lent à réagir), j'ai été étonné de voir cette belle écriture et de constater que le mot démocratie comporte le mot "mort" dans son architecture. Si vous enlevez le "c" et le "a" vous avez le mot mort dans la démocratie. Et je crois qu'il y a ici une alliance formidable à faire. Mais pour que vous compreniez, et je vous redemande encore de me comprendre entre les mots, je vais vous raconter une petite histoire susceptible d'éclairer mes propos ; celle du dresseur de singes. Le dresseur de singes est arrivé un jour avec un singe qu'il voulait dresser pour gagner sa vie. Il voulait gagner du temps, et en même temps, épargner cet animal parce qu'il en avait besoin. Il a réfléchi, puis il a acheté une chèvre. Et chaque soir, devant le singe qu'il gavait de bananes et de cacahuètes, il battait la chèvre en lui donnant des ordres, "je veux que tu fasses le sommeil du vieux, je veux que tu imites la marche du soldat !". Bien sûr, la chèvre, la pauvre, elle avait les yeux écarquillés, elle ne comprenait pas, elle ne savait pas. Le dresseur répétait la scène tous les jours. À la fin de la semaine, il est arrivé avec un couteau et a redonné ses ordres à la chèvre. Il lui a demandé d'imiter la marche du soldat et le sommeil du vieux... Bien sûr la chèvre n'a rien compris. Il l'a égorgée. Le lendemain, le singe a fait tout ce que le type avait demandé à la chèvre de faire. J'espère que vous comprenez la signification lointaine de cette histoire.

Je suis resté hier un peu sur ma faim lorsque Jean-Marie Borzeix qui dirigeait la table-ronde avait demandé aux intervenants si l'Occident nous aidait ou nous lâchait. Je vais être très naïf et très simple. Et comme quelqu'un l'a dit tout à l'heure, on n'a pas besoin de l'Occident, mais en même temps on a besoin de lui. Je crois que c'est dans cette contradiction que la démocratie peut naître. Alors on nous lâche, on ne nous lâche pas.

Je voudrais juste souligner que je revendique comme étant mienne la langue française. C'est d'ailleurs (et vous pouvez peut-être être d'accord avec moi) la seule chose sur laquelle je ne paye pas de TVA, ni de droits de douane, c'est formidable ! Et pourtant ! Et pourtant la France, la belle France, chaque fois que j'ai envie de revenir, chaque fois que j'ai besoin de revenir en France parce que j'écris en français et parce que j'ai des attaches dans ce pays, et bien, chaque fois l'Occident me ferme un peu plus ses portes, me faisant subir l'épreuve du parcours du combattant pour les visas.

Je ne sais pas si l'un de vous a déjà été, vers le mois de mai ou juin, dans un consulat pour avoir un visa. Et bien, je ne vous souhaite pas d'y aller parce qu'il vous faut attendre des heures parfois des jours entiers. En plus, il faut payer le droit de venir en France pour enrichir cette langue et pour m'enrichir de ses richesses. Je la revendique, bien qu'elle me pose quelques problèmes. Elle me pose des problèmes parce que je me trouve dans ce cercle de la francophonie, je me trouve entre le marteau et l'enclume. Le marteau, c'est là-bas et l'enclume, c'est ici.

Je vais vous expliquer pourquoi là-bas, et Tahar Bekri l'a souligné ce matin, les francophones, les gens qui écrivent en français, sont mal vus, pour la simple raison que nous avons aussi des gens qui écrivent en arabe qui considèrent que les gens qui écrivent en français sont des traîtres. Ils sont alors rejetés, critiqués, marginalisés, mais cela je m'en fous, parce qu'au moins, au niveau de ma production les pouvoirs en place n'ont aucune prise. Elle leur échappe totalement, elle est publiée en France : on peut l'interdire, certes, comme on a interdit mon premier roman, mais c'est une autre histoire. C'est à ce niveau-là, je crois, que la francophonie est une belle aventure même si les visas me désespèrent. Et de ce côté là je vis, comme beaucoup de mes compatriotes, une solitude extraordinaire. Une solitude extraordinaire parce que nous sommes nus devant des forces broyantes.

L'enclume, c'est que, ici aussi, nous sommes mal acceptés, et je suis étonné de voir qu'on nous a mis, Tahar Bekri, Rachid Mimouni, Moncef Ghachem et moi-même, dans le tiroir "littérature magrébine d'expression française". C'est-à-dire qu'on ne veut pas reconnaître en nous des écrivains, mais des écrivains d'ailleurs. Et à ce propos, je vais vous raconter une autre petite histoire.

J'ai été invité au Salon du Livre, il y a quatre ans, et on nous a dit : la francophonie c'est magnifique, nous sommes à l'ère de la démocratie et on a

prévu pour les francophones un stand où il y a leur photo. J'ai fait un petit tour et j'ai vu effectivement qu'il y avait des posters comme pour les stars, accrochés au mur. Il y avait Henri Lopes, Laabi, Ben Jelloun ; il y avait beaucoup de gens. Et puis j'ai essayé de trouver Beckett, et je ne l'ai pas trouvé. J'ai essayé de voir la photo de Ionesco et je ne l'ai pas trouvée, pas plus que celle de Kundera d'ailleurs. Aussi, je dis que la démocratie fait défaut également dans l'écriture. Ou on est écrivain ou on ne l'est pas. Mais on ne peut pas être écrivain de ceci ou de cela.

Que puis-je encore ajouter ? Je remarque, et cela me désole, qu'au Maroc par exemple, beaucoup d'événements se produisent, beaucoup de choses se passent : il y a une démission totale des intellectuels, personne ne prend acte de ce qui se produit. Je suis étonné que nos intellectuels ne s'occupent jamais de ce qu'on voudrait que le pays soit. On démissionne totalement parce que beaucoup d'entre nous font partie de cette bourgeoisie qui n'a plus besoin de rien pour vivre, et on va à la recherche de l'universel. On oublie le Maroc. L'intellectuel, à mon avis, doit avoir un rôle dans sa société, il doit témoigner, être présent. Ce qu'ils ne font pas chez nous. Qu'est-ce que je fais moi ? Je fais ce que je peux, et comme le disait Frankétienne ce matin, l'écrivain, c'est peut-être celui qui dit constamment non, non à la répression, non à l'exploitation, et je crois que tant que des gens de ce genre existent l'espoir de la démocratie peut exister.

Je vais très rapidement vous parler de mon troisième roman qui vient de sortir au Seuil. C'est un livre qui peut se vanter de défendre la démocratie. C'est un livre dédié aux droits de l'homme au Maroc et aux enfants martyrs du 14 décembre 1990, morts d'avoir revendiqué leur part de dignité. C'est un livre violent contre les abus quotidiens dans le Maroc actuel. Un Maroc qui échappe à la publicité du Ministère du Tourisme. Il y a autre chose au Maroc et c'est ce que je veux montrer car : "les choses sont bien ce qu'elles sont, les choses sont bien comme elles sont, le chien a lui aussi sa place dans la société, je refuse cette place, je refuse la boue et la fange, le silence surtout et s'il m'était donné de choisir entre le borbier, les hommes et la parole, alors je choisirai l'écriture pour tous et contre tous, ma vraie place est dans les mots, entre les signes et quelques rêves". Je crois que je terminerai sur cette note et je vous remercie.

7. Christian Rullier (France)

Après nous, le déluge...

Revendiquée par tous les peuples, réclamée à corps et à cris aux quatre coins de la planète, labélisée par les diplomates de Genève — les vrais diplomates sont toujours à Genève ! — , considérée comme le nec plus ultra de

l'humanisme triomphant, promise par tous les dictateurs en mal d'honorabilité sur la "scène internationale", et défendue sans le moindre fou-rire par tous les tyrans de la terre, la démocratie aujourd'hui n'est pas une utopie, c'est une gabegie !

Ce mot, en effet, agité avec cynisme devant les opprimés de la terre comme une cape rouge devant le museau d'un bovidé, future victime de l'appétit du capitalisme, ce mot, "démocratie", tue dans le monde bien plus d'enfants que tous les bouchers réunis n'en ont exterminés au cours de l'Histoire !

Mon opinion est que la démocratie est un leurre dissimulant l'épée, une valeur périmée maculée du sang frais des naïfs et des innocents ! Devenue maladie mentale collective où chacun, contrairement à ses désirs individuels, contrairement à sa vraie nature, se prétend l'égal d'un prochain qu'il souhaite toujours plus à distance, la démocratie apparaît aujourd'hui comme un fléau incurable. Cette épidémie terrifiante se transmet aux pays étiquetés "en voie de développement" par le sens contaminé d'un Occident au capitalisme empirique, vampirique, par les appels saugrenus et prometteurs lancés par les bourses mondiales, les banques, les institutions et les entreprises tout terrain, par les discours déliquescents et moralisateurs des gouvernements dits "civilisés" invitent les pauvres barbares mal pensant à fabriquer un État à leur image ! Un État démocratique ! Dopés par la reconnaissance, dupés par l'appât des lendemains qui chantent, convertis à la soumission humanitaire, les pays non démocratisés veulent bien faire un effort pour ressembler aux autres, dans l'espoir pitoyable, mais ô combien compréhensible, de posséder train de vie et richesses, équilibre et paix intérieurs en tous points identiques ! Les belles idées et les beaux principes font comme ci, mais les réalités sont comme ça ! Les ponts authentiques entre les hommes, ces traits d'union tracés par l'écoute, le respect et la tolérance, se sont effondrés depuis des lunes et des lunes, et désormais, chacun danse pour soi sur ses propres ruines, avec ses rancœurs et ses haines, ses jalousies, ses intérêts et ses grands malheurs...

Comment, dans ces conditions, la démocratie pourrait-elle être autre chose qu'un attrape-misère ? Une capote occidentale sur le canon pointé d'un fusil-mitrailleur, lui aussi importé ? "Sésame" de l'économie internationale, la démocratie aujourd'hui est à l'instar du christianisme hier ! Mais s'il s'agit toujours de convertir, c'est à présent en dollars qu'il convient de le faire ! La naissance libre et égalitariste des hommes en droits est à ce prix ! Du reste, comment peut-on croire réellement en une valeur qui a besoin d'être défendue par les forces de police et les militaires ?

La démocratie, je l'affirme, conçue sans doute par de grands hommes à l'humanisme inné, n'est plus désormais, entre les mains et les lèvres de bons-hommes iniques, qu'une virtualité brandie et réclamée sous d'autres cieus,

afin d'ouvrir d'autres juteux marchés ! À quand les consoles Nintendo en Éthiopie et Disneyland à Mogadiscio ? À quand le TGV, au Rwanda et la nouvelle Renault sur les autoroutes made in Europe du Burkina-Faso ? À quand, après les colonisations esclavagistes et meurtrières, à quand le génocide culturel définitif ?

Ingérence sauvage de la Haute-Finance, de la haute-haine finance, dans des Cultures qui existaient sans elle, les conséquences des démocratisations au forceps, des démocratisations "clés en main" vendues par nos États marchands, prétendument progressistes et démocratiques, font ici et là des ravages sanglants dont il est encore difficile de mesurer la portée dans les années qui viennent...

Que nos beaux pays, francophones, anglophones, germanophones, boulimiques, ouvrent enfin les yeux sur les massacres tous azimuts dont ils sont en partie responsables et coupables, qu'ils dépolluent leurs mentalités de cette rayonnante et souveraine hypocrisie chronique, qu'ils cessent de prôner la paix dans le monde et les droits de l'homme, tout en vendant des armes, des munitions et des technologies meurtrières ! Qu'ils oublient leurs stratégies géo-politico-économiques et mettent leurs actes en harmonie avec leurs pensées bien pensantes ! Qu'ils accueillent sur leur sol ceux qui souffrent, sans aucune restriction, sans aucune condition ! Car la vraie démocratie implique le métissage ! Qu'ils se débarrassent de toute velléité hégémonique et capitaliste ! Qu'ils acceptent d'exister en laissant exister les autres ! En somme, qu'ils fassent machine arrière — et vite ! , alors, peut-être, pourrions-nous éviter le pire...

Personnellement, j'en doute ! Parce que le mot "démocratie", une fois de plus, n'est qu'un laissez-passer galvaudé et très honorable, le miroir aux alouettes tout à fait distingué et consensuel d'un capitalisme cynique et immonde, un capitalisme-chauffard qui écrase déjà en France des millions de personnes... Plus de trois millions d'accidentés à ce jour ! Et ce, dans la plus grande logique d'impuissance assumée de nos gouvernants successifs, gauche et droite confondues ! ... trois millions de victimes sur les routes du mirage français ! Comment des démocraties qui perdent à ce point les pédales pourraient-elles apprendre aux autres à conduire un pays, si ce n'est à sa ruine et à la guerre civile ?!

À l'heure où, en France, en Europe, des hommes et des femmes meurent de froid, de faim et d'humiliations, à l'heure où le socialisme distribue des aumônes qu'il appelle des "acquis sociaux", à l'heure où des centaines de familles, françaises et étrangères, sont jetées à la rue par la misère et dans l'indifférence, à l'heure où le travail est devenu un luxe pour des millions d'individus en péril (faut-il les classer monuments historiques, M. Lang ?), à l'heure où les premiers ministres empruntent sans intérêt aux inculpés

notoires, amis du Président, et “remboursent” selon leur tempérament⁶, à l’heure où des centaines d’hémophiles et de transfusés n’ont plus — mais pour combien de temps ? — que leurs deux yeux encavés pour pleurer, à l’heure où les injustices et les inégalités crèvent tous les audimats, à l’heure où le cynisme des hommes politiques et des hommes d’affaires (les mêmes !) atteint un paroxysme répugnant et sordide, à l’heure où la France laborieuse, telle une prostate usée, incontinente dans une Europe en crise, s’apprête à voter massivement pour les défenseurs du “délit de sale gueule”, à l’heure où l’incompétence, l’irresponsabilité et la honte humaine sont appelées par de hauts responsables des “complots politiques”, à l’heure enfin, où chacun dans sa bulle ne pense qu’à s’accrocher à sa carrière et à ses privilèges, à l’heure où les Cohn-Bendit de Francfort et autres couteaux émoussés à l’esprit révolutionnaire recyclable (à quand le bête-show ?) ne rêvent que de devenir les nouveaux maîtres du monde, les gourous de ce qu’ils baptisent déjà, à l’image exemplaire du vieil homme, “Une Génération”, il est normal, oui, normal, de s’interroger sur les blanches vertus de la démocratie !

Incapables de la mettre en pratique ici, nous voudrions faire croire à des peuples dans la misère — misère dont nous sommes de surcroît largement responsables —, qu’ils peuvent y parvenir avec un brin d’effort et de courage ! Allez, nagez, petits, nagez ! Si vous coulez, on vous lancera une bouée, ou un sac de riz, ou un ministre humanitaire et quelques photographes... Vous ne mourrez pas pour des prunes ! Votre combat démocratique sera retransmis en *prime-time* ! Du haut de sa Déclaration Universelle des droits de l’homme et du citoyen, la France, “mère des arts, des armes et des lois” comme disait François Villon, vous surveille, une main sur le cœur, et l’autre sur le porte-avions Clémenceau !

En ces temps de parades et de commémorations à tous vents, la France, en aucun cas, je l’affirme, n’est une démocratie authentique, elle est la vitrine de la démocratie !... Nuance ! Vitrine où s’entassent et prolifèrent sans projet tous les gadgets désuets et folkloriques de la liberté des hommes,

⁶ Le 1^{er} mai 1993, l’ancien Premier Ministre de la France se suicidait d’une balle dans la tête. Peu après, le Président de la République, François Mitterrand, accusait des “chiens” d’être responsables de cette mort. Deux questions me viennent alors :

1. Un excès de fatigue aurait-il fait oublier à notre Président en exercice que les deux principales qualités de ces bêtes sont l’instinct et la fidélité ?
2. Puisqu’on aborde le chapitre des animaux, que deviennent les rapaces de la transfusion sanguine, responsables ET coupables, au niveau politiques, de la transmission du virus HIV ?

(Note de juillet 1993)

toutes les babioles insipides et vaines d'une égalité toujours promise, jamais réalisée, les invendus d'une fraternité affichée en tee-shirt, en porte-clés et en produits de pacotille ! Défense de toucher ! Ici, tout est factice ! Les idées, le bonheur et la générosité sont stockés ailleurs... Entreposés dans les rayons du département "Utopies"... Étouffés sous les malaises individuels et les crises d'identité collectives ! ...

La France... Vitrine de la démocratie, oui... Encore une fois cette connotation mercantile, hybride de Jean-Paul Goude et de l'industrie lourde, hybride des colonnes de Buren et des colonnes de char, tripatouillage génétique de la genèse de l'Histoire, falsification de l'art et de la pensée pour solde de tous comptes!... On liquide l'essence même de nos rêves, on liquide nos belles espérances ! Liquidation totale, où tout l'humain doit disparaître ! La France, aujourd'hui, "hexagone" qui se voulait jadis exemplaire, n'est plus qu'un simulacre de démocratie exsangue, qu'une parodie de principes inscrits sur de mortes façades, qu'une sinistre farce jouée dans des décors en trompe-l'œil destinés à cacher la misère et le vide, à masquer l'absence de toute perspective !

Nous sommes devenus des Godot godillant entre ciel et partialité, entre vents de l'Histoire et marées de mots pollués propres à nous divertir ! Nous sommes livrés à nos intuitions qui, nous le savons tous, sont en lutte permanente avec nos instincts ! L'homme est un animal, avant tout un animal, et seuls le langage et la pensée lui permettent d'acquérir des outils conceptuels ouvrant sur un monde meilleur, un monde plus juste... Mais quel poids représente la pensée dans les balances commerciales ?...

Nous vivons aujourd'hui dans une société de faussaires et de faux-culs, de falsificateurs, de fabricants d'images, où le langage a dérivé de son contenu, où les mots ont démissionné de leur sens et clapotent, ici et là, dans la cacophonie ambiante, dans la confusion générale, dans le no man's land des slogans, des scoops et des formules incantatoires !

Que s'est-il donc passé pour en arriver là, que s'est-il donc passé pour que ce mot de "démocratie" fasse à présent avant tout résonner sa crasse, que s'est-il donc passé pour que cet idéal qui devait être une fin en soi, une terre promise, ne suffise plus, ici, en France, à faire le bonheur des hommes ? Que s'est-il donc passé pour qu'on puisse s'interroger sans frémir : "la démocratie, et après?" Que s'est-il donc passé pour que cette "démocratie", seule planche de survie pour certains pays vivant sous le joug de la dictature, soit devenue chez nous une planche pourrie, une planche à la dérive, une épave qui nous mène en bateau ? La réponse, sans doute, est complexe mais une chose est sûre : le capitalisme mondial est le virus sidérant de nos espoirs et de nos utopies ! Le capitalisme mondial est le cancer de nos philosophies ! Niché au cœur des échanges humains, s'il préserve la surface des mots pour survivre, il a déjà englouti la substantifique moelle et entamé le dedans des choses ! Je pense à ce film de science-fiction *The body snatchers*, où des extra-

terrestres, pour envahir la planète, se glissent dans le corps des hommes pendant leur sommeil et détruisent de l'intérieur l'entité humaine pour la remplacer par la leur... Au réveil, les hommes ont conservé leur aspect d'homme, mais ils sont devenus autre chose... Le capitalisme mondial me semble fonctionner de la même manière ! Virus protéiforme, il infecte les valeurs et les comportements, contaminant l'espoir !

"La démocratie, et après ?" ... Non, après, il n'y a rien d'autre que le chaos et la barbarie ! Ce qu'il convient de faire, de toute urgence, c'est reconstruire le sens de la pensée et du langage ! Redonner leur dignité à nos valeurs malades ! C'est là que nous autres, écrivains et poètes, avons le devoir d'agir ! À chacun d'inventer sa méthode, de ciseler les outils propres à son devenir...

Refusant la formule "après nous, le déluge", notre devoir poétique et politique est de définir et redéfinir sans cesse l'Humanisme ! ... Car c'est ici que la vraie démocratie doit puiser son inspiration !

Et parlant d'humanisme, je voudrais conclure sur une phrase de Vercors extraite du roman *Les Animaux dénaturés* : "Il faut aimer les hommes, non pour ce qu'ils sont, mais pour ce qu'ils devraient être"...

8. Anca Visdei (Roumanie)

Je vais adopter la première attitude démocratique dans ce débat. Je vous prie, Monsieur le Président, de m'arrêter au bout de cinq minutes : les autres cinq minutes, je les donne au public pour les questions. C'est la moindre des choses. Je vous prie de m'arrêter : ce n'est pas une boutade.

Ce qui est très amusant, c'est que je n'ai pas très bien compris pourquoi on m'a invitée ici, ni ce que je représente. Je viens de trois régions plus ou moins disgraciées. D'abord je suis Roumaine, c'est vrai et il y a beaucoup d'écrivains francophones qui en viennent ; ensuite j'habite depuis quelques années à Montreuil-sous-Bois qui est, comme chacun sait, la deuxième ville du Mali, les banlieusards comprendront. Et j'ai aussi vécu dix ans en Suisse romande, ce que j'assume complètement. J'ai donc trois expériences différentes de la démocratie. J'ai entendu dans ce colloque beaucoup de choses intelligentes avec lesquelles je suis d'accord. Entre autres, les limites de la démocratie que nous constatons tous actuellement. Simplement, c'est le moins mauvais des systèmes, c'est évident. Ce que je veux vous raconter maintenant qu'on est tous un peu fatigués, ce sont des anecdotes, évidemment sur mon expérience de la démocratie.

Quand j'étais en Roumanie où j'ai commencé à écrire, à travailler, à voir mes pièces jouées, la démocratie c'était : en politique, on ne sait rien et on ne dit rien. Avec deux niveaux, le niveau privé et le niveau public. Le niveau privé c'était : Ceaucescu, on ne va pas parler de cela, c'est tellement le caca,

on ne va pas commencer à le remuer en plus. Le niveau public : Ceaucescu, le fils-le-plus-aimé-du-peuple, le Danube de la pensée... Vingt ans comme ça !

Je suis ensuite arrivée en Suisse, pays démocratique par excellence. Ils m'ont dit "comme ça, vous venez de Roumanie ?" et moi : "oui". Ils me disent : "mais vous êtes une réfugiée économique. Nous savons tous que Ceaucescu est le leader le plus libéral de tous les pays de l'Est". Bref : en politique, on ne sait rien mais on a des certitudes sur tout. Démocratie, donc.

Dix ans après, en France. Événements, bicentenaire de la Révolution. Dans la rue : "Ah, vous venez de Roumanie ?" Quinze ans étaient passés ! "Comme vous avez dû souffrir !" Encore un peu, ils me donnaient du pain. Voilà les limites de la démocratie. C'est d'abord ne pas comprendre l'autre par manque d'information.

Qu'est-ce qu'il fait l'écrivain là-dedans ? Il essaye d'être le moins ennuyeux possible. Il dispose d'une sorte de droit de veto pour défendre la démocratie. Je ne pense pas que cela soit notre rôle, surtout dans l'état actuel des pays dont j'ai parlé, de pousser le char hésitant, grinçant, et somme toute très incertain de la politique. Mais peut-être que nous sommes là pour qu'au moment où les corollaires importants de la démocratie — la liberté de la presse, la liberté d'expression, une certaine tolérance — sont mis en échec et qu'on ne peut plus s'exprimer, il existe une sorte de droit de veto comme celui des superpuissances à l'ONU, quand cela représentait encore quelque chose. On a le droit de dire : non ! jusque-là ! Parce qu'à partir de là nous ne pourrions plus nous exprimer et, attention, nos ennemis et nos contradicteurs ne pourront plus non plus s'exprimer car nous sommes les garants de notre droit à l'expression mais aussi du droit de s'exprimer du type d'en face qui est tout aussi important.

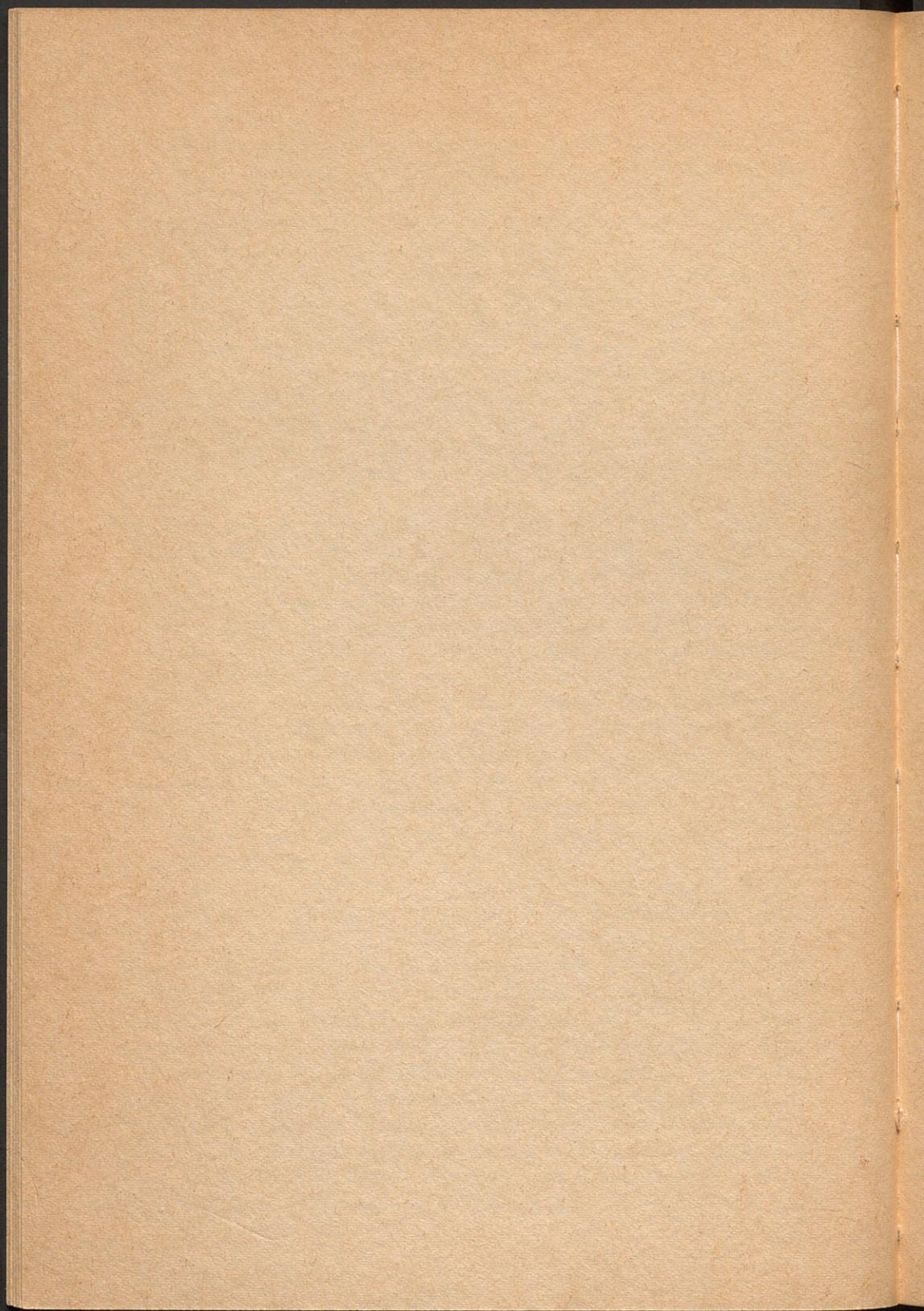
Ce que je voulais vous dire, c'est une "belle" histoire roumaine. Bientôt, une de mes pièces sera jouée à Paris, au Théâtre International de Langue française, et en l'écrivant, il me fallait entre deux personnages, purs et courageux, l'image d'un parfait salaud, et j'ai eu une idée : j'ai pris un personnage réel. Je ne sais pas qui se rappelle encore les images télévisées de la révolution roumaine. À un moment donné, on voyait un type de Bucarest coincé contre les grilles de l'Ambassade américaine, vous vous rappelez de cela ? C'était le chantre officiel de Ceaucescu, un mec qui monopolisait les deux heures quotidiennes de télévision roumaine en montrant des spectacles avec trois mille figurants qui scandaient le nom de Ceaucescu, l'encensaient, le divinisaient... Ce type-là, la dernière fois que je l'ai vu, c'était sur un écran de télévision ; le peuple en colère le coinçait contre la grille d'une ambassade. Les passants l'avaient reconnu et Paunescu, ce poète, essayait de se réfu-

gier dans l'ambassade pour leur échapper. Ensuite, l'image s'arrêtait : le cameraman était tombé, quelque chose comme ça.

Je me suis longtemps interrogée sur le destin de ce Paunescu parce que c'est un personnage intéressant. Il était un écrivain très doué au départ mais il a tellement voulu "réussir" qu'il est devenu le pire pourri que la terre ait porté. C'est l'image d'un type qui est tellement immoral que son talent disparaît sous son immoralité foncière. Et puis je viens d'apprendre "avec joie", en lisant *Libération*, qu'il représente depuis cette année, la Roumanie à Strasbourg. Donc, nous sommes représentés par ça. C'est presque dommage qu'ils ne l'aient pas lynché. Pourtant je ne suis pas pour les appels au meurtre. Mais quand tout le monde nous félicite maintenant parce que la Roumanie est démocratique. C'est ça la démocratie-et-après ? On choisit la même ordure, mais maintenant on la choisit librement. L'écrivain est là pour dire ça. Et si je vois un écrivain qui serre la main à cette ordure en sachant ce qu'il est...

Je pense que les écrivains sont là pour f... la merde quand il y a des choses très graves et que personne ne semble s'en apercevoir. Il faut un discours, une morale "musclés" et clairs. Nous sommes là pour f... la merde, bien que nous ayons les moyens d'être très polis, absolument adorables et de pondre des textes très jolis. Mais ce n'est pas pour cela que nous sommes ici.

Merci beaucoup, c'est à vous...



VI. Conclusions

Discours de clôture de Roger Lallemand

Un des mérites de ce forum, c'est d'abord de réunir des écrivains qui ne se connaissent pas, qui ne se voient pas souvent, qui vivent dans la solitude mais qui, dans l'espace de ce colloque, ont trouvé l'occasion d'une fraternité, d'une solidarité dont ils ont besoin.

Nous avons entendu beaucoup de réflexions pessimistes. Il ne faut pas les pousser trop loin : l'avenir s'avance masqué. Les perspectives ne sont jamais enchaînées au présent, des fruits inattendus peuvent toujours mûrir dans l'ombre de l'actualité.

Certes, il y a entre les participants, des différences de conceptions très considérables. Il y a ceux qui vivent en dictature. Ils en sont marqués. Ils ont un poids sur la langue : leurs mots sont plus lourds, parce qu'ils sont plus dangereux. Il y a les autres qui ne courent pas de risques ou sont protégés par l'insertion, dans des États démocratiques. C'est une différence importante...

Il y a aussi, dans ce débat la formidable ambiguïté des mots et surtout du mot démocratie que nous n'avons pas défini. On le sait : il n'est pas de tyrans, il n'est pas de manipulateurs, qui ne parent leurs démarches du mot démocratie. Ce n'est pas une raison pour le jeter aux poubelles. Mais il faut lever les ambiguïtés. La démocratie, c'est aussi une culture collective. Aussi, la démocratie a-t-elle souvent été en Afrique, un produit d'importation. Qui ne peut pas triompher tant qu'elle ne fait pas l'objet d'un investissement populaire. Ce n'est pas certes une condition suffisante mais c'est une condition nécessaire. Il n'y a pas de démocratie s'il n'y a pas, dans le public, une culture des valeurs démocratiques, s'il n'y a pas une adhésion à ces valeurs essentielles.

Que sont ces valeurs essentielles ?

D'abord, le respect des minorités. Là où on ne respecte pas les minorités, là où une minorité n'a pas droit à l'existence, là où elle est posée comme incompatible avec le projet national, il n'y a pas de démocratie possible.

Il faut aussi qu'il y ait une société en laquelle soit enracinée la conviction qu'en chaque homme, il y a une part d'universel. La démocratie est lieu où un homme vaut indépendamment de son ethnie, de sa religion, de ses convictions politiques. Pour qu'existent des sociétés libres, des hommes libres, il faut que règne en eux la conviction qu'en chaque homme, il y a une part d'universel, que chaque homme a une autonomie, une indépendance qui lui permet de déterminer ses propres fins et aussi celles de la société dans laquelle il vit. En d'autres termes, d'être un électeur, c'est-à-dire un censeur, un juge, mais aussi un législateur... Si ces conditions ne sont pas enracinées dans la société civile, la démocratie ne peut pas fonctionner...

Lorsque, comme en Bosnie, on peut tuer son voisin parce qu'il est d'une autre ethnie que la sienne, il n'y a plus de démocratie parce que chacun a tué l'autre au plus profond de lui. Le lien social même est atteint : un processus de "décivilisation" est mis en route.

La barbarie, c'est cela précisément : la fin d'un statut d'universalité accordé à tout homme. C'est l'inversion de la démarche primitive dont parlait Marcel Mauss, et qui a inventé la société moderne par le risque du don, de l'échange avec la tribu voisine, qui précipite une décadence.

Mais la démocratie est aussi un sujet paradoxal, fondamentalement ambigu. Pourquoi ? Sans doute parce que elle est rarement perçue simultanément comme moyen et comme fin. La démocratie est sollicitée comme moyen pacifique de solution des conflits mais elle est aussi le lieu où on les instrumentalise.

Voilà le paradoxe : le mouvement démocratique qui entend surmonter et même parfois dissoudre les divisions est aussi lié à une conception selon laquelle la division de la société est indispensable. Une société dans laquelle il n'y a plus de divisions n'est plus une démocratie. Or, précisément, l'effort de beaucoup d'idéologies politiques est de les réduire, voire de les éliminer.

Tocqueville a dit que la démocratie intègre le conflit dans ses institutions et les maîtrise en créant les partis. Il y a donc au cœur du projet démocratique une tension contradictoire. La démocratie est marquée par ses propres insatisfactions. Elle est le produit d'une société qui, à la fois, croit et ne croit plus en la possibilité d'une unification autour d'une religion, d'une ethnie, d'une idéologie dominante, qui accepte et refuse cette division. Il y a donc au sein même de la structure de nos sociétés modernes, une insatisfaction : la démocratie n'est jamais réalisée. À peine une égalité a-t-elle été obtenue

CONCLUSIONS

qu'une autre se développe. À peine une liberté est-elle conquise qu'elle est menacée.

Mais est-ce une raison pour dire que la démocratie n'existe pas ?

Un écrivain malgache a dit : "Je ne veux pas d'une écriture pour une démocratie qui laisse mourir les gens de faim...". Mais, sera-t-elle pour autant mieux fondée à justifier la dictature ?

L'écriture digne de ce nom est fondamentalement anti-dictatoriale. Ne serait-ce que parce qu'elle entend affirmer un langage universel, parce qu'elle vit de liberté. Elle est, par essence, dans l'opposition.

Précisément, une des caractéristiques de la démocratie c'est qu'elle se laisse contester, qu'elle laisse place à une opposition. On peut la nier, on peut la vilipender impunément. Ce n'est certes pas le cas des autres formes de gouvernement des sociétés.

Lorsque la démocratie fait défaut, on perçoit vite ce qui se passe. Il suffit de rappeler l'effet de ce manque sur le statut des écrivains, des poètes. Dans les pays sous dictature, l'oppression vous étreint dès le premier contact. Les gens sont arrêtés arbitrairement, battus, torturés. Voyer l'état de la littérature russe, par exemple, de 1930 à 1980. C'était au nom de la démocratie, il est vrai, qu'on bâillonnait les esprits. Et ceux-là qui contestaient la démocratie occidentale nommaient ses défauts majeurs. Ils en dénonçaient les failles mais ils taisaient celles qui s'agrandissaient dans l'Union Soviétique. Ils cachaient le fait qu'ils ne pouvaient, sous peine d'arrestation, ni louer l'occident, ni critiquer la politique de l'Union Soviétique.

Le mensonge par omission peut parfois sauver les politiciens. Il détruit l'écrivain dont la stratégie et la tactique ne peuvent viser que le service de la vérité, l'élargissement du réel, et la conscience la plus large du monde.

Et si donc la démocratie subit tant de critiques, c'est parce qu'elle a fait de la contestation, de la réserve face aux unanimités, une valeur supérieure ; parce qu'elle acquiert en laissant place à la contestation, une réalité supérieure. Il faut rappeler que tous les radicalismes qui entendent, au nom de l'égalité démocratique, éliminer toutes les divisions, sont marqués par un virus antidémocratique généré par l'exigence démocratique même...

Notre débat s'inscrit manifestement dans le climat déprimé d'une société dans laquelle les idéologies dites messianiques, mais aussi les projets transformateurs — au niveau de l'État — ont disparu. Nous subissons les effets non seulement de la perte d'un au-delà de la démocratie, dite libérale, mais aussi de la perte de confiance en celle-ci, qui n'est pas sortie renforcée de l'effondrement des idéologies révolutionnaires ni de celui des États communistes. Au contraire, semble-t-il... La démocratie libérale paraît être aujourd'hui mise en question non pas par un au-delà d'elle-même mais par

un en deçà ; non pas par le dépassement mais par l'implosion faute de perspectives. Tout cela a été dit de mille façons par les écrivains du Nord et du Sud.

Il y a eu l'unanimité pour refuser l'assimilation de la démocratie à l'espace du marché. Plusieurs écrivains africains ont refusé le modèle de développement strictement occidental. Ils ont revendiqué l'autonomie de l'Afrique.

Chose aussi frappante, aucun écrivain n'a revendiqué le pouvoir : celui-ci a été perçu comme un danger pour l'écriture. Le mythe du Roi philosophe est assurément loi. Un ami haïtien a contesté en tant qu'écrivain, sa propre expérience de ministre... Antonin Liehm, parlant de Vaclav Havel a eu cette phrase radicale : "On ne peut être à la fois président et écrivain". Nous avons tous été frappés par cette prise de distance des écrivain tant du Nord que du Sud à l'égard du pouvoir politique.

Mais il est clair que nous sommes en panne de réponse. L'autonomie dont rêvent certains Africains est aussi une forme de désespoir, une perte de perspective. Il nous appartient certes de rechercher les liens d'un dialogue commun, de refuser l'isolement de l'Afrique, d'affirmer une culture francophone commune : celle-là même qui s'est exprimée ici intensément au travers des écrivains d'Asie, d'Afrique, d'Amérique et d'Europe, même lorsqu'il s'agissait de contester les réalités de cet espace commun...

Peut-être aussi faut-il conclure que parce que les démocraties occidentales ne projettent plus un avenir convaincant, l'écrivain est contraint à l'isolement et à la solitude, pour nommer autrement le réel.

Il s'agit de reconnecter une parole publique devenue abstraite avec les réalités humaines. L'écrivain doit entrer dans la nuit pour comprendre autrement, pour sortir de l'insatisfaction des mots usés ou mensongés. Ce n'est que par un travail de la langue et de la fiction que l'écrivain remplira les formes vides de la démocratie. À terme, s'affirmera sans doute une nouvelle parole qui conduira à un projet politique.

Un double malentendu est présent. Il y a un même mal, une insatisfaction, à tout le moins intellectuelle. Au Nord, celle-ci se développe au cœur des sociétés de consommation, face à la montée d'un populisme de la communication. Au Sud, le désespoir naît de la misère croissante et de la manipulation du discours politique. Comment ne pas être inquiets face à la remontée de l'extrême droite, des racismes et des fondamentalismes qui sont précisément l'image inversée de cette insatisfaction ?

Puisque les repères conceptuels traditionnels ne fonctionnent plus, il faut réinventer un langage, un imaginaire, une philosophie de vie. Il faut, en d'autres termes, créer de nouvelles cultures. Mais pour réussir cette gageure, l'écrivain doit continuer à nommer l'oppression ambiante. C'est à cette condition qu'il comblera le vide que provoque la mort des certitudes anciennes.

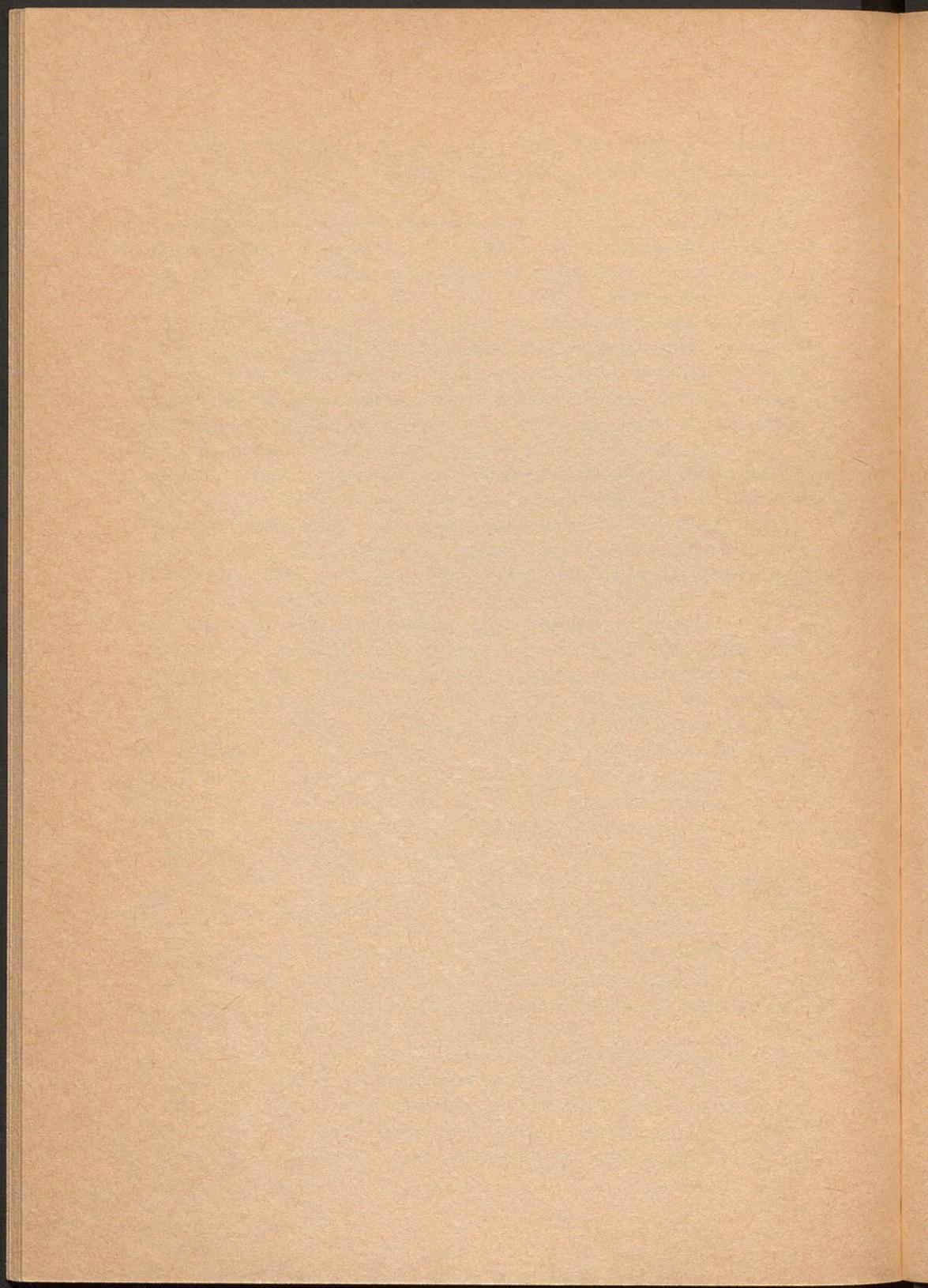
CONCLUSIONS

Comme l'a dit fort bien Diop, il faut assumer notre histoire ici et maintenant. Il faut lutter contre la langue de bois, la fausse générosité, mais aussi contre le mensonge des dénonciations excessives, des négativismes radicaux qui peuvent être la forme perverse de l'acceptation de l'inacceptable que l'on dénonce. Cette discipline, cette éthique de l'écriture est indispensable pour que la démocratie cesse d'être octroyée, pour qu'elle devienne une partie intime de nous-mêmes.

Il m'a été agréable de sentir à quel point le français, notre langue commune, est passé entre nous avec une efficacité remarquable. Je ne puis m'empêcher d'évoquer cette image : il arrive en effet qu'en dénombrant les scories et les déchets qui flottent sur le fleuve, les spectateurs oublient le courant qui les emporte. Il y a au cœur de ces cultures que véhiculent le français un sens de l'universel, des valeurs démocratiques, celles-là mêmes qui nomment les insatisfactions, les manques, qui nous démoralisent, qui commandent une démarche et tracent un chemin.

Un intervenant algérien a pu dire : "il y a des choses que je ne puis dire qu'en français"... Je pense que c'est vrai, mais dans un français qui soit une langue ouverte, qui ne redoute pas le métissage, qui réinvente une cohabitation avec d'autres langues.

Après avoir entendu tant de propos désespérés, il est sans doute opportun de fermer le colloque à partir de la citation que a été invoquée lors de son ouverture. Puisque, comme l'a dit Éluard, l'azur fait aujourd'hui défaut, allumons donc un grand feu.



VII. Annexes

Liste des participants

Algérie : Slimane Benaïssa
Cameroun-Sénégal : Axelle Kabou
Communauté française de Belgique : Éric Clémens, Jean Louvet, Marc Quaghebeur
Congo : Henri Lopes
France : Jean-Marie Borzeix et Christian Rullier
Guinée : Tierno Monenembo
Haïti : Frankétienne
Liban : Katia Haddad
Madagascar : Jean-Luc Raharimanana
Mali : Moussa Konate
Maroc : Abdelhak Serhane
Québec : Lise Bissonette et Jacques Godbout
République tchèque : Antonin Liehm
Roumanie : Anca Visdei
Sénégal : Boris Boubacar Diop
Suisse : Philippe Marthaler et Yves Laplace
Togo : Yoshua Kossi Efoui
Tunisie : Tahar Bekri et Moncef Ghachem
Viêt-nam : Phan Huy Duong
Zaïre : Pius Ngandu Nkashama, Kazadi N'Tolé et Sœur Bibiane Tshibola Kalengayi

Biographies et bibliographies des participants

Tahar Bekri (Tunisie)

Né en 1951 en Tunisie, poète et écrivain.

Vit à Paris depuis 1976, écrit en français et en arabe ; sa poésie est traduite en diverses langues.

Mène des recherches sur les littératures du Maghreb et collabore à de nombreuses revues et magazines.

Enseigne actuellement à l'Université de Paris-X Nanterre.

Poésie :

Le Laboureur du soleil, 1983, L'Harmattan, 1991.

Le Chant du roi errant, L'Harmattan, 1985.

Le Cœur rompu aux océans, L'Harmattan, 1988.

Poèmes à Selma, en arabe, Hiwar, Rotterdam, 1989.

La Sève des jours, Sonore, Artalect, 1991.

Les Chapelets d'attache, Amiot-Langaney, 1993.

Essais :

L'Œuvre romanesque de Malek Haddad, L'Harmattan, 1986.

Littératures du Maghreb, bibliographie sélective, CLEF, 1989.

Slimane Benaïssa (Algérie)

Né à Guelma, dans l'est algérien.

De formation bilingue, arabe/français, il a été l'un des fondateurs en 1967 de la première troupe de théâtre amateur à Alger : "Théâtre et Culture".
Adapte en arabe dialectal, pour la première fois en Algérie, *La Poudre d'intelligence* de Kateb Yacine en 1969.

Dirige en 1977 le Théâtre Régional d'Annaba.

Nommé en 1979 directeur du Théâtre au Ministère de l'Information et de la Culture, poste qu'il quitte la même année.

Crée en 1979, la première compagnie de théâtre indépendante en Algérie.

Auteur de théâtre.

Créations :

Boualem zid el goudem, youm el djemme, El Mahgour, Babour Gharg, Rak khouya ouana chkoun,...

Au-delà du voile, Si tu es mon frère... moi, qui suis-je ? Lansman, 1991.

Le Conseil de discipline, Lansman, 1992.

Traduction de l'œuvre de Kateb Yacine :

Mohammed, prends ta valise

Palestine trahie

Le Roi de l'Ouest

Lise Bissonette (Québec)

Directrice du quotidien québécois *Le Devoir*.

Participe régulièrement à titre d'analyste, aux émissions d'affaires publiques des réseaux de radio et de télévision au Canada français et anglais.
Anime l'émission *Les rédacteurs en chef* diffusée notamment par TV5.
S'intéresse tout particulièrement à la vie culturelle québécoise, plus particulièrement à l'art contemporain.

Détient quatre doctorats honoris causa d'universités prestigieuses.
Co-présidente, avec Knowlton Nash de la Fondation pour le journalisme canadien, vouée à la promotion de l'excellence dans les médias.

Publications :

La passion du présent, Boréal, 1987.

Marie suivait l'été, Boréal-Seuil, 1993.

Jean-Marie Borzeix (France)

Directeur de France Culture.

A été rédacteur en chef des *Nouvelles littéraires*, directeur littéraire aux éditions du Seuil.

Membre du Haut Conseil de la Francophonie.

Éric Clémens (Communauté française de Belgique)

Né en Belgique en 1945, poursuit une double activité de philosophe et d'écrivain.

A collaboré aux revues *Critique*, *Change* et *Temps modernes*.

Fait partie du conseil du collectif TXT.

Publications :

D'Retour, TXT, 1982.

Le même entre démocratie et philosophie, Lebeer Hossmann, 1987.

La Fiction et l'apparaître, Albin Michel, coll. du Collège International de Philosophie, 1993.

Boris Boubacar Diop (Sénégal)

Né à Dakar en 1946, écrivain et journaliste.

Enseigne les lettres modernes et la philosophie.

Conseiller technique au Ministère de la Culture.

Collabore à *Sud Hebdo* et à *Afrique Tribune*.

Publications :

Le Temps de Tamango (récit) suivi de *Thiaroye terre rouge* (théâtre), L'Harmattan, coll. "Encres noires", 1981.

Les Tambours de la mémoire (roman), L'Harmattan, coll. "Encres noires", 1990 (réédition de Nathan 1987, "Espace Sud").

Phang Huy Duong (Viêt-nam)

Né à Hanoi en 1945.

Informaticien.

Chroniqueur littéraire à *Diên-Dan-Forum*, revue franco-vietnamienne.

Vit en France depuis 1963.

Traducteur.

Traductions :

Phan Thi Hoai, *La Ménagère de cristal*, éditions des Femmes, 1990.

Duong Thu Huong, *Les Paradis aveugles*, éditions des Femmes, 1991.

Duong Thu Huong, *Roman sans titre*, éditions des Femmes, 1992.

Frankétienne (Haïti)

Né en 1936.

Écrivain, dramaturge, peintre.

Enseigne les mathématiques et la littérature dans son propre établissement.

Fondateur du mouvement littéraire "Spiralisme".

Écrit en créole-haïtien et en français.

Poésie :

Au fil du temps, 1964.

Vigie de verres, 1965.

Mon côté gauche, 1965.

Les Chevaux de l'avant jour, 1967.

Ultravocal, Impr. Gaston, 1972.

Fleurs d'insomnie, Impr. Deschamps, 1986.

Romans :

Mûr à crever, 1968.

Les Affres d'un défi, traduit du créole Dezafi, Impr. Deschamps, 1979.

Moncef Ghachem (Tunisie)

Né en Tunisie en 1947.

Poète, pêcheur et journaliste.

Traducteur en langue arabe de Char, Michaux, Deguy, Aragon, Guillevic,

Pey, Villain...

Publications :

Cent mille oiseaux, 1975.

Car vivre est un pays, Caractères, 1978.

Cap Africa, L'Harmattan, 1989.

Rhàiss Hugo, CNRS, 1987.

De la Skala de Mahdia à la maison de Ritsos, Autrement, 1989.

Serrans, éditions Chant de Pierre de Lorand Gaspard, 1992.

Jacques Godbout (Québec)

Né à Montréal en 1933.

Nombreux séjours à l'étranger : Mexique, USA, Moyen Orient, Haïti.

Poète, romancier, journaliste littéraire (*Liberté*, *Maclean*, *L'Actualité*) et politique (*Parti-Pris*).

Directeur de la revue *Liberté*.

Réalisateur et auteur de plusieurs films.

Publications :

Carton-pâtes, recueil de poésie, Seghers, 1956.

Les Pavés secs, Beauchemin, 1958.

La Chair est un commencement, Écrits V, 1959.

C'est la chaude loi des hommes, Hexagone, 1960.

Poésie-Poetry, Anthologie de la jeune poésie, Jour Ryerson, 1963.

Le Couteau sur la table, roman, Seuil, 1965.

Le Mouvement du 8 avril, MLF, 1966.

Salut Galarneau, roman, Seuil, 1967.

La grande muraille de Chine, Jour, 1969.

D'amour P.Q., roman, Seuil, 1972.

Le Réformiste : textes tranquilles, Quinze, 1975.

L'Isle au dragon, roman, Seuil, 1976.

Les Têtes à Papineau, roman, Seuil, 1981.

Une Histoire américaine, roman, Seuil, 1986.

L'écrivain de province, Journal 1981-1990, Seuil, 1991.

Films :

Rose et Landry, 1963 (Lion d'Or de Venise)

Roman d'Ixe-13

La Gammick

Aimez-vous les chiens ?, 1976.

Le mouton noir, 1992.

Katia Haddad (Liban)

Née au Liban en 1953.

Étudie les lettres françaises à Beyrouth et à l'Université de Lyon II.

Obtient une bourse française et un doctorat ès lettres de l'Université de Paris X en 1979.

De retour au Liban, enseigne la langue et la littérature française dans les lycées.

Occupe actuellement les fonctions de chef du département des lettres françaises à l'Université Saint Joseph de Beyrouth à Paris.
Nouvelliste.

Publication :

La Nuit verte, reçoit le prix de la meilleure nouvelle de langue française (RFI).

Axelle Kabou (Cameroun-Sénégal)

Née en 1955 au Cameroun.
Sociologue et consultante, traductrice de nombreux ouvrages américains.
Conseiller technique au Secrétariat de la Présidence de la Confédération de la Sénégalie.
Vit actuellement au Sénégal.

Publication :

Et si l'Afrique refusait le développement ?, L'Harmattan, 1991.

Moussa Konate (Mali)

Né en 1951 au Mali.
Directeur de l'association malienne "Centre d'expression et de recherche théâtrales et musicales".
A enseigné les lettres à Bamako.
Écrivain et auteur de théâtre.
Collabore au éditions Jamana.

Romans :

Le Prix de l'âme, Présence africaine, 1981.
Une aube incertaine, Présence africaine, 1985.
Fils du chaos, L'Harmattan, 1986.
Chronique d'une journée de répression, (récit) L'Harmattan, 1988.
L'Assassin du Banconi, Bamako, 1989.
Les Saisons, Jamana, Bamako, 1990.
Prisonnier de l'ombre, Jamana, Bamako, 1992.
L'Honneur des Kéita, à paraître.

Essai :

Mali : ils ont assassiné l'espoir, essai, L'Harmattan, 1990.

Théâtre :

L'Or du diable suivi de Le Cercle au féminin, L'Harmattan, 1985.

Le dernier pas, inédit, créé à Bamako, 1989.

Un monde immobile, inédit.

Yoshua Kossi Efoui (Togo)

Né à Anfouin au Togo en 1962.

Titulaire d'une maîtrise de philosophie de l'Université du Bénin à Lomé.

Auteur, conférencier, comédien.

Publications :

Le Carrefour, in Revue Théâtre Sud, L'Harmattan-RFI, 1991.

Récupérations, Lansman, 1990, créée dans le cadre du projet Balagan au Zaïre.

Indépendance cha-cha — sur fond de blues, nouvelles, Sépia, 1992.

Roger Lallemand

Né en 1932 à Quevaucamps (Belœil) en Belgique.

Docteur en droit de l'Université Libre de Bruxelles.

Président du Cercle du libre examen de l'Université Libre de Bruxelles 1952-1956.

Avocat au Barreau de Bruxelles de 1958 à ce jour.

Président de la Conférence du Jeune Barreau de Bruxelles de 1971 à 1972.

Membre du Conseil de l'Ordre du Barreau de Bruxelles de 1972 à 1975.

Membre du Conseil d'administration de l'Université Libre de Bruxelles de 1971 à 1974.

Observateur judiciaire notamment en Bolivie, au Québec, en Grèce, etc.

Fondateur, avec Lucien Goldmann, du Centre de Sociologie de la Littérature de l'Université Libre de Bruxelles dont il assumait les fonctions de directeur.

Conseiller communal à Ixelles.

Membre du Sénat de Belgique depuis 1979.

Président du Sénat de mars à mai 1988.

Président de la Commission de la Justice au Sénat.

Président du groupe socialiste du Sénat.

Membre du Haut Conseil de la Francophonie, présidé par Monsieur François Mitterrand.

Commandant de la Légion d'honneur (1991)

Co-auteur avec Madame Herman-Michielsens de la loi sur la dépenalisation partielle de l'avortement.

Auteur, notamment, de la proposition de loi sur le droit d'auteur et de la proposition de reconnaissance de la laïcité.

Publications :

Considérations sur le racisme, in Cahiers du Libre Examen, 1956.
Mémoire consacré à André Breton.

Considérations sur les bonnes mœurs, Journal des Tribunaux, 1971 et Revue de l'Université, 1973.

Terrorisme et Démocratie, IEV, 1979.

Les Frontières de l'expression et de l'érotisme, Journal des Procès, 1984.

La Cour d'arbitrage et les conflits de compétence, 1985.

Benvenuta, Hommage à André Delvaux, ULB, 1987.

La Mémoire, les Juifs et la Nation, ULB, 1987.

Les Écrivains belges de langue française face à la Crise nationale, ULB, 1989.

Civisme et éthique, in Revue Nouvelle, 1991.

Indépendance et discipline, in "Les pouvoir judiciaires", 1988.

Le Droit de punir : le dialogue ambigu du pénaliste et de la conscience publique, in Revue de l'Université de Bruxelles, 1984.

Yves Laplace (Suisse)

Né à Genève en 1958.

Arbitre de football.

Critique littéraire, enseignant, romancier et dramaturge.

Romans :

Le Garrot, Jean-Claude Lattès, 1977.

Un Homme exemplaire, Seuil, 1984.

Mes chers enfants, Seuil, 1985.

Fils de perdition, Seuil, 1989.

On, Seuil, Collection "Fiction et Cie", 1992.

Théâtre :

Sarcasme, éditions Edilig, collection Théâtrales, 1984.

Nationalité française, Seuil, 1986.

Antonin Liehm (République tchèque)

Journaliste, né à Prague en 1924.

Co-directeur du journal des écrivains tchécoslovaques *Literarni Noveny* (Gazette littéraire).

Quitte la Tchécoslovaquie après l'invasion soviétique de 1968.

Enseigne dans les universités françaises, américaines, anglaises et suisses.
Crée à Paris, en 1984, la revue *Lettre internationale*, dont il est le directeur.

Publications :

Trois Générations, Gallimard, 1971.
Le passé présent, Jean-Claude Lattès, 1976.
Socialisme à visage humain, Albatros, 1977.
Le Cinéma à l'est, Cerf, 1990 (avec Mira Liehm).

Henri Lopes (Congo)

Né à Kinshasa en 1937.
Études de lettres et d'histoire en France, enseigne à Paris jusqu'en 1965.
Membre du Comité exécutif de la Fédération des Étudiants d'Afrique Noire en France et Président de l'Association des étudiants congolais.
Plusieurs fois Ministre, Premier Ministre de la République Populaire du Congo (de 1977 à 1980).
Vit aujourd'hui à Paris.
Sous-directeur général pour la culture et la communication à l'UNESCO depuis 1982.
Romancier.

Publications :

Tribaliques, nouvelles, CLE, Yaoundé, 1971, réédition Press-Pocket, 1983.
La Nouvelle Romance, roman, CLE, Yaoundé, 1976.
Sans Tam-Tam, roman, CLE, Yaoundé, 1976.
Le pleurer-rire, roman, Présence africaine, 1982.
Le chercheur d'Afriques, roman, Seuil, 1990.
Sur l'autre rive, roman, Seuil, 1992.

Jean Louvet (Communauté française de Belgique)

Né en Belgique en 1934.
Enseigne le français et fonde en 1960, suite aux mouvements de grève auxquels il participe comme militant syndical, le Théâtre prolétarien de La Louvière.
Poursuit son engagement politique.
Écrivain, auteur de théâtre.

Publications :

L'An I, 1963.
À bientôt Monsieur Lang, Seuil, 1970.

Les clients et Le bouffon, Christian Bourgois, 1974.
Le Train du bon Dieu, in Cahiers théâtre de Louvain n° 2, 1976.
Conversations en Wallonie, Jacques Antoine, 1978.
Un Homme qui avait le soleil dans sa poche, in "Textes pour didascalies", n°2, 1982.
Un Faust, in Textes pour didascalies n° 9, 1986.
L'Aménagement, Lansman, 1990.
Le grand complot, Lansman, 1990.
Jacob seul, Lansman, 1990.
Au nom du père, in Cahiers du théâtre des pays du nord n°24, 1991.

Philippe Marthaler (Suisse)

Vit à La Chaux-de-Fonds, en Suisse.

Fondateur en 1982, avec Pascal Antonietti et Marcelino Palomo, de la revue littéraire [vwa] (transcription phonétique de "voix", "vois" et "voie").
"... une fois admise l'idée d'une revue fondée et baptisée comme un lieu, un genre et un corps à part entière, il va s'agir de pratiquer cette idée en s'aventurant à la lumière du nom même de l'entreprise, [vwa], délibérément polysémique, dans un vaste travail de questionnement ; en d'autres termes, partir comme en voyage à la quête du sens par des moyens littéraires..."

Publications :

entre autres numéros de la revue [vwa]
n° 12 : *L'Encyclopédie [vwa]*, 1990.
n° 14 : *14, rue [vwa]*, 1992.
n° 16, *Bien sûr la photographie*, 1992.

Tierno Monenembo (Guinée)

Né en Guinée en 1947.

Exilé en 1969, il vit successivement au Sénégal, en Côte d'Ivoire. Enseigne la biochimie en Algérie, puis en France où il vit actuellement. Romancier.

Publications :

Les Crapauds-brousses, roman, Seuil, 1979.
Les Écailles du ciel, roman, Seuil, 1986.
Un rêve utile, roman, Seuil, 1992.
Un Attiéké pour Elgass, Seuil, 1993.

Pius Ngandu Nkashama (Zaïre)

Né au Zaïre en 1946.

A enseigné au Zaïre qu'il quitte pour des raisons politiques.

Professeur à l'université d'Annaba en Algérie.

A publié une thèse sur les images cosmiques dans la pensée africaine.

Auteur d'une œuvre de fiction et de nombreux ouvrages théoriques.

Vit actuellement en France où il enseigne la linguistique à l'Université de Limoges.

Essais-Anthologies :

La Littérature africaine écrite, essai, Saint-Paul, 1979.

Littératures africaines 1930-1980, Silex, 1984.

Avec Bernard Magnier, L'Afrique noire en poésie, Gallimard, Folio Junior, 1985.

Écritures et discours littéraires, L'Harmattan, 1991.

Littératures et écritures en langues africaines, L'Harmattan, 1992

Romans :

Crépuscule équinoxial, Lubumbashi, 1977.

La Délivrance d'Ilunga, théâtre, P.J. Oswald, 1977.

Bonjour Monsieur le Ministre, théâtre, Silex, 1983.

Le Fils de la tribu, L'Harmattan, 1983.

La malédiction suivi de Khedidja, Silex, 1983.

Le Pacte de sang, L'Harmattan, 1984.

Les Étoiles écrasées, Publisud, 1988.

Des Mangroves en Terre Haute, L'Harmattan, 1991.

Un Jour de grand soleil, L'Harmattan, 1991.

L'Empire des ombres vivantes, Lansman, 1991.

Kazadi N'Tolé (Zaïre)

Docteur en linguistique de l'Université de Paris III.

A enseigné la linguistique à l'Université de Kinshasa.

Directeur du centre de linguistique théorique et appliquée (CELTA).

Responsable du secteur aménagement linguistique à l'Agence de Coopération Culturelle et Technique.

Publication :

L'Afrique afro-francophone, Dif. Didier Érudition-Coll. dirigée par R. Chaudenson, 1992.

Marc Quaghebeur (Communauté française de Belgique)

Né en Belgique en 1947.

Docteur en Philosophie et Lettres.

Attaché littéraire et chargé de la Promotion des lettres et de la langue auprès du Ministère de la Communauté française de Belgique.

Chargé de la cellule "Fin de siècle".

Directeur de recherches et administrateur délégué des Archives du Musée de la Littérature.

Commissaire au Livre, assure la coordination de la politique littéraire de la Communauté française de Belgique à l'étranger.

Prix Lucien Blaga pour son œuvre poétique en 1992.

Écrivain, poète, théoricien.

Publications :

Forclaz, poésie, 1976.

L'Herbe seule, poésie, *L'Âge d'homme*, 1979.

Chiennelures, poésie, *Fata Morgana*, 1984.

L'outrage, poésie, *Fata Morgana*, 1987.

Oiseaux, poésie, *J. Antoine/L'arbre à paroles*, 1988.

Les vieilles, poésie, *Tetras-Lyre*, 1991.

Balises pour l'histoire de nos lettres, in *Alphabet des lettres belges de langue française*, Bruxelles, 1982.

Un pays d'irréguliers, Labor coll. *Archives du Futur*, 1990.

Les lettres belges entre absence et magie, Labor coll. *Archives du Futur*, 1990.

Vivre à la mort, parler, n'être rien, être personne, Actes Sud, 1991.

Jean-Luc Raharimanana (Madagascar)

Né à Antananarivo en 1967.

Secrétaire de la Société des Écrivains de la Région de l'Océan Indien, jusqu'en 1990.

Animateur culturel à l'Alliance française, à Radio France Internationale.

Vit à Paris où il étudie les sciences du langage à l'Université de la Sorbonne Nouvelle.

Poète, romancier, auteur de théâtre.

Publications :

Le Prophète et le Président, Ubu Repertory Theater Publications, New-York, 1991.

Sorcière, Grand Océan, Réunion, 1991.

Lépreux, (et 19 autres nouvelles), Hatier, 1992, dans le cadre du concours de la meilleure nouvelle de langue française.

Lucarne, nouvelle, *Le serpent à plumes* n° 16, 1992.

Affaire classée, nouvelle, *Revue Noire*, 1992.

Christian Rullier (France)

Né en 1957 en France.

Docteur en linguistique, auteur de théâtre, de cinéma.

Théâtre :

Attentat meurtrier à Paris 320 morts 800 blessés, éditions Théâtrales.

Le Fils, Éditions Théâtrales, 1987.

Le plus beau de l'histoire, 1990.

Annabelle et Zina, éditions Théâtrales, 1991.

Il marche, éditions Théâtrales, 1991

Antigone, Ismène, celles et ceux dont on est désormais sans nouvelles.

C'est-à-dire.

Football et autres réflexions.

L'Enfant do.

Femmes.

Parle cul.

Sur tout ce qui bouge.

Cinéma-Télévision :

Outremer, 1990.

Ivan Ivanovitch Kossiakoff, 1990.

Mafia Rouge, 1991.

Abdelhak Serhane (Maroc)

Né au Maroc en 1950.

Docteur en psychologie, auteur d'une thèse sur la sexualité des jeunes Marocains.

Enseigne à l'Université de Kénitra.

Dirige la revue "Horizons maghrébins".

Publications :

Messaouda, roman, Seuil, 1983.

Les Enfants des rues étroites, roman, Seuil, 1986.

Le Soleil des obscurs, roman, Seuil, 1992.

Anca Visdei (Roumanie)

Née à Bucarest en 1954.

Juriste, politologue et criminologue.

Professeur d'art dramatique, écrivain.

Journaliste *Voir*, *L'Hebdo*, collabore à *Avant-Scène Théâtre* et à *Acteurs* jusqu'en 1979.

Critique de cinéma *Nouvelle Revue de Lausanne*, critique de théâtre *Gazette de Lausanne*.

Scénariste, comédienne à Paris et en Suisse.

Travaille pour la Radio (RFI, France Culture, RSR...) et la télévision (émissions sur la Sept, scénario).

Publications :

Permettez, je suis une exception, nouvelles, éditions du Sauvage, 1982, épuisé.

Mortel Boniment, petits contes cruels, Clin d'Oeil, Lausanne, 1982.

L'Éternelle amoureuse, éditions Pierre-Marcel Favre, 1984.

Imagine, ouvrage collectif, éditions Vie, Art, Cités, Lausanne, 1985.

L'Atroce fin d'un séducteur, théâtre, Éditions Papiers, 1985.

Jeux d'amour, théâtre, Metz, 1986.

Dona Juana, théâtre, Avant-Scène n° 841, 1989.

Savez-vous langer Léon ? et *Femme-sujet*, éditions des Quatre-Vents, 1990.

Nous sommes toutes des femmes roumaines, 1992.

Agence de Coopération Culturelle et Technique

L'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT), créée à Niamey en 1970, est l'unique organisation intergouvernementale de la francophonie et le principal opérateur des Conférences des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français (Sommet francophone). L'Agence assure le secrétariat de toutes les instances de la francophonie. Elle déploie son activité multilatérale dans les domaines de l'éducation et de la formation, de la culture et de la communication, de la coopération technique et du développement économique, de la coopération juridique et judiciaire, de diverses actions ponctuelles au titre de son Programme Spécial de Développement (PSD). Outre son siège situé à Paris, l'Agence dispose d'une École Internationale à Bordeaux (France), d'un Bureau de liaison avec les organisations internationales à Genève (Suisse), d'un Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest à Lomé (Togo), d'un Bureau régional de l'Afrique centrale à Libreville (Gabon), d'un Institut de l'énergie des pays ayant en commun l'usage du français (IEPF) à Québec (Canada).

États membres (34)

Belgique (Communauté française de), Bénin, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Canada, Centrafrique, Comores, Congo, Côte-d'Ivoire, Djibouti, Dominique, France, Gabon, Guinée, Guinée-équatoriale, Haïti, Laos, Liban, Luxembourg, Madagascar, Mali, Maurice, Monaco, Niger, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Tchad, Togo, Tunisie, Vanuatu, Viêt-Nam, Zaïre.

États associés (5)

Égypte, Guinée-Bissau, Maroc, Mauritanie, Sainte-Lucie.

Gouvernements participants (2)

Canada-Nouveau-Brunswick, Canada-Québec.

Observateurs (3)

Bulgarie, Cambodge, Roumanie.

Le Royaume de Belgique, le Cap-Vert et la Suisse portent à 47 le nombre des pays et gouvernements participant aux conférences des chefs d'État et de gouvernement des pays ayant en commun l'usage du français.



L'agence dans le monde

Siège :

13, Quai André Citroën, 75015 Paris (France)

Tel : (33.1) 44 37 33 00, télécopie (33.1) 45 79 14 98

Telex : 201 916 F

Bureau de liaison de Genève :

14, Avenue Joli-Mont, 1209 Genève (Suisse)

Tel : (41.22) 788 36 66, télécopie (41-22) 788 36 75

Bureau régional de l'Afrique de l'Ouest :

BP 7223 Lomé (Togo)

Tel : (228) 21 63 50, télécopie (228) 21 81 16

Telex : 5024

Bureau régional de l'Afrique centrale :

BP 8075 Libreville (Gabon)

Tel : (241) 73 95 61, télécopie (241) 73 95 58

Telex : 5202

Direction générale de l'Éducation et de la Formation

École Internationale de Bordeaux :

43, rue Pierre-Noailles, 33405 Talence (France)

Tel : (33) 56 37 50 59, télécopie (33) 56 04 42 01

Telex : 571 741 F

Institut de l'énergie des pays ayant en commun l'usage du français :

56, rue Saint-Pierre, Québec (Canada) G1K 4A1

Tel : (1.418) 692 57 27, télécopie (1.418) 692 56 44

Telex : 051 3024



Remerciements

Je tiens à remercier tous ceux qui ont contribué à la réalisation de ce colloque et plus particulièrement :

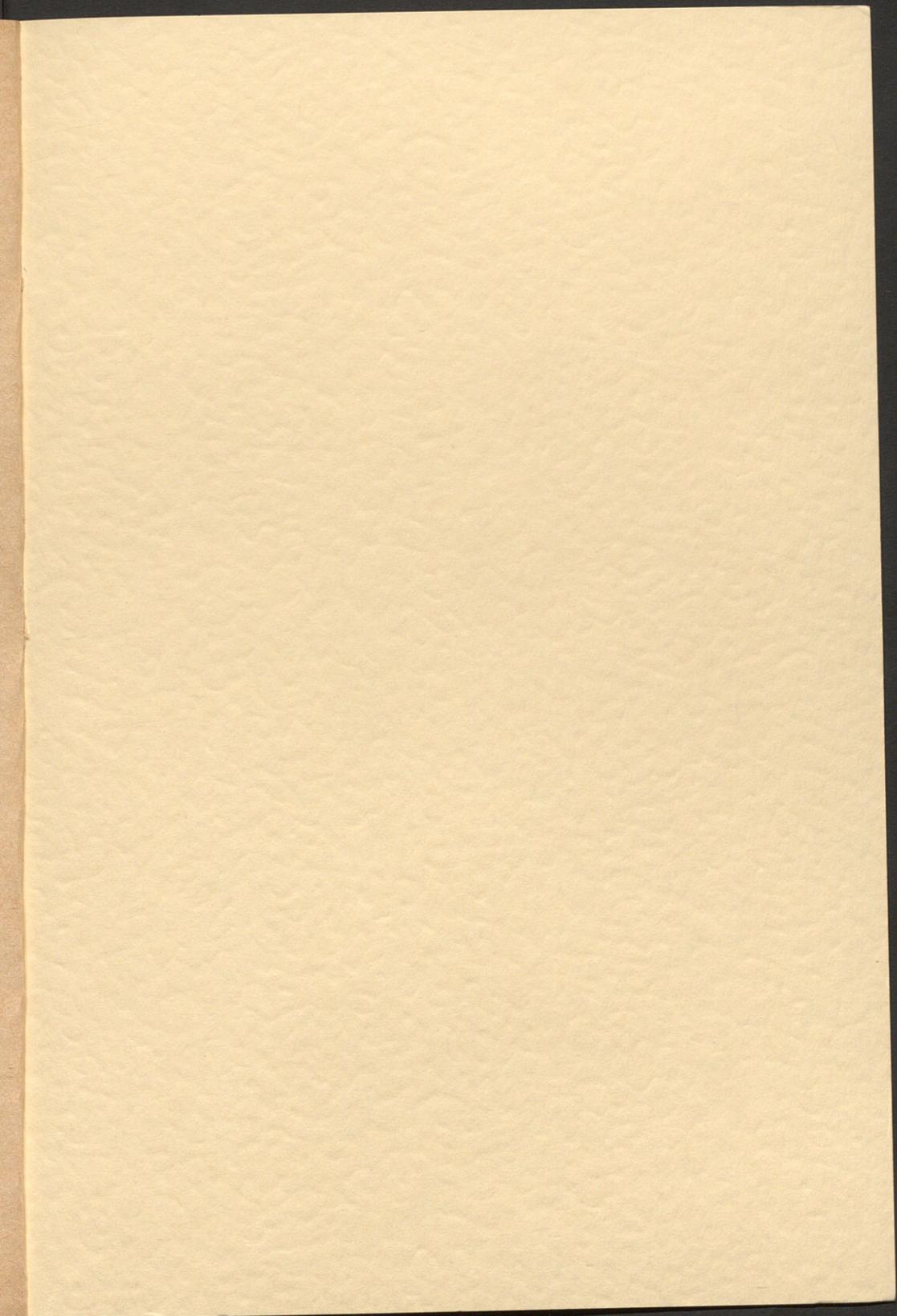
Pour leurs conseils : Annick Beaumesnil, Tahar Bekri, Slimane Ben Aissa, Jean-Marie Borzeix, Antonin Liehm, Françoise Ligier, Henri Lopes, Bernard Magnier, Kazadi N'Tolé, Michèle Rakotoson et Elie Schulman.

Pour l'organisation : l'équipe du Centre Wallonie-Bruxelles : France Clarinval, Roya Elahi, Werner Lambersy, Dominique Lippens, Louis Heliot, Alain Moors, Pascale Remience, Nicole Sottiaux, Évelyne Villemazet, sous la coordination de Marianne Hicter.

Pour la publication de ces actes : Bernard Magnier, assisté de Catherine Lootens.

Geneviève François-Masquelin
Directeur du Centre Wallonie-Bruxelles.
7 rue de Venise
F - 75004 PARIS
Tél : (1) 42.71.26.16
Fax : (1) 48.04.90.85

Achévé d'imprimer le 1er octobre 1993
pour le compte des Editions Labor
sur les presses de l'imprimerie Vanmelle
(Belgique)



ÉCRITURE ET DÉMOCRATIE

En réunissant des écrivains francophones venus de dix-huit pays différents, ce colloque, organisé les 18 et 19 février 1993 par le Centre Wallonie-Bruxelles de Paris, contribue à une prise de conscience du caractère pluriel des francophonies. Il invite chacun à poser les questions fondamentales liées à l'écriture et à la démocratie dans le respect des différences et des similitudes de chacun.

Sous la présidence de M^c Roger Lallemand

Avec la participation de :

Tahar BEKRI (Tunisie)
Slimane BENAÏSSA (Algérie)
Lise BISSONETTE (Québec)
Jean-Marie BORZEIX (France)
Éric CLÉMENS (Communauté française de Belgique)
Boris BOUBACAR DIOP (Sénégal)
Phan HUY DUONG (Viet-nâm)
FRANKÉTIENNE (Haïti)
Moncef GHACHEM (Tunisie)
Jacques GOdBOUT (Québec)
Katia HADDAD (Liban)
Axelle KABOU (Cameroun-Sénégal)
Moussa KONATÉ (Mali)
Yoshua KOSSI EFOUI (Togo)
Yves LAPLACE (Suisse)
Antonin LIEHM (République tchèque)
Henri LOPES (Congo)
Jean LOUVET (Communauté française de Belgique)
Philippe MARTHALER (Suisse)
Tierno MONENEMBO (Guinée)
Puis NGANDU NKASHAMA (Zaïre)
Kazadi N'TOLÉ (Zaïre)
Marc QUAGHEBEUR (Communauté française de Belgique)
Jean-Luc RAHARIMANANA (Madagascar)
Christian RELIER (France)
Abdelhak SERHANE (Maroc)
Sœur Bibiane TSHIBOLA KALENGAYI (Zaïre)
Anca VISDEI (Roumanie)

Imprimé en Belgique
D/1993/258/123


COMMUNAUTÉ
FRANÇAISE
DE BELGIQUE
WALLONIE - BRUXELLES



ISBN 2-8040-0932-7